

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Section française de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction)



**L'agonie du capitalisme et les
tâches de la IV^e Internationale**

Programme de transition

N° 604 - Spécial - Juin 1989 - Prix : 25 F

SELIO

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction)

SOMMAIRE

- Préface à l'édition péruvienne p. 3
- Programme de transition p. 15
- Actualité du Programme de transition p. 53
- Statuts du Parti communiste internationaliste
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction) p. 75
- Annexe : Sur la situation en URSS p. 81

LA VÉRITÉ

REVUE TRIMESTRIELLE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française du Centre international de reconstruction)

Le Centre international de reconstruction est un organisme international de caractère scientifique et technique, qui a pour but de promouvoir la coopération internationale et le développement économique et social par l'échange d'informations et l'assistance technique.

Paris - France

SOMMAIRE

- Préface à l'édition parvenue p. 3
- Programme de transition p. 16
- Actualité du Programme de transition p. 53
- Statuts du Parti communiste internationaliste
section française de l'IV^e internationale
(Centre international de reconstruction) p. 78
- Annexe : Sur la situation en URSS p. 81

PRÉFACE

à l'édition péruvienne du *Programme de transition*

Les militants trotskystes péruviens ont décidé de rééditer le programme de fondation de la IV^e Internationale. Les camarades m'ont demandé de rédiger une préface. C'est là une tâche difficile, car personne mieux que Trotsky lui-même n'a été capable de formuler les principes marxistes du *Programme de transition*. C'est pourquoi j'ai estimé devoir livrer, non un commentaire du programme, mais quelques réflexions.

Le *Programme de transition*, élaboré il y a plus d'un demi-siècle, serait-il vieilli et dépassé ? Regardons-y de plus près.

Personne dans le monde ne peut nier que depuis son édition, la planète a été déchirée par des contradictions d'une ampleur inconnue jusqu'alors : Deuxième Guerre mondiale, et à sa suite, mouvements révolutionnaires embrasant tous les continents, guerres révolutionnaires des peuples, conflits dits régionaux, crise économique mondiale dont aucun pays ne voit la fin, crises politiques multiples. Révolution et contre-révolution dans des combinaisons différentes sont toujours face à face. Il est indéniable que la crise de l'humanité n'a pas encore trouvé de solution. Faudrait-il en conclure qu'il n'est d'autre solution que celle imposée par l'impérialisme qui continue à dominer le monde ? Avons-nous raison d'estimer que le mouvement révolutionnaire international des exploités et des opprimés se trouve confronté à de vieilles questions ? Le travail d'organisation et d'agitation afin d'aider les exploités et les opprimés devrait-il être considéré comme inopérant ? La société d'exploitation serait-elle éternelle, l'émancipation des travailleurs par leur propre mouvement serait-elle à reléguer au musée des accessoires vieillis de l'histoire ?

Le but d'un programme marxiste n'est pas d'établir des principes abstraits, sur des critères subjectifs, mais de formuler une méthode d'action politique pour l'intervention organisée dans les événements. Le programme ne cherche pas à nourrir des commentaires « historiques » plus ou moins complaisants. Il n'y a pas d'histoire, ni d'« historiens » au-dessus des classes. Le programme n'est pas un assortiment éclectique de faits distribués plus ou moins savamment. Un programme, pour servir de guide pour l'action, doit envisager les processus historiques comme un tout, dans lesquels s'intègrent, comme leur expression, les événements conjoncturels. C'est par l'expérience qu'il faut trouver des solutions, et c'est par l'expérience qu'il faut les vérifier. Le programme, qui est précisément un résumé général de l'expérience historique de la lutte de classe du prolétariat et des masses opprimées, établit des perspectives qui doivent être vérifiées par les événements.

En un mot, un programme est la condition essentielle de toute activité et tactique révolutionnaires cohérentes et conséquentes.

Disons-le d'emblée. Avec le *Programme de transition* qui établit que les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils (sociaux-démocrates et staliniens), nous voyons que le mouvement qui se développe en Union soviétique exprime, bien qu'encore embryonnairement, l'élévation de la conscience politique et l'énergie qui se constitue, démontrant la capacité des ouvriers, des kolkhoziens, de l'intelligentsia, de la jeunesse et des nationalités opprimées à trouver eux-mêmes une issue à la crise du système bureaucratique. Donc leur capacité à créer les matériaux pour la construction d'organisations ouvrières indépendantes, syndicats et partis, pour lesquelles les sections de la IV^e Internationale combattent, afin d'aider les masses à s'avancer sur le chemin de leur émancipation. Non seulement en Union soviétique, dans les pays de l'Est, mais en Amérique latine, en Afrique, en Europe, aux USA et sur tous les continents, la masse elle-même est en mouvement, et c'est sur elle que l'avant-garde peut s'appuyer, sur son état d'esprit, pour développer une action politique et d'organisation conséquente, continue.

Au moment où les convulsions les plus gigantesques mûrissent, renvoyons le lecteur au programme. Lorsqu'il fut écrit et adopté en 1938, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, où l'humanité allait s'enfoncer dans la nuit noire des violences et de la barbarie, les masses soviétiques étaient incapables de prendre en main le programme. Les défaites du prolétariat mondial, les monstrueux crimes de Staline les avaient rejetées en arrière. Pourtant, ce programme répondait à leurs besoins immédiats et historiques. Le cours des événements a été plus lent que ne l'espérait Trotsky. Relisez le programme dans sa section intitulée « *L'URSS et les tâches de l'époque de transition* ». Les événements n'ont-ils pas chargé le programme d'un contenu que les masses soviétiques cherchent à s'approprier ? Et cela est vrai pour toutes les parties du programme de la IV^e Internationale.

Un mot encore. Nous avons appris qu'il se trouve des « critiques » capables de prendre tel ou tel échec, dont la signification est dégagée de l'analyse rigoureuse de son contexte historique, pour bâtir des « théories » nouvelles, cela afin d'en tirer des conclusions éloignées du programme. Nous ne cherchons ni le sensationnel, ni la bienveillance des autorités établies. Seule la vérité des faits compte, et les faits et les événements démontrent que le programme n'a pas « vieilli ». Il reste l'arme à la disposition des sections de la IV^e Internationale dans tous les pays pour reconstruire la IV^e Internationale.

*

* * *

La décadence du système capitaliste, sa décomposition s'expriment dans tous les pays, et plus encore dans les pays sous-développés, par quelques données. Diminution dramatique du revenu national : le revenu par habitant, en Amérique latine, était en 1988, selon les chiffres officiels du FMI, de 6% inférieur à celui de 1980. Destruction organisée des forces productives, partout et plus particulièrement dans les pays dépendants : en s'appuyant sur le cas des pays fortement endettés, on constate entre 1982 et 1988 une chute de l'investissement. Accroissement du déficit budgétaire, élévation du service de la dette, chômage chronique, famine pour des centaines de millions d'êtres humains. La crise incurable du système capitaliste dans sa période

impérialiste, nourrie par la CEE, le FMI, la Banque mondiale, entraîne les peuples du monde entier au désastre, et pis encore dans le tiers monde. La dette nationale de l'Amérique latine s'est gonflée d'un tiers depuis 1982. La dette totale du « tiers monde » s'élève à 1 300 milliards de dollars. Le paiement de la dette extérieure est devenu l'instrument majeur de l'oppression organisée par le capital financier. La revue *Banque mondiale actualités* du 6 avril 1989 constate aujourd'hui qu'un flux net de capitaux des pays sous-développés est drainé par l'impérialisme ; ces transferts, selon le P-DG de la grande banque française Crédit Lyonnais, s'élèvent aujourd'hui à 40 milliards de dollars.

La question du paiement de la dette, qui est une question de survie, est au centre des problèmes de tous les pays dépendants. Quelles qu'en soient les modalités, le paiement de la dette accable lourdement les peuples. Les gouvernements qui acceptent de payer la dette se soumettent au contrôle étranger. Tout gouvernement qui s'engage à payer la dette s'engage à soumettre toute l'économie, et plus généralement toute la vie de la nation, au contrôle du capital étranger. Ils remettent ainsi en cause les conquêtes partielles de la nation opprimée ; le FMI et la Banque mondiale, en exigeant la privatisation des nationalisations et services publics, introduisent, avec une mainmise totale sur l'économie, sous certaines formes, un processus de « recolonisation ». Ajoutons : il est coutumier d'embrouiller et d'obscurcir la question du paiement de la dette par des déclarations du genre : « Evidemment, les peuples ne peuvent payer la dette, mais en même temps, il nous faut subordonner cette revendication à des accommodements tels que refinancement de la dette, moratoire. » Y a-t-il dans les conditions présentes une quelconque possibilité de réaliser des accommodements autres que ceux exigés par le FMI, la Banque mondiale et les Banques étrangères ? Le moratoire serait-il une solution ? Mais le moratoire n'est qu'une suspension provisoire de l'obligation de paiement, donc impliquant le paiement de la dette extérieure.

Les faits sont là pour le démontrer. Les gouvernements, après avoir décidé un moratoire et renégocié avec le FMI et les banques étrangères, ont accepté les conditions aggravées de l'impérialisme. Voilà pourquoi le moratoire a abouti, après renégociation de la dette, à renforcer partout les positions du capital financier au détriment des peuples. Les faits sont là, aveuglants. Tout gouvernement qui s'engage sous une forme ou une autre à payer la dette se fait l'instrument du FMI, l'instrument du capital étranger contre la nation opprimée.

Sur cette question du paiement de la dette, il est possible de définir, tout de suite et sans risque d'erreur, qui est avec le peuple, et qui est avec l'impérialisme, les propriétaires fonciers, la bourgeoisie compradore. Les gouvernements Andres Perez au Venezuela, Sarney au Brésil, Raul Alfonsin en Argentine, Alan Garcia au Pérou, qui acceptent de payer la dette, sont, au pouvoir, des agents serviles de l'impérialisme ; et au lieu de lutter pour la libération de leurs peuples, contre l'ingérence du capital financier, ces gouvernements pratiquent une politique qui enfonce leur pays dans la ruine et la décadence. Car en imposant le paiement de la dette, sous quelque forme que ce soit, l'impérialisme cherche à étendre encore plus le contrôle économique et politique des nations opprimées. Et c'est également sur la question

de la dette que l'on peut voir si un parti est effectivement anti-impérialiste, au service du peuple. Pas dans les mots. Dans les faits. Un parti qui se veut véritablement anti-impérialiste doit expliquer avec une insistance particulière qu'il combat sans concession les gouvernements qui subordonnent leur politique à l'impérialisme, pour leur substituer au pouvoir des partis qui font du refus du paiement de la dette le point central de leur programme. C'est là la voie vers la constitution d'un gouvernement et d'un Etat pleinement démocratique qui, par le refus de payer la dette, se montreront prêts à combattre réellement pour chasser du pouvoir les classes dominantes compradore du capital financier. Les ouvriers et les paysans affamés veulent l'expropriation du capital financier et des grands propriétaires fonciers pour que ceux-ci cessent de sucer le sang de la nation. Ils veulent au pouvoir des partis qui rompent avec l'impérialisme, et le premier acte en est : refus de payer la dette.

*
* *
*

Nous publions en annexe le document intitulé « *Sur la situation en URSS* », élaboré au cours de la réunion du Secrétariat international élargi qui s'est tenue du 15 au 17 novembre 1987, soumis à la discussion préparatoire de la Conférence internationale des sections de la IV^e Internationale-Centre international de reconstruction (24-30 janvier 1988).

Il suffit de relire ce document pour montrer que la méthode marxiste du *Programme de transition* permet d'établir le cours des événements, autrement dit, de bâtir des perspectives qui ont été ensuite vérifiées par les événements

Conformément à notre engagement de ne présenter dans cette préface que nos réflexions, nous n'ajouterons que quelques mots. A nouveau, pour la énième fois, le marxisme serait périmé, la lutte pour l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production relèverait du domaine de l'utopie. Une nouvelle preuve en serait donnée par la perestroïka de Gorbatchev dont l'objectif avoué est la réhabilitation du profit ouvrant la voie au rétablissement de la propriété privée. Le réalisme consisterait à souscrire aux commandements de cette académicienne soviétique, conseillère écoutée de Gorbatchev, Mme T. I. Zaslauskaïa, qui établit avec netteté et précision le programme intérieur de la perestroïka. Elle écrit :

« *Les salaires exigent non plus des réformes partielles, mais une refonte totale. Celle-ci doit être menée conjointement à la réforme des prix et des services payants (...).* »

« *Tous les prix s'écartant du coût réel ne sont pas pour autant socialement justifiés. Prenons par exemple le cas de la viande et des produits laitiers dont l'Etat maintient les prix de détail à un niveau bien inférieur à leur prix de revient. La différence, qui est de 40 à 50 milliards de roubles, est couverte par le budget (...). Il serait donc normal pour mettre tous les groupes sociaux à égalité, de vendre la viande et les produits laitiers à leur coût social.* »

« La pratique actuelle qui veut que certains biens (logement, éducation, santé...) soient distribués gratuitement ou à des prix très modiques présente de gros inconvénients : elle réduit artificiellement le choix des biens que la population peut acquérir en payant et n'incite pas à travailler davantage (...). En outre, la gratuité de certains biens ou services rares (logement, santé) ne peut que favoriser le gaspillage et la pénurie organisés (...). Toutes ces conditions plaident en faveur d'un élargissement des services payants, notamment par l'augmentation des loyers. »

Ces lignes, qui ont le mérite de la clarté, démontrent parfaitement que la perestroïka engage une restructuration de l'économie soviétique qui, de l'aveu même de Gorbatchev, vise à être compatible avec sa demande de rejoindre à terme le FMI. Les résultats de cette politique peuvent d'ores et déjà être mesurés par ce qui se déroule en Chine, en Pologne, en Hongrie, en Yougoslavie, où les processus de rétablissement de la propriété privée suivant les injonctions du FMI enfonce les pays dans une même catastrophe accélérée. Toute la politique intérieure des dirigeants actuels du Kremlin, qui est orientée sur cet objectif, constitue le fil conducteur de la politique extérieure de la bureaucratie. La main dans la main avec l'impérialisme, la diplomatie soviétique œuvre au règlement de ce qu'il est convenu d'appeler « les conflits régionaux ». La politique extérieure de Gorbatchev est ouvertement contre-révolutionnaire. En Afrique du Sud, la diplomatie du Kremlin appuie l'impérialisme qui, pour préserver ses positions et pour stabiliser la domination des « Blancs », s'efforce de réformer sans heurts le régime de l'apartheid, oppresseur du peuple noir. Au Proche-Orient, Moscou combine sa pression à celle de Washington, pour amener l'OLP à abandonner la revendication d'un Etat palestinien unique, la République palestinienne laïque, où le peuple palestinien et les travailleurs juifs décideraient de leur commun destin dans le respect des droits des deux composantes. Contre la révolution nicaraguayenne, la pression s'exerce encore plus directement. Le Kremlin participe activement au féroce blocus économique et militaire organisé par Washington par les mesures qu'il a prises de restrictions de crédits et des envois d'armes.

Cuba, pour résister à l'impérialisme US, a fait appel à la bureaucratie du Kremlin. De ce fait, le castrisme a été conduit à subordonner aux besoins du maintien du statu quo les mouvements révolutionnaires des peuples d'Amérique latine. Il y a quelques années, en juillet 1985, une conférence à La Havane s'est prononcée non pour l'annulation de la dette extérieure, mais pour le moratoire. Durant des années il a pu sembler que c'était là une politique habile, pour le but immédiat de la préservation de la révolution cubaine. Mais à Cuba également, les restrictions massives de l'aide économique du Kremlin démontrent qu'une telle politique ne peut manquer de devenir fatale à la révolution cubaine. Lors de son récent voyage à La Havane, Gorbatchev, en annonçant ces restrictions, a montré que, pour lui, le temps était venu où la défense des intérêts de la caste privilégiée du Kremlin est incompatible avec les conquêtes arrachées à l'impérialisme par la révolution cubaine.

Il n'est pas un continent où Gorbatchev n'offre ses services aux impérialismes. Ainsi, le tournant des dirigeants des PC français, portugais, italien,

appelant à présent au soutien de fait de la CEE, n'a pas d'autres racines que la subordination des appareils des PC à la bureaucratie du Kremlin.

La classe ouvrière soviétique et les nationalités opprimées ne veulent plus supporter le pouvoir stalinien. La tyrannie stalinienne a conduit l'URSS au bord de l'abîme. La perestroïka de Gorbatchev cherche à stabiliser les privilèges de la caste bureaucratique en les accommodant au système du profit capitaliste.

A l'intérieur de la caste bureaucratique, les plus formidables contradictions se déchaînent, traduisant tout à la fois des conflits aigus d'intérêts et la peur de voir les masses soviétiques s'engouffrer dans les brèches ouvertes. Par le suffrage universel, Gorbatchev cherche à amener les Soviétiques à utiliser leur désir de contrôler eux-mêmes les mécanismes gouvernementaux en leur permettant d'élire des représentants de la bureaucratie, avec une légère épuration. Opprimés par la bureaucratie et ses institutions, les travailleurs, ouvriers et kolkhoziens, ne peuvent accepter la hausse des prix, le chômage que la perestroïka entend programmer, tandis que des changements se produisent à l'intérieur de la bureaucratie. La bureaucratie, les privilégiés, ceux qui depuis des années oppriment et méprisent l'ouvrier, le flattent aujourd'hui. Mais la tâche principale de Gorbatchev consiste à ne pas sortir du cadre de la défense des privilèges de la caste bureaucratique. La perestroïka cherche à donner aux masses une justification mensongère, « démocratique », en tentant de faire croire à la restauration des soviets de 1917 liquidés par Staline. Mensonge fondamental, qui ne trompe plus les masses en mouvement ; en témoignent la résistance des travailleurs aux mesures prises par Gorbatchev qui s'exprime dans des grèves et celle des nationalités opprimées. Les masses cherchent à reconquérir ce qu'elles avaient gagné, et ce dont la bureaucratie usurpatrice les a frustrées. La crise de la bureaucratie inculque aux masses soviétiques et aux nationalités opprimées la nécessité qu'il leur faudra briser l'obstacle.

Mais nous entendons des critiques plus ou moins intéressés nous objecter : peut-on comparer ce qui se déroule actuellement en Union soviétique avec la situation du temps de Staline et même de Brejnev ? Nous avons discuté de cette question dans le document que nous publions en annexe. Encore que les récents événements (massacres en Géorgie), ainsi que les dernières mesures institutionnelles prises par le gouvernement Gorbatchev devraient tempérer l'ardeur de ceux qui avaient, dans les dernières années de Staline, conféré à la bureaucratie du Kremlin la tâche de la construction du socialisme, dans les « siècles de transition », et qui se jettent avec d'autant plus de ferveur aux pieds de Gorbatchev.

La presse muselée, les libertés de réunion et d'opinion interdites, les masses soviétiques dépouillées de tout droit, la liberté personnelle supprimée, de même que toute juridiction régulière ; tout le pays est ainsi déclaré en état de siège permanent, l'infâme époque stalinienne qui a liquidé les soviets de Lénine-Trotsky dans le but de maintenir par la force le régime oligarchique de la bureaucratie. Ne serait-il pas préférable d'entendre condamner les crimes « réels » de Staline plutôt que les prétendus crimes que le dictateur sanglant du Kremlin imputait à Trotsky, Boukharine, Zinoviev ? Certes, mais

cela ne répond pas à la question : que cherche l'équipe Gorbatchev, sinon le maintien des privilèges de la bureaucratie, avec d'autres moyens politiques ? En a-t-elle la possibilité ?

Bien entendu, une analogie historique a évidemment ses limites, les bases sociales étant différentes, néanmoins elle peut servir à donner une réponse à cette question. Le processus historique à la veille de la Révolution française avait connu une longue période au cours de laquelle, au sein de la féodalité structurant un système de privilèges, se développait ce qui allait devenir le capitalisme et la société bourgeoise. Au XVIII^e siècle, les partisans du « despotisme éclairé » développèrent un programme de réformes qui ne voulait pas liquider le système féodal lui-même ni le remplacer par une autre forme de société basée sur d'autres relations sociales. Face aux exigences de l'époque et à la crise de la forme de gouvernement (absolutiste), ses déficiences et ses maux, ils entendaient seulement éliminer par des réformes ses imperfections. Aussi, les « réformateurs » tendaient-ils non à liquider la féodalité, mais à la moderniser, à éliminer ses défauts les plus graves, sans changer les fondements sociaux sur la base desquels l'aristocratie tirait ses privilèges.

Gorbatchev s'efforce de rationaliser l'Etat bureaucratique. En ce sens, tout comme l'absolutisme éclairé s'inscrivait dans la ligne de l'absolutisme monarchique précédent, la perestroïka s'inscrit dans la ligne de la défense des intérêts de la caste privilégiée au nom de laquelle Staline a exproprié politiquement la classe ouvrière de ses conquêtes d'Octobre. Il s'agit pour Gorbatchev moins de réformer la société pour les besoins des masses que d'améliorer et de renforcer l'Etat bureaucratique. Les massacres de Géorgie en avril 1989 montrent que le « réformisme » gorbatchévien n'entend pas saper les fondements de la bureaucratie. Le « réformisme » de « l'absolutisme éclairé » a échoué parce qu'il ne pouvait ni ne voulait toucher aux privilèges de l'aristocratie. La Révolution française fut l'aboutissement qui allait liquider les entraves au mode de production capitaliste. Historiquement, là était le progrès. Mais ce mode de production capitaliste est devenu périmé : il enfonce tous les pays et peuples dans la décadence. Le programme « réformiste » de Gorbatchev consiste dans une tentative de subordonner l'économie soviétique au FMI, ouvrant ainsi la voie au rétablissement de la propriété privée. C'est le programme de la contre-révolution bureaucratique, couche sociale sans avenir historique. La dégénérescence stalinienne a démontré que l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production nécessite la domination sur tous les mécanismes de la vie économique, politique et sociale de la volonté collective des masses organisées dans les conseils. La classe ouvrière exclue du pouvoir prend conscience de sa force. La Révolution française a chassé l'aristocratie nobiliaire et la monarchie. Le « réformisme » gorbatchévien qui vise à consolider les privilèges au pouvoir sera balayé par la révolution politique.

*

* * *

L'une des principales causes de la survie de l'impérialisme, sinon la principale, réside dans l'assujettissement à la bourgeoisie des appareils dominant le mouvement ouvrier. La dégénérescence de la social-démocratie et de la

II^e Internationale s'est réalisée à l'aide de la corruption matérielle et politique de l'impérialisme. La bureaucratie stalinienne, « *passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois* » (Léon Trotsky), a constitué les bases matérielles et politiques de la dégénérescence des PC et de la III^e Internationale, dissoute par Staline en 1943. Les systèmes politiques de la bourgeoisie en crise doivent sans cesse, pour la défense de la propriété privée des grands moyens de production, améliorer tout à la fois les instruments de la violence contre-révolutionnaire et l'utilisation des agences social-démocrates et des PC. Cette pression s'exerce sur toutes les formations et organisations. Par ses propres forces, la société bourgeoise serait condamnée depuis longtemps. Avec leur trahison de 1914-1918, les partis de la II^e Internationale ont uni leurs forces à celles des bourgeoisies pour sauver l'impérialisme de la révolution. Néanmoins, la puissance comme facteur d'ordre de la social-démocratie et des PC, si tragiques qu'en soient les conséquences, trouve ses propres contradictions. Contradictions qui surgissent du mouvement des travailleurs et des peuples opprimés que les appareils sont chargés de discipliner, alors que la société bourgeoise en décomposition contraint les masses au combat pour assurer leur droit à la vie, leur droit au travail. En dernière analyse, la société bourgeoise en décomposition, incapable de guérir les maux qui accablent l'humanité, sape les bases sociales et politiques des appareils sociaux-démocrates de la II^e Internationale et des PC. Il en est qui redécouvrent les vertus de la II^e Internationale. La dégénérescence complète et sans retour de la II^e Internationale n'est-elle pas suffisamment mesurée dans le fait qu'elle regroupe l'APRA d'Alan Garcia, ou le parti bourgeois Action démocratique d'Andres Perez qui, au gouvernement, vient de mitrailler les émeutes populaires contre la hausse des prix dictée par le FMI ? Le PS français de Mitterrand et le PSOE de Felipe Gonzalez en Espagne, piliers de l'OTAN et de l'offensive de la CEE contre leurs classes ouvrières, n'apparaissent-ils pas directement comme des « *gouvernements socialistes des patrons* », selon les paroles de dirigeants syndicalistes ? Tous et bien d'autres sont membres de la II^e Internationale !

La II^e Internationale qui, avec la bureaucratie du Kremlin, est le principal facteur politique grâce auquel la société bourgeoise se maintient, est également l'instrument de la pénétration de l'impérialisme en URSS et dans les pays de l'Est. Ainsi il a été signalé la présence, à la fête d'anniversaire de Willy Brandt, "pape" de la social-démocratie allemande et de "l'ouverture à l'Est", du Premier ministre Rakowsky, qui avec l'aide de l'Eglise et sous l'égide du FMI, engage la Pologne dans un processus de démantèlement des industries nationalisées et d'une hausse massive des prix. Pour compléter le tableau, signalons que le très "gorbatchévien" Parti communiste italien, apôtre de l'eurogauche, nouvel avatar du défunt eurocommunisme, vient d'ouvrir la discussion en vue de son affiliation à la II^e Internationale.

Le rôle et la place de la II^e Internationale et des partis affiliés s'expliquent par le développement d'une crise mondiale du système politique de domination de l'impérialisme, sur fond de crise économique mondiale, crise dans laquelle s'intègre la crise de domination de la bureaucratie soviétique. Dans cette situation, l'impérialisme, devant le mouvement des masses, est dans l'obligation de recourir à des gouvernements à façade démocratique, se subs-

tituant aux gouvernements à formes dictatoriales, gouvernements à façade démocratique dans lesquels, souvent, les partis de la II^e Internationale sont des participants actifs.

C'est ainsi qu'au pouvoir ou dans l'"opposition", les appareils des partis de la II^e Internationale et les PC aident avec constance les bourgeoisies à appliquer les plans dictés par le FMI, la Banque mondiale et la CEE. C'est ainsi que les travailleurs exploités et la jeunesse sont conduits par leur propre expérience à apprendre que les façades démocratiques ne sont que poudre aux yeux, leurres et tromperies. Avec les institutions fondant les systèmes de domination des classes dominantes, le pouvoir effectif reste à la bourgeoisie, quelle que soit la forme de gouvernement.

*

* * *

Dans tous les pays et continents, une seule question est posée : quelle forme politique de gouvernement permettra d'accomplir l'émancipation économique du travail ?

L'expérience le prouve. Toute forme politique de gouvernement préservant la société bourgeoise soumet les intérêts des masses laborieuses des villes et des campagnes au capitalisme décadent.

Toute forme politique de gouvernement qui prend la défense d'une bureaucratie privilégiée soumet les intérêts des masses laborieuses aux intérêts de la caste privilégiée.

Le capitalisme dans sa phase impérialiste est facteur de ruine sur tous les continents ; tous les pays dépendants et les pays avancés s'enfoncent plus ou moins rapidement. Marx, il y a plus d'un siècle, démontrait que tous les pays allaient s'engager sur la voie de l'Angleterre capitaliste, alors facteur de progrès. A l'époque du capitalisme décadent, ce sont les affamés des Philippines, des pays de l'Amérique latine, qui montrent la voie sur laquelle s'engage l'humanité si la forme bourgeoise de domination de classe se maintient. Exagérons-nous ? Regardons chez le chef de file de l'impérialisme, les USA, où 30 millions de pauvres sont recensés. Exagérons-nous ? La CEE n'a-t-elle pas mis en œuvre en Europe la mise en jachère de millions d'hectares de terres arables, alors que dans le monde, des centaines de millions d'hommes, de femmes, d'enfants, subsistent dans un état de dénuement absolu ? La FAO elle-même doit admettre que cette politique de destruction des capacités de production agricole conduira à la pénurie y compris dans les pays avancés. Toute l'économie mondiale sous domination du capital financier est entrée dans une période de tragique anarchie et de dépérissement des masses populaires. Le maintien de la domination de l'impérialisme et les conséquences qui en résultent démontrent que le système du profit mène à un affaissement de l'économie, à la régression de la culture, au recul de l'humanité vers la barbarie et la sauvagerie.

Alors, quelle forme politique de gouvernement peut garantir aux masses laborieuses le droit à la vie et ouvrir le chemin vers une humanité libérée du chaos de l'exploitation et de l'oppression ? La réponse en est donnée dans

le *Programme de transition*. Une forme de gouvernement politique basée sur des organes de pouvoir englobant tous les travailleurs des villes et des campagnes, toutes les entreprises et toutes les professions, quel que soit leur niveau de qualification, et par ce fait susceptibles de formuler les besoins des masses laborieuses. Une forme politique qui, englobant également partis et syndicats, dans le respect de leur indépendance réciproque, réalise l'unité des travailleurs et des organisations. Une telle forme politique, établissant l'élection de députés révocables et rééligibles à tous moments, sur décision de leurs mandants, exclut la délégation permanente de députés constituant une élite supérieure. Une telle forme politique exclut le monopole de la représentation à un seul parti. C'est là le gouvernement des conseils ouvriers et populaires, englobant toutes les masses dans leur densité sociale et politique.

Un même mouvement historique unit la révolution sociale dans les pays sous domination de la bourgeoisie et la révolution politique en URSS et dans les pays de l'Est. Le programme de la IV^e Internationale en 1938 en avait établi le pronostic.

*

* * *

Dans les processus révolutionnaires en cours, qui couvrent toute une étape historique, il est inévitable que s'entremêlent les expressions sociales, institutionnelles, politiques, des classes engagées dans la lutte : Eglises de toutes confessions, bureaucratie soviétique avec ses contradictions et ses agences nationales, appareils sociaux-démocrates, nationalistes bourgeois et petits-bourgeois, tendances diverses et groupes, indépendants ou liés à divers degrés aux appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier et des organisations nationalistes.

Il est inévitable que tous ces facteurs fassent pression sur la IV^e Internationale et ses sections. Notre tâche est d'apprendre à dégager, à partir des intérêts des masses, donc à l'aide des principes du programme, ce qui dans cet enchevêtrement constitue une première et confuse expression de la marche vers la révolution et ce qui est l'expression des intérêts étrangers aux intérêts des masses laborieuses.

A l'heure actuelle, nous vivons un moment historique dans lequel les éléments se dégagent pour une nouvelle sélection de l'avant-garde. Léon Trotsky écrivait en 1935 : « *Les marxistes français, comme ceux de tous les pays, doivent dans un certain sens recommencer à nouveau, mais à un degré historique plus élevé que leurs prédécesseurs.* »

Peut-on douter que dans la complexité des processus révolutionnaires, il y aura une très grande diversité d'opinions politiques, des confusions multiples, y compris dans nos rangs ? Dans l'étape présente de la crise révolutionnaire mondiale, à divers niveaux, en Birmanie, Afrique du Sud, Algérie, Palestine, Amérique latine, URSS, Pologne, pays de l'Est, Europe, etc., où sont engagés des centaines de millions d'hommes, il est absolument inévitable que s'entremêlent des tendances que le mouvement ouvrier avait dépassées au cours du combat engagé depuis le *Manifeste du Parti communiste*, avec les tendances à la recomposition politique du prolétariat « *sur un nouvel axe* ».

Tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, le combat pour des organisations ouvrières indépendantes, partis et syndicats, a été la constante afin d'aider à la « *constitution des prolétaires en classe, (au) renversement de la domination bourgeoise, (à la) conquête du pouvoir politique par le prolétariat* » (*Manifeste du Parti communiste*). Le programme marxiste de transition, bâti sur toute l'expérience historique, a inclus les principes du *Manifeste* de Marx et Engels, comme base du bolchevisme qui établit la nécessité du parti pour aider le mouvement révolutionnaire des masses.

Le programme exclut le dogmatisme : « *La pensée révolutionnaire n'a rien de commun avec l'idolâtrie. Les programmes et les pronostics se vérifient et se corrigent à la lumière de l'expérience qui est pour la pensée humaine l'instance suprême.* » (L. Trotsky). Nous estimons, nous, partisans de la IV^e Internationale, que le *Programme de transition* adopté en 1938 a été vérifié par les événements jusqu'à ce jour. Mais nous ne présentons pas le programme comme un ultimatum. Nous disons qu'il faut mener à bien ce travail indispensable de construction de partis ouvriers indépendants. Nous proposons le programme sur lequel nous sommes organisés comme sections de la IV^e Internationale comme base de discussion. Car c'est seulement par la discussion politique libre et la confrontation la plus large, en un mot par l'application des règles de la démocratie ouvrière et leur respect, que seront surmontées les difficultés et les embûches introduites dans la lutte de classes par les partis de collaboration de classes.

Toute l'expérience dans la lutte des classes atteste qu'un parti ouvrier indépendant, une Internationale, sont indispensables en raison de ce que le résultat final de la lutte de classes n'est pas d'obtenir un changement dans la société bourgeoise. Il s'agit de l'existence même de l'humanité entraînée à l'abîme par l'impérialisme.

Et pour accomplir les tâches révolutionnaires, il n'y a pas de solution toute prête. Le marxisme est la méthode scientifique de construction organisée de l'instrument indispensable pour aider les masses à œuvrer elles-mêmes à leur émancipation. Mais la solution ne figure dans aucun livre. Nous partons de la IV^e Internationale, nous établissons à l'aide du programme qu'il n'est pas d'autre issue à la crise de l'humanité que le socialisme garanti par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et la démocratie ouvrière. D'innombrables difficultés ont surgi. D'autres surgiront. Nous persévérerons.

Et il n'y a rien de contradictoire à constater la complexité des processus révolutionnaires et d'en conclure que pour les révolutionnaires, les choses sont simples.

Les choses sont simples : partir de ce qui est, et pour comprendre ce qui est, partir du programme. La victoire de la révolution mondiale a tardé, les retards entraînent souffrances et échecs ; mais les échecs sur la route de la révolution, organisés de concert par les trahisons social-démocrate et stalinienne, font ressortir tout particulièrement la puissance du mouvement révolutionnaire des masses, la réceptivité des ouvriers, de la jeunesse, aux idées politiques, aux principes dégagés dans le *Programme de transition*. Personne ne saurait prévoir les étapes inévitables, les combinaisons imprévues, par les-

quelles se poursuivra la marche vers la révolution, mais le marxisme reste la seule méthode scientifique parce qu'en unifiant la théorie et la pratique, il fournit le seul moyen politique — donc d'organisation — pour hisser le combat de l'avant-garde à la hauteur des nécessités de l'histoire.

Pour conclure, au risque de nous répéter, nous disons : c'est sur le plan de la pratique organisée que les événements devront vérifier, ce n'est pas par des mots mais par la vie que les discussions et divergences seront tranchées. Il est absolument inévitable que se développe la plus grande diversité d'opinions politiques, car la marche à la révolution mondiale embrassant des centaines de millions d'hommes, à travers tous les continents, amènera à la surface, partout, dans tous les pays, dans toutes les organisations, les scories produit de la décomposition du système de l'impérialisme et de la bureaucratie, et les éléments avancés à la recherche de solutions progressives. Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout. Fidèles au marxisme, au bolchevisme, aux principes du programme, nous ne nous laisserons pas détourner de notre voie.

Car l'impérialisme est condamné. Car les usurpateurs bureaucratiques sont condamnés. Car la crise révolutionnaire se poursuivra à travers échecs et avancées, elle s'étendra. Et c'est elle qui fournit les matériaux pour, à la lumière des principes du programme, élaborer les moyens de construire la IV^e Internationale. Et c'est bien cela qu'on ne nous pardonne pas.

P. Lambert,
avril 1989

les prémisses objectives
de la révolution socialiste

La situation mondiale est caractérisée avant tout par la crise du capitalisme et du prolétariat.

La crise économique internationale est arrivée depuis longtemps et pour le moment elle atteint sous la forme d'une dépression mondiale. Les crises conjoncturelles de la production de tout le système capitaliste se succèdent et se approfondissent à son tour. Les gouvernements bourgeois, y compris ceux qui se disent socialistes, vont d'une banqueroute à l'autre.

La bourgeoisie internationale est incapable de résoudre la crise. Dans les pays où elle a été déjà vaincue, elle cherche à se rétablir sur la base d'un accord avec le capitalisme mondial.

La bourgeoisie internationale est incapable de résoudre la crise. Dans les pays où elle a été déjà vaincue, elle cherche à se rétablir sur la base d'un accord avec le capitalisme mondial. Les partis bourgeois de la majorité du monde se trouvent dans une situation de désespoir qui frise, par moments, la paralysie de la vieillesse. Le New Deal, malgré la caractéristique réelle dont il fait état dans le premier période, ne représente qu'une forme particulière de désespoir possible seulement dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre. La crise actuelle ne se résout que par la victoire de la révolution mondiale.

La bourgeoisie internationale est incapable de résoudre la crise. Dans les pays où elle a été déjà vaincue, elle cherche à se rétablir sur la base d'un accord avec le capitalisme mondial. Les partis bourgeois de la majorité du monde se trouvent dans une situation de désespoir qui frise, par moments, la paralysie de la vieillesse. Le New Deal, malgré la caractéristique réelle dont il fait état dans le premier période, ne représente qu'une forme particulière de désespoir possible seulement dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre. La crise actuelle ne se résout que par la victoire de la révolution mondiale.

La bourgeoisie internationale est incapable de résoudre la crise. Dans les pays où elle a été déjà vaincue, elle cherche à se rétablir sur la base d'un accord avec le capitalisme mondial. Les partis bourgeois de la majorité du monde se trouvent dans une situation de désespoir qui frise, par moments, la paralysie de la vieillesse. Le New Deal, malgré la caractéristique réelle dont il fait état dans le premier période, ne représente qu'une forme particulière de désespoir possible seulement dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre. La crise actuelle ne se résout que par la victoire de la révolution mondiale.

La bourgeoisie internationale est incapable de résoudre la crise. Dans les pays où elle a été déjà vaincue, elle cherche à se rétablir sur la base d'un accord avec le capitalisme mondial. Les partis bourgeois de la majorité du monde se trouvent dans une situation de désespoir qui frise, par moments, la paralysie de la vieillesse. Le New Deal, malgré la caractéristique réelle dont il fait état dans le premier période, ne représente qu'une forme particulière de désespoir possible seulement dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre. La crise actuelle ne se résout que par la victoire de la révolution mondiale.

La bourgeoisie internationale est incapable de résoudre la crise. Dans les pays où elle a été déjà vaincue, elle cherche à se rétablir sur la base d'un accord avec le capitalisme mondial. Les partis bourgeois de la majorité du monde se trouvent dans une situation de désespoir qui frise, par moments, la paralysie de la vieillesse. Le New Deal, malgré la caractéristique réelle dont il fait état dans le premier période, ne représente qu'une forme particulière de désespoir possible seulement dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre. La crise actuelle ne se résout que par la victoire de la révolution mondiale.

La bourgeoisie internationale est incapable de résoudre la crise. Dans les pays où elle a été déjà vaincue, elle cherche à se rétablir sur la base d'un accord avec le capitalisme mondial. Les partis bourgeois de la majorité du monde se trouvent dans une situation de désespoir qui frise, par moments, la paralysie de la vieillesse. Le New Deal, malgré la caractéristique réelle dont il fait état dans le premier période, ne représente qu'une forme particulière de désespoir possible seulement dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre. La crise actuelle ne se résout que par la victoire de la révolution mondiale.

La bourgeoisie internationale est incapable de résoudre la crise. Dans les pays où elle a été déjà vaincue, elle cherche à se rétablir sur la base d'un accord avec le capitalisme mondial. Les partis bourgeois de la majorité du monde se trouvent dans une situation de désespoir qui frise, par moments, la paralysie de la vieillesse. Le New Deal, malgré la caractéristique réelle dont il fait état dans le premier période, ne représente qu'une forme particulière de désespoir possible seulement dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre. La crise actuelle ne se résout que par la victoire de la révolution mondiale.

La bourgeoisie internationale est incapable de résoudre la crise. Dans les pays où elle a été déjà vaincue, elle cherche à se rétablir sur la base d'un accord avec le capitalisme mondial. Les partis bourgeois de la majorité du monde se trouvent dans une situation de désespoir qui frise, par moments, la paralysie de la vieillesse. Le New Deal, malgré la caractéristique réelle dont il fait état dans le premier période, ne représente qu'une forme particulière de désespoir possible seulement dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre. La crise actuelle ne se résout que par la victoire de la révolution mondiale.

La bourgeoisie internationale est incapable de résoudre la crise. Dans les pays où elle a été déjà vaincue, elle cherche à se rétablir sur la base d'un accord avec le capitalisme mondial. Les partis bourgeois de la majorité du monde se trouvent dans une situation de désespoir qui frise, par moments, la paralysie de la vieillesse. Le New Deal, malgré la caractéristique réelle dont il fait état dans le premier période, ne représente qu'une forme particulière de désespoir possible seulement dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre. La crise actuelle ne se résout que par la victoire de la révolution mondiale.

La bourgeoisie internationale est incapable de résoudre la crise. Dans les pays où elle a été déjà vaincue, elle cherche à se rétablir sur la base d'un accord avec le capitalisme mondial. Les partis bourgeois de la majorité du monde se trouvent dans une situation de désespoir qui frise, par moments, la paralysie de la vieillesse. Le New Deal, malgré la caractéristique réelle dont il fait état dans le premier période, ne représente qu'une forme particulière de désespoir possible seulement dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre. La crise actuelle ne se résout que par la victoire de la révolution mondiale.

L'AGONIE DU CAPITALISME ET LES TACHES DE LA IV^e INTERNATIONALE

"PROGRAMME DE TRANSITION"

**(la mobilisation des masses
autour des revendications
transitoires comme préparation
à la prise du pouvoir)**

les prémisses objectives de la révolution socialiste

La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.

La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre.

La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue. Dans les pays où elle s'est déjà trouvée contrainte de miser son dernier enjeu sur la carte du fascisme, elle marche maintenant les yeux fermés à la catastrophe économique et militaire. Dans les pays historiquement privilégiés, c'est-à-dire ceux où elle peut encore se permettre, pendant quelque temps, le luxe de la démocratie aux dépens de l'accumulation nationale antérieure (Grande-Bretagne, France, Etats-Unis, etc.), tous les partis traditionnels du capital se trouvent dans une situation de désarroi qui frise, par moments, la paralysie de la volonté. Le *New Deal*, malgré le caractère résolu dont il faisait étalage dans la première période, ne représente qu'une forme particulière de désarroi, possible seulement dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre. La crise actuelle, qui est encore loin d'avoir dit son dernier mot, a pu déjà montrer que la politique du *New Deal* aux Etats-Unis, pas plus que la politique du Front populaire en France, n'ouvre aucune issue dans l'impasse économique.

Le tableau des relations internationales n'a pas meilleur aspect. Sous la pression croissante du déclin capitaliste, les antagonismes impérialistes ont atteint la limite au-delà de laquelle les divers conflits et explosions sanglantes (Ethiopie, Espagne, Extrême-Orient, Europe Centrale...), doivent infailliblement se confondre en un incendie mondial. Bien entendu, la bourgeoisie se rend compte du danger mortel qu'une nouvelle guerre représente pour sa domination. Mais elle est actuellement infiniment moins capable de prévenir la guerre qu'à la veille de 1914.

Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore « mûres » pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire

le prolétariat et ses directions

L'économie, l'Etat, la politique de la bourgeoisie et ses relations internationales sont profondément atteintes par la crise sociale qui caractérise la situation pré-révolutionnaire de la société. Le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est le caractère opportuniste de la direction du prolétariat, sa couardise petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie, les liens traitres qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie.

Dans tous les pays, le prolétariat est saisi d'une profonde angoisse. Des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution. Mais, chaque fois, elles s'y heurtent à leurs propres appareils bureaucratiques conservateurs.

Le prolétariat espagnol a fait, depuis avril 1931, une série de tentatives héroïques pour prendre dans ses mains le pouvoir et la direction des destinées de la société. Cependant, ses propres partis — social-démocrate, stalinien, anarchiste et POUM, chacun à sa manière — ont joué le rôle de frein et ont ainsi préparé le triomphe de Franco.

En France, la puissante vague de grèves avec occupation des usines, particulièrement en juin 1936, a bien montré que le prolétariat était complètement prêt à renverser le système capitaliste. Cependant, les organisations dirigeantes, socialistes, staliniennes et syndicalistes, ont réussi, sous l'étiquette du Front populaire, à canaliser et à arrêter, au moins momentanément, le torrent révolutionnaire.

La vague sans précédent de grèves avec occupation des usines et la croissance prodigieusement rapide des syndicats industriels (CIO) aux Etats-Unis sont l'expression la plus indiscutable de l'aspiration instinctive des ouvriers américains à s'élever au niveau des tâches que l'histoire leur a assignées. Cependant, ici aussi, les organisations dirigeantes, y compris le CIO nouvellement créé, font tout ce qu'elles peuvent pour contenir et paralyser l'offensive révolutionnaire des masses.

Le passage définitif de l'Internationale communiste du côté de l'ordre bourgeois, son rôle cyniquement contre-révolutionnaire dans le monde entier, particulièrement en Espagne, en France, aux Etats-Unis et dans les autres pays « démocratiques », ont créé d'extraordinaires difficultés supplémentaires au prolétariat mondial. Sous le signe de la révolution d'Octobre, la politique conciliatrice des « Fronts populaires » voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme.

Les « Fronts populaires » d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. Du point de vue historique, ces deux ressources ne sont cependant que des fictions. La putréfaction du capitalisme continue aussi bien sous le signe du bonnet phrygien en France que sous le signe de la swastika en Allemagne. Seul, le renversement de la bourgeoisie peut ouvrir une issue.

L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux fac-

teurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. Quelle que soit la diversité des méthodes des social-traitres — de la législation « sociale » de Léon Blum aux falsifications judiciaires de Staline — ils ne réussiront jamais à briser la volonté révolutionnaire du prolétariat. De plus en plus, leurs efforts désespérés pour arrêter la roue de l'histoire démontreront aux masses que la crise de la direction du prolétariat, qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne peut être résolue que par la IV^e Internationale.

programme minimum et programme de transition

La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.

La social-démocratie classique, qui développa son action à l'époque où le capitalisme était progressiste, divisait son programme en deux parties indépendantes l'une de l'autre : le *programme minimum*, qui se limitait à des réformes dans le cadre de la société bourgeoise, et le *programme maximum*, qui promettait pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme. Entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social-démocratie n'a pas besoin de ce pont, car, de *socialisme*, elle ne parle que les jours de fête.

L'Internationale communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques ni de l'élévation du niveau de vie des masses ; alors que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (impôts, droits de douane, inflation, « déflation », vie chère, chômage, réglementation policière des grèves, etc.) ; alors que chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois.

La tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, l'accomplissement de cette tâche stratégique

est inconcevable sans que soit portée la plus grande attention à toutes les questions de tactique, même petites et partielles.

Toutes les fractions du prolétariat, toutes ses couches, professions et groupes doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution.

La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme « minimum », dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles « minimum » des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent — et cela se produit à chaque pas — la IV^e Internationale met en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux « programme minimum » est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSITION dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne.

échelle mobile des salaires et échelle mobile des heures de travail

Dans les conditions du capitalisme en décomposition, les masses continuent à vivre la morne vie d'opprimés qui, maintenant plus que jamais, sont menacés d'être jetés dans l'abîme du paupérisme. Elles sont contraintes de défendre leur morceau de pain, même si elles peuvent l'augmenter ou l'améliorer. Il n'y a ni possibilité ni besoin d'énumérer ici les diverses revendications partielles qui surgissent chaque fois des circonstances concrètes, nationales, locales, professionnelles. Mais deux maux économiques fondamentaux dans lesquels se résume l'absurdité croissante du système capitaliste, à savoir le *chômage* et la *cherté de la vie*, exigent des mots d'ordre et des méthodes de lutte généralisés.

La IV^e Internationale déclare une guerre implacable à la politique des capitalistes qui, pour une part considérable, est celle de leurs agents, les réformistes, tendant à faire retomber sur les travailleurs tout le fardeau du militarisme, de la crise, de la désagrégation des systèmes monétaires et de tous les autres maux de l'agonie capitaliste. Elle revendique du TRAVAIL et une EXISTENCE DIGNE pour tous.

Ni l'inflation monétaire, ni la stabilisation ne peuvent servir de mots d'ordre au prolétariat, car ce sont les deux bouts d'un même bâton. Contre la cherté de la vie, qui, au fur et à mesure que la guerre se rapprochera, prendra un caractère de plus en plus débridé, on ne peut lutter qu'avec le mot d'ordre de l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES. Les

contrats collectifs doivent assurer l'augmentation automatique des salaires, corrélativement à la montée du prix des articles de consommation.

Sous peine de se vouer lui-même à la dégénérescence, le prolétariat ne peut tolérer la transformation d'une partie croissante des ouvriers en chômeurs chroniques, en miséreux vivant des miettes d'une société en décomposition. Le *droit au travail* est le seul droit sérieux que l'ouvrier ait dans une société fondée sur l'exploitation. Cependant, ce droit lui est enlevé à chaque instant. Contre le chômage, tant « structurel » que « conjoncturel », il est temps de lancer, en même temps que le mot d'ordre des travaux publics, celui de l'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL. Les syndicats et les autres organisations de masses doivent lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par *les engagements mutuels de la solidarité*. Le travail disponible doit être réparti entre tous les ouvriers existants, et cette répartition déterminer la longueur de la semaine de travail. Le salaire moyen de chaque ouvrier reste le même qu'avec l'ancienne semaine de travail. Le salaire, avec un *minimum* strictement assuré, suit le mouvement des prix. Aucun autre programme ne peut être accepté pour l'actuelle période de catastrophes.

Les propriétaires et leurs avocats démontreront l'« impossibilité de réaliser » ces revendications. Les capitalistes de moindre taille, surtout ceux qui marchent à la ruine, invoqueront, en outre, leurs livres de comptes. Les ouvriers rejeteront catégoriquement ces arguments et ces références. Il ne s'agit pas du heurt « normal » d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la déchéance, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La « possibilité » ou l'« impossibilité » de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste.

les syndicats dans l'époque de transition

Dans la lutte pour les revendications partielles et transitoires, les ouvriers ont actuellement plus besoin que jamais d'organisations de masse, avant tout de syndicats. La puissante montée des syndicats en France et aux Etats-Unis est la meilleure réponse aux doctrinaires ultragauches de la passivité qui prêchaient que les syndicats « avaient fait leur temps ».

Les bolcheviks-léninistes se trouvent aux premiers rangs de toutes les formes de lutte, même là où il s'agit seulement des intérêts matériels ou des droits démocratiques les plus modestes de la classe ou-

vrière. Ils prennent une part active à la vie des syndicats de masse, se préoccupant de les renforcer et d'accroître leur esprit de lutte. Ils luttent implacablement contre toutes les tentatives de soumettre les syndicats à l'Etat bourgeois et de lier le prolétariat par « l'arbitrage obligatoire » et toutes les autres formes d'intervention policière, non seulement fascistes, mais aussi « démocratiques ». C'est seulement sur la base de ce travail qu'il est possible de lutter avec succès à l'intérieur des syndicats contre la bureaucratie réformiste, et en particulier contre la bureaucratie stalinienne. Les tentatives sectaires d'édifier ou de maintenir des petits syndicats « révolutionnaires » comme une seconde édition du parti signifient, en fait, le renoncement à la lutte pour la direction de la classe ouvrière. Il faut poser ici comme un principe inébranlable : l'auto-isolement capitulaire hors des syndicats de masses, équivalant à la trahison de la révolution, est incompatible avec l'appartenance à la IV^e Internationale.

En même temps, la IV^e Internationale rejette et condamne résolument tout fétichisme syndical, également propre aux trade-unionistes et aux syndicalistes :

a) Les syndicats n'ont pas et, vu leurs tâches, leur composition et le caractère de leur recrutement, ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé ; c'est pourquoi ils ne peuvent remplacer le *parti*. L'édification de partis révolutionnaires nationaux, sections de la IV^e Internationale, est la tâche centrale de l'époque de transition.

b) Les syndicats, même les plus puissants, n'embrassent pas plus de 20 à 25 % de la classe ouvrière et, d'ailleurs, ses couches les plus qualifiées et les mieux payées. La majorité la plus opprimée de la classe ouvrière n'est entraînée dans la lutte qu'épisodiquement, dans les périodes d'essor exceptionnel du mouvement ouvrier. A ces moments-là, il est nécessaire de créer des organisations *ad hoc*, qui embrassent toute la masse en lutte : les COMITES DE GREVE, les COMITES D'USINES, et, enfin, les SOVIETS.

c) En tant qu'organisation des couches supérieures du prolétariat, les syndicats, comme en témoigne toute l'expérience historique, y compris l'expérience toute fraîche des syndicats anarcho-syndicalistes d'Espagne, développent de puissantes tendances à la conciliation avec le régime démocratique bourgeois. Dans les périodes de luttes de classes aiguës, les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour le neutraliser. Cela se produit déjà lors de simples grèves, surtout lors des grèves de masse avec occupation des usines, qui ébranlent les principes de la propriété bourgeoise. En temps de guerre ou de révolution, quand la situation de la bourgeoisie devient particulièrement difficile, les dirigeants syndicaux deviennent ordinairement des ministres bourgeois.

C'est pourquoi les sections de la IV^e Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats, en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte à la place des fonctionnaires routiniers et des carriéristes, mais encore de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même

s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats. S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées (« progressistes »). Le syndicat n'est pas une fin en soi, mais seulement un des moyens dans la marche à la révolution prolétarienne.

les comités d'usine

Le mouvement ouvrier de l'époque de transition n'a pas un caractère régulier et égal, mais fiévreux et explosif. Les mots d'ordre, de même que les formes d'organisation, doivent être subordonnés à ce caractère du mouvement. Rejetant la routine comme la peste, la direction doit prêter attentivement l'oreille à l'initiative des masses elles-mêmes.

Les grèves avec occupation des usines, une des plus récentes manifestations de cette initiative, sortent des limites du régime capitaliste « normal ». Indépendamment des revendications des grévistes, l'occupation temporaire des entreprises porte un coup à l'idole de la propriété capitaliste. Toute grève avec occupation pose dans la pratique la question de savoir qui est le maître dans l'usine : le capitaliste ou les ouvriers.

Si la grève avec occupation soulève cette question épisodiquement, le COMITE D'USINE donne à cette même question une expression organisée. Elu par tous les ouvriers et employés de l'entreprise, le Comité d'usine crée d'un coup un contre-poids à la volonté de l'administration.

A la critique que les réformistes font des patrons de l'ancien type, ceux qu'on appelle les « patrons de droit divin », du genre de Ford, en face des « bons » exploiters « démocratiques », nous opposons le mot d'ordre des comités d'usine comme centres de lutte contre les uns et les autres.

Les bureaucrates des syndicats s'opposeront, en règle générale, à la création de comités d'usine, de même qu'ils s'opposent à tout pas hardi dans la voie de la mobilisation des masses. Il sera, cependant, d'autant plus facile de briser leur opposition que le mouvement aura plus d'ampleur. Là où les ouvriers de l'entreprise, dans les périodes « calmes », appartiennent déjà tous au syndicat (*closed shop*), le comité coïncidera formellement avec l'organe du syndicat, mais il en renouvellera la composition et en élargira les fonctions. Cependant, la principale signification des comités est de devenir des états-majors de combat pour les couches ouvrières que le syndicat n'est, en général, pas capable d'atteindre. C'est d'ailleurs précisément de ces couches les plus exploitées que sortiront les détachements les plus dévoués à la révolution.

Dès que le comité fait son apparition, il s'établit en fait une DUALITE DE POUVOIR dans l'usine. Par son essence même, cette dualité de pouvoir est quelque chose de transitoire, car elle renferme en elle-même deux régimes inconciliables : le régime capitaliste et le régime prolé-

tarien. L'importance principale des comités d'usine consiste précisément en ce qu'ils ouvrent, sinon une période directement révolutionnaire, du moins une période pré-révolutionnaire, entre le régime bourgeois et le régime prolétarien. Que la propagande pour les comités d'usine ne soit ni prématurée ni artificielle, c'est ce que démontrent amplement les vagues d'occupations d'usines qui ont déferlé sur un certain nombre de pays. De nouvelles vagues de ce genre sont inévitables dans un prochain avenir. Il est nécessaire d'ouvrir à temps une campagne en faveur des comités d'usine pour ne pas se trouver pris à l'improviste.

le « secret commercial » et le contrôle ouvrier sur l'industrie

Le capitalisme libéral, fondé sur la concurrence et la liberté du commerce, a disparu bien loin dans le passé. Le capitalisme monopoliste, qui l'a remplacé sur la scène, non seulement n'a pas réduit l'anarchie du marché, mais lui a donné, au contraire, un caractère particulièrement convulsif. La nécessité d'un « contrôle » sur l'économie, d'une « direction » étatique, d'une « planification » est maintenant reconnue — au moins en paroles — par presque tous les courants de la pensée bourgeoise et petite-bourgeoise, du fascisme à la social-démocratie. Pour les fascistes, il s'agit surtout d'un pillage « planifié » du peuple à des fins militaires. Les sociaux-démocrates cherchent à vider l'océan de l'anarchie avec la cuiller d'une « planification » bureaucratique. Les ingénieurs et les professeurs écrivent des articles sur la « technocratie ». Les gouvernements démocratiques se heurtent, dans leurs tentatives poltronnes de « réglementation », au sabotage insurmontable du grand capital.

Le véritable rapport entre exploités et « contrôleurs » démocratiques est caractérisé de la meilleure façon par le fait que messieurs les « réformateurs », saisis d'une sainte émotion, s'arrêtent au seuil des trusts, avec leurs « secrets » industriels et commerciaux. Ici règne le principe de la « non-intervention ». Les comptes entre le capitaliste isolé et la société constituent un secret du capitaliste : la société n'a rien à y voir. Le « secret » commercial est toujours justifié, comme à l'époque du capitalisme libéral, par les exigences de la « concurrence ». En fait, les trusts n'ont pas de secrets l'un pour l'autre. Le secret commercial, à l'époque actuelle, est un complot constant du capital monopoliste contre la société. Les projets de limitation de l'absolutisme des « patrons de droit divin » restent de lamentables farces tant que les propriétaires privés des moyens sociaux de production peuvent cacher aux producteurs et aux consommateurs les machinations de l'exploitation, du pillage, de la tromperie. L'abolition du « secret commercial » est le premier pas vers un véritable contrôle de l'industrie.

Les ouvriers n'ont pas moins de droits que les capitalistes à connaître les « secrets » de l'entreprise, du trust, de la branche d'industrie, de l'économie nationale tout entière. Les banques, l'industrie lourde et les transports centralisés doivent être placés les premiers sous la cloche d'observation.

Les premières tâches du contrôle ouvrier consistent à éclairer quels sont les revenus et les dépenses de la société, à commencer par l'entreprise isolée ; à déterminer la véritable part du capitaliste individuel et de l'ensemble des exploités dans le revenu national ; à dévoiler les combinaisons de coulisses et les escroqueries des banques et des trusts ; à révéler enfin, devant toute la société, le gaspillage effroyable de travail humain qui est le résultat de l'anarchie capitaliste et de la pure chasse au profit.

Aucun fonctionnaire de l'Etat bourgeois ne peut mener à bien ce travail, quels que soient les pouvoirs dont on veuille l'investir. Le monde entier a observé l'impuissance du président Roosevelt et du président du conseil Léon Blum en face du complot des « 60 » ou des « 200 familles ». Pour briser la résistance des exploités, il faut la pression du prolétariat. Les comités d'usine, et seulement eux, peuvent assurer un véritable contrôle sur la production, en faisant appel — en tant que conseillers et non comme « technocrates » — aux spécialistes honnêtes et dévoués au peuple : comptables, statisticiens, ingénieurs, savants, etc.

En particulier, la lutte contre le chômage est inconcevable sans une organisation large et hardie de *GRANDS TRAVAUX PUBLICS*. Mais les grands travaux ne peuvent avoir une importance durable et progressiste, tant pour la société que pour les chômeurs eux-mêmes, que s'ils font partie d'un plan général, conçu pour un certain nombre d'années. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers revendiqueront la reprise du travail, au compte de la société, dans les entreprises privées fermées par suite de la crise. Le contrôle ouvrier fera place, dans ces cas, à une administration directe par les ouvriers.

L'élaboration d'un plan économique, même le plus élémentaire — du point de vue des intérêts des travailleurs, et non de ceux des exploités — est inconcevable sans contrôle ouvrier, sans que les ouvriers plongent leurs regards dans tous les ressorts apparents et cachés de l'économie capitaliste. Les comités des diverses entreprises doivent élire, à des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin de toute l'industrie nationale dans son ensemble. Ainsi, le contrôle ouvrier deviendra l'ECOLE DE L'ECONOMIE PLANIFIEE. Quand l'heure aura sonné, le prolétariat par l'expérience du contrôle se préparera à diriger directement l'industrie nationalisée.

Aux capitalistes, surtout de petite et moyenne taille, qui proposent parfois eux-mêmes d'ouvrir leurs livres de comptes devant les ouvriers — surtout pour leur démontrer la nécessité de diminuer les salaires — les ouvriers répondent que ce qui les intéresse, ce n'est pas la comptabilité de banqueroutiers ou de semi-banqueroutiers isolés, mais la comptabilité de tous les exploités. Les ouvriers ne peuvent ni ne veulent adapter leur niveau de vie aux intérêts de capitalistes isolés devenus victimes de leur propre régime. La tâche consiste à reconstruire tout le système de production et de répartition sur des principes plus rationnels et plus dignes. Si l'abolition du secret commercial est la condition nécessaire du contrôle ouvrier, ce contrôle est le premier pas dans la voie de la direction socialiste de l'économie.

l'expropriation dans certains groupes de capitalistes

Le programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit en aucun cas nous empêcher, dans la présente période de transition, de revendiquer, lorsque l'occasion s'en offre, l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires.

Ainsi, aux prêches geignards de messieurs les démocrates sur la dictature des « 60 familles » aux Etats-Unis ou des « 200 familles » en France, nous opposons la revendication de l'expropriation de ces 60 ou 200 féodaux capitalistes.

Exactement de même, nous revendiquons l'expropriation des compagnies monopolistes de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des plus importantes sources de matières premières, etc.

La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de « nationalisation » consiste en ce que :

- 1) Nous repoussons le *rachat* ;
- 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du Front populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en fait les agents du capital ;
- 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur propre force révolutionnaire ;
- 4) Nous relions le problème de l'expropriation à celui du pouvoir des ouvriers et des paysans.

La nécessité de lancer le mot d'ordre de l'expropriation dans l'*agitation* quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un point de vue *propagandiste*, sous sa forme générale, découle du fait que les diverses branches de l'industrie se trouvent à divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte des classes. Seule, la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'objet des revendications transitoires est de préparer le prolétariat à résoudre ce problème.

l'expropriation des banques privées et l'étatisation du système de crédit

L'impérialisme signifie la domination du *capital financier*. A côté des consortiums et des trusts, et souvent au-dessus d'eux, les *banques* concentrent dans leurs mains le commandement réel de l'économie. Dans leur structure, les banques reflètent, sous une forme concentrée, toute la structure du capitalisme contemporain : elles combinent les ten-

dances du *monopole* aux tendances de *l'anarchie*. Elles organisent des miracles de technique, des entreprises gigantesques, des trusts puissants ; et elles organisent aussi la vie chère, les crises et le chômage. Impossible de faire un seul pas sérieux dans la lutte contre le despotisme des monopoles et l'anarchie capitaliste, qui se complètent l'un l'autre dans leur œuvre de destruction, si on laisse les leviers de commande des banques dans les mains des rapaces capitalistes.

Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit, selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts du peuple tout entier, il faut fusionner toutes les banques dans une institution nationale unique. Seules, l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'Etat mettront à la disposition de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique.

L'expropriation des banques ne signifie en aucun cas l'expropriation des petits dépôts bancaires. Au contraire : pour les petits déposants, la BANQUE D'ETAT UNIQUE pourra créer des conditions plus favorables que dans les banques privées. De la même façon, seule, la banque d'Etat pourra établir pour les fermiers, les artisans et les petits commerçants des conditions de crédit privilégiées, c'est-à-dire à bon marché. Néanmoins, plus important encore est le fait que toute l'économie, avant tout l'industrie lourde et les transports, dirigée par un état-major financier unique, servira les intérêts vitaux des ouvriers et de tous les autres travailleurs.

Cependant, l'ETATISATION DES BANQUES ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir d'Etat lui-même passe entièrement des mains des exploiters aux mains des travailleurs.

les piquets de grève, les détachements de combats, la milice ouvrière, l'armement du prolétariat

Les grèves avec occupation des usines sont un très sérieux avertissement de la part des masses à l'adresse, non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des organisations ouvrières, y compris la IV^e Internationale. En 1919-1920, les ouvriers italiens s'emparèrent, de leur propre initiative, des entreprises, signalant ainsi à leurs propres « chefs » l'arrivée de la révolution sociale. Les « chefs » ne tinrent pas compte du signal. Le résultat fut la victoire du fascisme.

Les grèves avec occupation ne sont pas encore la prise des usines, à la manière italienne ; mais elles constituent un pas décisif dans cette voie. La crise actuelle peut exaspérer au plus haut point le rythme de la lutte des classes et précipiter le dénouement. Il ne faut cependant pas croire qu'une situation révolutionnaire surgit d'un seul coup. En réalité, son approche est marquée par toute une série de convulsions. La vague de grèves avec occupation des usines en est précisément une. La tâche des sections de la IV^e Internationale est

d'aider l'avant-garde prolétarienne à comprendre le caractère général et les rythmes de notre époque, et de féconder à temps la lutte des masses par des mots d'ordre de plus en plus résolus et par des mesures organisationnelles de combat.

L'exacerbation de la lutte du prolétariat signifie l'exacerbation des méthodes de contre-offensive de la part du capital. Les nouvelles vagues de grèves avec occupation des usines peuvent provoquer et provoqueront infailliblement, en réaction, d'énergiques mesures de la part de la bourgeoisie. Le travail préparatoire se mène dès maintenant dans les états-majors des trusts. Malheur aux organisations révolutionnaires, malheur au prolétariat s'ils se trouvent de nouveau pris à l'improviste !

La bourgeoisie ne se contente nulle part de la police et de l'armée officielle. Aux Etats-Unis, même dans les périodes « calmes », elle entretient des détachements militarisés de jaunes et de bandes armées privées dans les usines. Il faut y ajouter maintenant les bandes de nazis américains. La bourgeoisie française, à la première approche du danger, a mobilisé les détachements fascistes semi-légaux et illégaux jusqu'à l'intérieur de l'armée officielle. Il suffira que les ouvriers anglais augmentent de nouveau leur poussée pour qu'immédiatement les bandes de Mosley doublent, triplent, décuplent en nombre et entrent en croisade sanglante contre les ouvriers. La bourgeoisie se rend clairement compte qu'à l'époque actuelle, la lutte des classes tend infailliblement à se transformer en guerre civile. Les exemples de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Espagne et d'autres pays ont appris beaucoup plus aux magnats et aux laquais du capital qu'aux chefs officiels du prolétariat.

Les politiciens de la II^e et de la III^e Internationales, de même que les bureaucrates des syndicats, ferment consciemment les yeux sur l'armée privée de la bourgeoisie ; sinon, ils ne pourraient maintenir vingt-quatre heures leur alliance avec elle. Les réformistes inculquent systématiquement aux ouvriers l'idée que la sacro-sainte démocratie est assurée au mieux lorsque la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents et les ouvriers désarmés.

Le devoir de la IV^e Internationale est d'en finir, une fois pour toutes, avec cette politique servile. Les démocrates petits-bourgeois — y compris les sociaux-démocrates, les staliniens et les anarchistes — poussent des cris d'autant plus forts sur la lutte contre le fascisme qu'ils capitulent plus lâchement devant lui en fait. Aux bandes du fascisme, seuls peuvent s'opposer avec succès des détachements ouvriers armés qui sentent derrière leur dos le soutien de dizaines de millions de travailleurs. La lutte contre le fascisme commence, non pas dans la rédaction d'une feuille libérale, mais dans l'usine, et finit dans la rue. Les jaunes et les gendarmes privés dans les usines sont les cellules fondamentales de l'armée du fascisme. Les PIQUETS DE GREVE sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de DETACHEMENTS OUVRIERS D'AUTODEFENSE. Il faut inscrire ce mot d'ordre dans le programme de l'aile révolutionnaire des syndicats. Il faut former pratiquement des détachements d'autodéfense partout où c'est

possible, à commencer par les organisations de jeunes, et les entraîner au maniement des armes.

La nouvelle vague du mouvement des masses doit servir, non seulement à accroître le nombre de ces détachements, mais encore à les unifier, par quartiers, par villes, par régions. Il faut donner une expression organisée à la haine légitime des ouvriers pour les jaunes et les bandes de gangsters et de fascistes. Il faut lancer le mot d'ordre de la MILICE OUVRIERE, comme seule garantie sérieuse de l'inviolabilité des organisations, des réunions et de la presse ouvrières.

C'est seulement grâce à un travail systématique, constant, inlassable, courageux, dans l'agitation et la propagande, toujours en relation avec l'expérience des masses elles-mêmes, qu'on peut extirper de leur conscience les traditions de docilité et de passivité ; éduquer des détachements de combattants héroïques, capables de donner l'exemple à tous les travailleurs ; infliger une série de défaites tactiques aux bandes de la contre-révolution ; accroître la confiance en eux-mêmes des exploités et des opprimés ; discréditer le fascisme aux yeux de la petite-bourgeoisie et frayer la voie à la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Engels définissait l'Etat comme des « *détachements de gens armés* ». L'ARMEMENT DU PROLETARIAT est un élément constituant indispensable de sa lutte émancipatrice. Quand le prolétariat le voudra, il trouvera les voies et les moyens de s'armer. La direction, dans ce domaine aussi, incombe naturellement aux sections de la IV^e Internationale.

l'alliance des ouvriers et des paysans

L'ouvrier agricole est, au village, le frère d'armes et l'équivalent de l'ouvrier de l'industrie. Ils constituent deux parties d'une seule et même classe. Leurs intérêts sont inséparables. Le programme des revendications transitoires des ouvriers industriels est aussi, avec tels ou tels changements, le programme du prolétariat agricole.

Les paysans (fermiers) représentent une autre classe : c'est la petite-bourgeoisie du village. La petite-bourgeoisie se compose de couches diverses, depuis les semi-prolétaires jusqu'aux exploités. C'est pourquoi la tâche politique du prolétariat industriel consiste à faire pénétrer la lutte des classes au village : c'est seulement ainsi qu'il pourra séparer ses alliés de ses ennemis.

Les particularités du développement national de chaque pays trouvent leur expression la plus aiguë dans la situation des paysans et partiellement de la petite-bourgeoisie citadine (artisans et commerçants), car ces classes, pour nombreux que soient ceux qui y appartiennent, représentent au fond des survivances de formes pré-capitalistes de production. Les sections de la IV^e Internationale doivent, sous la forme la plus concrète possible, élaborer des programmes de revendications transitoires pour les paysans (fermiers) et la petite-bourgeoisie citadine, correspondant aux conditions de chaque pays. Les ouvriers avancés doivent apprendre à donner des réponses claires et concrètes aux questions de leurs futurs alliés.

Tant que le paysan reste un petit producteur « indépendant », il a besoin de crédit à bon marché, de prix accessibles pour les machines agricoles et les engrais, de conditions favorables de transport et d'une organisation honnête d'écoulement des produits agricoles. Cependant, les banques, les trusts, les négociants pillent le paysan de tous côtés. Seuls, les paysans eux-mêmes peuvent réprimer ce pillage, avec l'aide des ouvriers. Il est nécessaire qu'entrent en scène des COMITES DE PETITS FERMIERS qui, en commun avec les comités ouvriers et les comités d'employés de banque, doivent prendre en main le contrôle des opérations de transport, de crédit et de commerce qui intéressent l'agriculture.

Invoquant mensongèrement les exigences « excessives » des ouvriers, la grande bourgeoisie fait artificiellement de la question des PRIX DES MARCHANDISES un coin qu'elle introduit ensuite entre les ouvriers et les paysans, comme entre les ouvriers et la petite-bourgeoisie des villes. Le paysan, l'artisan, le petit commerçant, à la différence de l'ouvrier, de l'employé, du petit fonctionnaire, ne peut revendiquer une augmentation de salaire parallèle à l'augmentation des prix. La lutte bureaucratique officielle contre la vie chère ne sert qu'à tromper les masses. Les paysans, les artisans, les commerçants doivent cependant, en tant que consommateurs, s'immiscer activement, la main dans la main avec les ouvriers, dans la politique des prix. Aux lamentations des capitalistes sur les frais de production, de transport et de commerce, les consommateurs répondront : « Montrez-nous vos livres ; nous exigeons le contrôle sur la politique des prix. » Les organes de ce contrôle doivent être des COMITES DE SURVEILLANCE DES PRIX, formés de délégués d'usines, de syndicats, de coopératives, d'organisations de fermiers, de « petites gens » des villes, de ménagères, etc. Dans cette voie, les ouvriers sauront montrer aux paysans que la cause des prix élevés ne réside pas dans de hauts salaires, mais dans les profits démesurés des capitalistes et dans les faux frais de l'anarchie capitaliste.

Le programme de NATIONALISATION DE LA TERRE et de COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE doit être élaboré de façon à exclure radicalement l'idée de l'expropriation des petits paysans ou de leur collectivisation forcée. Le paysan restera le propriétaire de son lot de terre tant qu'il le trouvera lui-même nécessaire et possible. Pour réhabiliter aux yeux des paysans le programme socialiste, il faut dénoncer impitoyablement les méthodes staliniennes de collectivisation, dictées par les intérêts de la bureaucratie et non par les intérêts des paysans ou des ouvriers.

L'expropriation des expropriateurs ne signifie pas non plus la confiscation forcée de la propriété des PETITS ARTISANS et des PETITS BOUTIQUIERS. Au contraire, le contrôle ouvrier sur les banques et les trusts, à plus forte raison la nationalisation de ces entreprises, peut créer pour la petite-bourgeoisie citadine des conditions de crédit, d'achat et de vente incomparablement plus favorables que sous la domination illimitée des monopoles. La dépendance envers le capital privé fera place à la dépendance envers l'Etat, qui sera d'autant plus attentif pour ses petits collaborateurs et agents que les travailleurs eux-mêmes tiendront plus fermement l'Etat dans leurs mains.

La participation pratique des paysans exploités au contrôle des divers domaines de l'économie permettra aux paysans eux-mêmes de

décider sur la question de savoir s'il convient ou non de passer au travail collectif de la terre, dans quels délais et à quelle échelle. Les ouvriers de l'industrie s'engagent à apporter dans cette voie toute leur collaboration aux paysans : par l'intermédiaire des syndicats, des comités d'usine et, surtout, du gouvernement ouvrier et paysan.

L'alliance que le prolétariat propose, non pas aux « classes moyennes » en général, mais aux couches exploitées de la ville et du village, contre tous les exploités, y compris les exploités « moyens », ne peut être fondée sur la contrainte, mais seulement sur un accord volontaire, qui doit être consolidé dans un « pacte » spécial. Ce « pacte », c'est précisément le programme des revendications transitoires, librement accepté par les deux parties.

la lutte contre l'impérialisme et contre la guerre

Toute la situation mondiale et, par conséquent, aussi la vie politique intérieure des divers pays se trouvent sous la menace de la guerre mondiale. La catastrophe imminente pénètre déjà d'angoisse les masses les plus profondes de l'humanité.

La II^e Internationale répète sa politique de trahison de 1914 avec d'autant plus d'assurance que l'Internationale « communiste » joue maintenant le rôle du premier violon du chauvinisme. Dès que le danger de guerre a pris un aspect concret, les staliniens, distançant de loin les pacifistes bourgeois et petits-bourgeois, sont devenus les champions de la prétendue « défense nationale ». Ils ne font d'exception que pour les pays fascistes, c'est-à-dire pour ceux où ils ne jouent eux-mêmes aucun rôle. La lutte révolutionnaire contre la guerre retombe ainsi entièrement sur les épaules de la IV^e Internationale.

La politique des bolcheviks-léninistes dans cette question a été formulée dans les thèses programmatiques du Secrétariat international, qui gardent encore maintenant toute leur valeur (« LA QUATRIEME INTERNATIONALE ET LA GUERRE », 1^{er} mai 1934). Le succès du parti révolutionnaire dans la prochaine période dépendra, avant tout, de sa politique dans la question de la guerre. Une politique correcte comprend deux éléments : une attitude intransigeante envers l'impérialisme et ses guerres, et l'aptitude à s'appuyer sur l'expérience des masses elles-mêmes.

Dans la question de la guerre, plus que dans toute autre question, la bourgeoisie et ses agents trompent le peuple par des abstractions, des formules générales, des phrases pathétiques : « neutralité », « sécurité collective », « armement pour la défense de la paix », « défense nationale », « lutte contre le fascisme », etc. Toutes ces formules se réduisent, en fin de compte, à ce que la question de la guerre, c'est-à-dire du sort des peuples, doit rester dans les mains des impérialistes, de leurs gouvernements, de leur diplomatie, de leurs états-majors, avec toutes leurs intrigues et tous leurs complots contre les peuples.

La IV^e Internationale rejette avec indignation toutes les abstractions qui jouent chez les démocrates le même rôle que, chez les fascistes,

l'« honneur », le « sang », la « race ». Mais l'indignation ne suffit pas. Il faut aider les masses, à l'aide de critères, de mots d'ordre et de revendications transitoires, propres à leur permettre de vérifier, de distinguer la réalité concrète de ces abstractions frauduleuses.

« DESARMEMENT » ? Mais toute la question est de savoir qui désarmera et qui sera désarmé. Le seul désarmement qui puisse prévenir ou arrêter la guerre, c'est le désarmement de la bourgeoisie par les ouvriers. Mais, pour désarmer la bourgeoisie, il faut que les ouvriers eux-mêmes soient armés.

« NEUTRALITE » ? Mais le prolétariat n'est nullement neutre dans une guerre entre le Japon et la Chine, ou entre l'Allemagne et l'URSS. Cela signifie-t-il la défense de la Chine et de l'URSS ? Evidemment, mais pas par l'intermédiaire des impérialistes, qui étrangleront la Chine et l'URSS.

« DEFENSE DE LA PATRIE » ? Mais, par cette abstraction, la bourgeoisie entend la défense de ses profits et de ses pillages. Nous sommes prêts à défendre la patrie contre les capitalistes étrangers, si nous garrottons tout d'abord nos propres capitalistes, et les empêchons de s'attaquer à la patrie d'autrui ; si les ouvriers et les paysans de notre pays deviennent ses véritables maîtres ; si les richesses du pays passent des mains d'une infime minorité dans les mains du peuple ; si l'armée, d'instrument des exploités, devient l'instrument des exploités.

Il faut savoir traduire ces idées fondamentales en idées plus particulières et plus concrètes, selon la marche des événements et l'orientation de l'état d'esprit des masses. Il faut, en outre, distinguer rigoureusement entre le pacifisme du diplomate, du professeur, du journaliste et le pacifisme du charpentier, de l'ouvrier agricole ou de la blanchisseuse. Dans le premier de ces cas, le pacifisme est la couverture de l'impérialisme. Dans le second, l'expression confuse de la défiance envers l'impérialisme.

Quand le petit paysan ou l'ouvrier parlent de la défense de la patrie, ils se représentent la défense de leur maison, de leur famille et de la famille d'autrui contre l'invasion, contre les bombes, contre les gaz asphyxiants. Le capitaliste et son journaliste entendent par défense de la patrie la conquête de colonies et de marchés, l'extension par le pillage de la part « nationale » dans le revenu mondial. Le pacifisme et le patriotisme bourgeois sont des mensonges complets. Dans le pacifisme et même dans le patriotisme des opprimés, il y a un noyau progressiste qu'il faut savoir saisir pour en tirer les conclusions révolutionnaires nécessaires. Il faut savoir dresser l'une contre l'autre ces deux formes de pacifisme et de patriotisme.

Partant de ces considérations, la IV^e Internationale appuie toute revendication, même insuffisante, si elle est capable d'entraîner les masses, même à un faible degré, dans la politique active, d'éveiller leur critique et de renforcer leur contrôle sur les machinations de la bourgeoisie.

C'est de ce point de vue que notre section américaine, par exemple, soutient, en la critiquant, la proposition de l'institution d'un référendum sur la question de la déclaration de guerre. Aucune réforme démocratique ne peut, bien entendu, empêcher par elle-même les gouvernants de provoquer la guerre quand ils le voudront. Il faut en donner ouvertement l'avertissement. Mais, quelles que puissent être les illusions des

masses quant au référendum, cette revendication reflète la défiance des ouvriers et des paysans envers le gouvernement et le parlement de la bourgeoisie. Sans soutenir ni épargner les illusions, il faut appuyer de toutes ses forces la défiance progressiste des opprimés envers les oppresseurs. Plus croîtra le mouvement pour le référendum, plus tôt les pacifistes bourgeois s'en sépareront, plus profondément se trouveront discrédités les traîtres de l'Internationale « communiste », plus vive deviendra la défiance des travailleurs envers les impérialistes.

C'est du même point de vue qu'il faut mettre en avant la revendication du droit de vote à dix-huit ans, pour les hommes et pour les femmes. Celui qui, demain, sera appelé à mourir pour la « patrie », doit avoir le droit de faire entendre sa voix aujourd'hui. La lutte contre la guerre doit avant tout commencer par la MOBILISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE.

Il faut faire pleine lumière, sous tous les angles, sur le problème de la guerre, tout en tenant compte de l'aspect qu'il présente aux masses à un moment donné.

La guerre est une gigantesque entreprise commerciale, surtout pour l'industrie de guerre. C'est pourquoi les « 200 familles » sont les premiers patriotes et les principaux provocateurs de guerre. Le *contrôle ouvrier sur l'industrie de guerre* est le premier pas dans la lutte contre les fabricants de guerre.

Au mot d'ordre des réformistes : impôt sur les bénéfices de guerre, nous opposons les mots d'ordre : CONFISCATION DES BENEFICES DE GUERRE et EXPROPRIATION DES ENTREPRISES TRAVAILLANT POUR LA GUERRE. Là où l'industrie de guerre est « nationalisée », comme en France, le mot d'ordre du *contrôle ouvrier* conserve toute sa valeur : le prolétariat fait aussi peu confiance à l'Etat de la bourgeoisie qu'au bourgeois individuel.

- Pas un homme, pas un sou pour le gouvernement bourgeois !
- Pas de programme d'armements, mais un programme de travaux d'utilité publique !
- Indépendance complète des organisations ouvrières à l'égard du contrôle militaire et policier !

Il faut arracher, une fois pour toutes, la libre disposition du destin des peuples des mains des cliques impérialistes avides et impitoyables qui agissent derrière le dos des peuples. En accord avec cela, nous revendiquons :

- Abolition complète de la diplomatie secrète ; tous les traités et accords doivent être accessibles à chaque ouvrier et à chaque paysan.
- Instruction militaire et armement des ouvriers et des paysans sous le contrôle immédiat des comités ouvriers et paysans.
- Création d'écoles militaires pour la formation d'officiers venus des rangs des travailleurs, choisis par les organisations ouvrières.
- Substitution à l'armée permanente, c'est-à-dire de caserne, d'une *milice populaire* en liaison indissoluble avec les usines, les mines, les fermes, etc.

La guerre impérialiste est la continuation et l'exacerbation de la politique de pillage de la bourgeoisie ; la lutte du prolétariat contre la guerre est la continuation et l'exacerbation de sa lutte de classe. L'apparition de la guerre change la situation et partiellement les procédés de lutte entre les classes, mais ne change ni les buts ni la direction fondamentale de celle-ci.

La bourgeoisie impérialiste domine le monde. C'est pourquoi la prochaine guerre, par son caractère fondamental, sera une guerre impérialiste. Le contenu fondamental de la politique du prolétariat international sera, par conséquent, la lutte contre l'impérialisme et sa guerre. Le principe fondamental de cette lutte sera : « *L'ennemi principal est dans notre PROPRE PAYS* », ou : « *La défaite de notre propre gouvernement (impérialiste) est le moindre mal* ».

Mais tous les pays du monde ne sont pas des pays impérialistes. Au contraire, la majorité des pays sont les victimes de l'impérialisme. Certains pays coloniaux ou semi-coloniaux tenteront, sans aucun doute, d'utiliser la guerre pour rejeter le joug de l'esclavage. De leur part, la guerre ne sera pas impérialiste, mais émancipatrice. Le devoir du prolétariat international sera d'aider les pays opprimés en guerre contre les oppresseurs. Ce même devoir s'étend aussi à l'URSS ou à tout autre Etat ouvrier qui peut surgir avant la guerre ou durant la guerre. La défaite de *tout gouvernement* impérialiste dans la lutte contre un Etat ouvrier ou un pays colonial est le moindre mal.

Les ouvriers d'un pays impérialiste ne peuvent cependant pas aider un pays anti-impérialiste par l'intermédiaire de leur gouvernement, quelles que soient, à un moment donné, les relations diplomatiques et militaires entre les deux pays. Si les gouvernements se trouvent en alliance temporaire, et au fond incertaine, le prolétariat du pays impérialiste continue à rester en opposition de classe à son gouvernement et apporte un appui à l'« allié » non impérialiste de celui-ci *par ses propres* méthodes, c'est-à-dire par les méthodes de la lutte de classe internationale (agitation en faveur de l'Etat ouvrier et du pays colonial, non seulement contre ses ennemis, mais aussi contre ses alliés perfides : boycott et grève dans certains cas, renoncement au boycott et à la grève dans d'autres, etc.).

Tout en soutenant un pays colonial ou l'URSS dans la guerre, le prolétariat ne se solidarise pas dans la moindre mesure avec le gouvernement bourgeois du pays colonial ni avec la bureaucratie thermidorienne de l'URSS. Au contraire, il maintient sa complète indépendance politique aussi bien envers l'un qu'envers l'autre. En aidant une guerre juste et progressiste, le prolétariat révolutionnaire conquiert les sympathies des travailleurs des colonies et de l'URSS, y affermit ainsi l'autorité et l'influence de la IV^e Internationale, et peut aider d'autant mieux au renversement du gouvernement bourgeois dans le pays colonial, de la bureaucratie réactionnaire en URSS.

Au début de la guerre, les sections de la IV^e Internationale sentiront inévitablement isolées : chaque guerre prend les masses populaires à l'improviste et les pousse du côté de l'appareil gouvernemental. Les internationalistes devront nager contre le courant. Cependant, les dévastations et les maux de la nouvelle guerre qui, dès les premiers

mois, laisseront loin en arrière les horreurs sanglantes de 1914-1918 auront tôt fait de dégriser les masses. Le mécontentement et la révolte de celles-ci croîtront par bonds. Les sections de la IV^e Internationale se trouveront à la tête du flux révolutionnaire. Le programme des revendications transitoires prendra une actualité brûlante. Le problème de la conquête du pouvoir par le prolétariat se dressera de toute sa hauteur.

Avant d'étouffer ou de noyer dans le sang l'humanité, le capitalisme empoisonne l'atmosphère mondiale par les vapeurs délétères de la haine nationale et raciale. L'*antisémitisme* est aujourd'hui l'une des convulsions les plus malignes de l'agonie du capitalisme.

La dénonciation intransigeante des préjugés de race et de toutes les formes et nuances de l'arrogance et du chauvinisme nationaux, en particulier de l'antisémitisme, doit entrer dans le travail quotidien de toutes les sections de la IV^e Internationale comme le principal travail d'éducation dans la lutte contre l'impérialisme et la guerre. Notre mot d'ordre fondamental reste : « PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ! »

le gouvernement ouvrier et paysan

La formule de « *gouvernement ouvrier et paysan* » apparut, pour la première fois, en 1917, dans l'agitation des bolcheviks et fut définitivement admise après l'insurrection d'Octobre. Elle ne représentait dans ce cas qu'une dénomination populaire de la dictature du prolétariat, déjà établie. L'importance de cette dénomination consistait surtout en ce qu'elle mettait au premier plan l'idée de l'ALLIANCE DU PROLETARIAT ET DE LA CLASSE PAYSANNE, placée à la base du pouvoir soviétique.

Quand l'Internationale communiste des épigones tenta de faire revivre la formule de « *dictature démocratique des ouvriers et des paysans* », enterrée par l'histoire, elle donna à la formule de « *gouvernement ouvrier et paysan* » un contenu complètement différent, purement « démocratique », c'est-à-dire bourgeois, en l'opposant à la dictature du prolétariat. Les bolcheviks-léninistes rejetèrent résolument le mot d'ordre de « *gouvernement ouvrier et paysan* » dans son interprétation démocratique-bourgeoise. Ils affirmèrent et ils affirment que, si le parti du prolétariat renonce à sortir des cadres de la démocratie bourgeoise, son alliance avec la paysannerie aboutira simplement à soutenir le capital, comme ce fut le cas des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires en 1917, comme ce fut le cas du parti communiste chinois en 1925-1927, comme cela se passe maintenant avec les « Fronts populaires » d'Espagne, de France et d'autres pays.

D'avril à septembre 1917, les bolcheviks réclamèrent que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks rompent avec la bourgeoisie libérale et prennent le pouvoir dans leurs propres mains. A cette condition, les bolcheviks promettaient aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, représentants petits-bourgeois des ouvriers et des paysans, leur aide révolutionnaire contre la bourgeoisie ; ils se refusaient cependant catégoriquement, tant à entrer dans le gouvernement des

mencheviks et des socialistes-révolutionnaires qu'à porter la responsabilité politique de son activité. Si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient réellement rompu avec les cadets (libéraux) et avec l'impérialisme étranger, le « gouvernement ouvrier et paysan » créé par eux n'aurait pu qu'accélérer et faciliter l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais c'est précisément pour cette raison que les sommets de la démocratie petite-bourgeoise s'opposèrent de toutes leurs forces à l'instauration de leur propre gouvernement. L'expérience de la Russie démontra, et l'expérience de l'Espagne et de la France le confirme de nouveau, que, même dans des conditions très favorables, les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires, sociaux-démocrates, staliniens, anarchistes) sont incapables de créer un gouvernement ouvrier et paysan, c'est-à-dire un gouvernement indépendant de la bourgeoisie.

Néanmoins, la revendication des bolcheviks, adressée aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires : « *Rompez avec la bourgeoisie, prenez dans vos mains le pouvoir !* », avait pour les masses une énorme valeur éducative. Le refus obstiné des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires de prendre le pouvoir, qui apparut si tragiquement dans les journées de Juillet, les perdit définitivement dans l'esprit du peuple et prépara la victoire des bolcheviks.

La tâche centrale de la IV^e Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction, dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique. L'accusation capitale que la IV^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie.

Dans ces conditions, la revendication adressée systématiquement à la vieille direction : « *Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir !* », est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations de la II^e et de la III^e Internationales, ainsi que de l'Internationale d'Amsterdam.

Le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre antibourgeois et anticapitaliste, mais en aucun cas dans le sens « démocratique » que lui ont donné plus tard les épigones, faisant de lui, alors qu'il était une étape vers la révolution socialiste, la principale barrière dans cette voie.

De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ».

La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable.

ble. Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait un jour quelque part, et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan », dans le sens indiqué plus haut, s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat.

Il est cependant inutile de se perdre en conjectures. L'agitation, sous le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan », garde dans toutes les conditions une énorme valeur éducative. Et ce n'est pas par hasard : ce mot d'ordre généralisateur suit tout à fait la ligne du développement politique de notre époque (banqueroute et désagrégation des vieux partis bourgeois, faillite de la démocratie, montée du fascisme, aspiration croissante des travailleurs à une politique plus active et plus offensive). C'est pourquoi chacune de nos revendications transitoires doit conduire à une seule et même conclusion politique : les ouvriers doivent rompre avec tous les partis traditionnels de la bourgeoisie pour établir, en commun avec les paysans, leur propre pouvoir.

Il est impossible de prévoir quelles seront les étapes concrètes de la mobilisation révolutionnaire des masses. Les sections de la IV^e Internationale doivent s'orienter de façon critique à chaque nouvelle étape et lancer les mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissent le caractère de classe de cette politique, détruisent les illusions réformistes et pacifiques, renforcent la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparent la prise révolutionnaire du pouvoir.

les soviets

Les *comités d'usine* sont, comme il a été dit, un élément de dualité de pouvoir dans l'usine. C'est pourquoi leur existence n'est concevable que lors d'une pression croissante des masses. Il en est de même avec les groupements spéciaux de masse pour la lutte *contre la guerre*, avec les *comités de surveillance des prix*, et avec tous les autres nouveaux centres du mouvement dont l'apparition même témoigne que la lutte des classes a dépassé les cadres des organisations traditionnelles du prolétariat.

Cependant, ces nouveaux organes et centres sentiront bientôt leur manque de cohésion et leur insuffisance. Aucune des revendications transitoires ne peut être complètement réalisée avec le maintien du régime bourgeois. Or, l'approfondissement de la crise sociale accroîtra non seulement les souffrances des masses, mais aussi leur impatience, leur fermeté, leur esprit d'offensive. Des couches toujours nouvelles d'opprimés relèveront la tête et lanceront leurs revendications. Des millions de besogneux, à qui les chefs réformistes ne pensent jamais, com-

menceront à frapper aux portes des organisations ouvrières. Les chômeurs entreront dans le mouvement. Les ouvriers agricoles, les paysans ruinés ou à demi ruinés, les couches inférieures de la ville, les travailleuses, les ménagères, les couches prolétarisées de l'intelligentsia, tous chercheront un regroupement et une direction.

Comment harmoniser les diverses revendications et formes de lutte, ne fût-ce que dans les limites d'une seule ville ? L'histoire a déjà répondu à cette question : grâce aux *soviets*, qui réunissent les représentants de tous les groupes en lutte. Personne n'a proposé, jusqu'à maintenant, aucune autre forme d'organisation, et il est douteux qu'on puisse en inventer une. Les soviets ne sont liés par aucun programme *a priori*. Ils ouvrent leurs portes à tous les exploités. Par cette porte passent les représentants de toutes les couches qui sont entraînées dans le torrent général de la lutte. L'organisation s'étend avec le mouvement et y puise continuellement son renouveau. Toutes les tendances politiques du prolétariat peuvent lutter pour la direction des soviets sur la base de la plus large démocratie. C'est pourquoi le mot d'ordre des *soviets* est le couronnement du programme des revendications transitoires.

Les soviets ne peuvent naître que là où le mouvement des masses entre dans un stade ouvertement révolutionnaire. En tant que pivot autour duquel s'unissent des millions de travailleurs dans la lutte contre les exploités, les soviets, dès le moment de leur apparition, deviennent les rivaux et les adversaires des autorités locales, et, ensuite, du gouvernement central lui-même. Si le comité d'usine crée des éléments de dualité de pouvoir dans l'usine, les soviets ouvrent une période de dualité de pouvoir dans le pays.

La dualité de pouvoir est, à son tour, le point culminant de la période de transition. Deux régimes, le régime bourgeois et le régime prolétarien, s'opposent irrémédiablement l'un à l'autre. La collision entre eux est inévitable. De l'issue de celle-ci dépend le sort de la société. En cas de défaite de la révolution, la dictature fasciste de la bourgeoisie. En cas de victoire, le pouvoir des soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat et la reconstruction socialiste de la société.

les pays arriérés en le programme des revendications transitoires

Les pays coloniaux et semi-coloniaux sont, par leur nature même, des pays arriérés. Mais ces pays arriérés vivent dans les conditions de la domination mondiale de l'impérialisme. C'est pourquoi leur développement a un caractère *combiné* : il réunit en lui les formes économiques les plus primitives et le dernier mot de la technique et de la civilisation capitalistes. C'est ce qui détermine la politique du prolétariat des pays arriérés : il est contraint de combiner la lutte pour les tâches les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. Dans cette lutte, les mots d'ordre démocratiques, les revendications transitoires et les tâches de la révolution socialiste ne sont pas séparés en époques his-

toriques distinctes, mais découlent immédiatement les uns des autres. A peine le prolétariat chinois eut-il commencé à organiser des syndicats qu'il fut contraint de penser aux soviets. C'est dans ce sens que le présent programme est pleinement applicable aux pays coloniaux et semi-coloniaux, au moins à ceux où le prolétariat est déjà capable d'avoir une politique indépendante.

Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont : la REVOLUTION AGRAIRE, c'est-à-dire la liquidation de l'héritage féodal, et l'INDEPENDANCE NATIONALE, c'est-à-dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre.

Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'ASSEMBLEE NATIONALE (ou CONSTITUANTE) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie « nationale ».

A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste.

Le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leurs liens mutuels et leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable par le degré de son retard. Cependant, la direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminée par la formule de la REVOLUTION PERMANENTE, dans le sens qui a été définitivement donné à cette formule par trois révolutions en Russie (1905, février 1917, octobre 1917).

L'Internationale « communiste » a donné aux pays arriérés l'exemple classique de la manière dont on peut causer la ruine d'une révolution pleine de force et de promesses. Lors de l'impétueuse montée du mouvement des masses en Chine en 1925-1927, l'I.C. ne lança pas le mot d'ordre d'assemblée nationale et, en même temps, interdit la formation de soviets. Le parti bourgeois du Kuomintang devait, selon le plan de Staline, « remplacer » à la fois l'assemblée nationale et les soviets. Après l'écrasement des masses par le Kuomintang, l'I.C. organisa, à Canton, une caricature de soviet. Après l'effondrement inévitable de l'insurrection de Canton, l'I.C. entra dans la voie de la guerre de partisans et des soviets paysans, avec une complète passivité du prolétariat industriel. Aboutissant ainsi à une impasse, l'I.C.

profita de la guerre sino-japonaise pour liquider d'un trait de plume la « Chine soviétique » en subordonnant, non seulement « l'Armée rouge » paysanne, mais aussi le parti soi-disant « communiste » au Kuo-mintang lui-même, c'est-à-dire à la bourgeoisie.

Après avoir trahi la révolution prolétarienne internationale au nom de l'amitié avec les esclavagistes « démocratiques », l'Internationale communiste ne pouvait manquer de trahir également la lutte émancipatrice des peuples coloniaux, avec, d'ailleurs, un cynisme encore plus grand que ne l'avait fait, avant elle, la II^e Internationale. L'une des tâches de la politique des Fronts populaires et de la « défense nationale » est de transformer les centaines de millions d'hommes de la population coloniale en chair à canon pour l'impérialisme « démocratique ». Le drapeau de la lutte émancipatrice des peuples coloniaux et semi-coloniaux, c'est-à-dire de plus de la moitié de l'humanité, est passé définitivement aux mains de la IV^e Internationale.

le programme des revendications transitoires dans les pays fascistes

Les jours où les stratèges de l'I.C. ont proclamé que la victoire de Hitler n'était qu'un pas vers la victoire de Thaelmann sont bien loin. Thaelmann n'est pas sorti des prisons de Hitler depuis plus de cinq ans. Mussolini maintient l'Italie dans les chaînes du fascisme depuis plus de seize ans. Durant toutes ces années, les partis de la II^e et de la III^e Internationales se sont trouvés impuissants, non seulement à provoquer un mouvement de masse, mais même à créer une organisation illégale sérieuse, tant soit peu comparable aux partis révolutionnaires russes de l'époque du tsarisme.

Il n'y a pas la moindre raison de voir la cause de ces échecs dans la puissance de l'idéologie fasciste. Mussolini n'a jamais eu, au fond, la moindre idéologie. L'« idéologie » de Hitler n'a jamais sérieusement influencé les ouvriers. Les couches de la population dont le fascisme a, à un moment donné, tourné la tête, c'est-à-dire avant tout les classes moyennes, ont eu le temps de se dégriser. Si, néanmoins, une opposition tant soit peu notable se limite aux milieux cléricaux, protestants et catholiques, la cause n'en est pas dans la puissance des théories semi-délirantes, semi-charlatanesques de la « race » et du « sang », mais dans la faillite effroyable des idéologies de la démocratie, de la social-démocratie et de l'Internationale communiste.

Après l'écrasement de la Commune de Paris, une réaction étouffante dura environ huit ans. Après la défaite de la révolution russe de 1905, les masses ouvrières restèrent frappées de stupeur presque aussi longtemps. Cependant, dans ces deux cas, il ne s'agissait que de défaites physiques, déterminées par le rapport des forces. En Russie, il s'agissait, en outre, d'une prolétariat presque vierge. La fraction des bolcheviks ne comptait alors que trois ans d'âge. La situation était toute différente en Allemagne, où la direction appartenait à de puissants partis, dont l'un comptait soixante-dix ans d'existence, l'autre

environ quinze ans. Ces deux partis, qui avaient des millions d'électeurs, se sont trouvés moralement paralysés avant la lutte et se sont rendus sans combat. Il n'y a jamais eu de catastrophe semblable dans l'Histoire. Le prolétariat allemand n'a pas été battu par l'ennemi dans un combat : il a été brisé par la couardise, l'abjection, la trahison de ses propres partis. Rien d'étonnant à ce qu'il ait perdu la foi en tout ce qu'il était habitué à croire depuis près de trois générations. La victoire de Hitler, à son tour, a renforcé Mussolini.

L'insuccès réel du travail révolutionnaire en Italie et en Allemagne n'est rien d'autre que la rançon de la politique criminelle de la social-démocratie et de l'I.C. Pour mener un travail illégal, il ne faut pas seulement la sympathie des masses, mais encore l'enthousiasme conscient de leurs couches avancées. Mais peut-on s'attendre à de l'enthousiasme pour des organisations historiquement banqueroutières ? Les chefs émigrés, ce sont, en majorité, des agents du Kremlin et de la Guépéou, démoralisés jusqu'à la moelle des os, ou d'anciens ministres sociaux-démocrates de la bourgeoisie, qui espèrent que, par quelque miracle, les ouvriers leur rendront leurs postes perdus. Peut-on s'imaginer un seul instant ces messieurs dans le rôle de chefs de la future révolution « antifasciste » ?

Les événements sur l'arène mondiale n'ont pas pu non plus favoriser jusqu'à maintenant une montée révolutionnaire en Italie et en Allemagne : écrasement des ouvriers autrichiens, défaite de la révolution espagnole, dégénérescence de l'Etat soviétique. Comme, dans une large mesure, les ouvriers italiens et allemands dépendent, pour les informations politiques, de la radio, on peut dire avec assurance que les émissions de Moscou, qui combinent le mensonge thermidorien à la stupidité et à l'impudence, sont devenues un puissant facteur de démoralisation des ouvriers dans les Etats totalitaires. Sous ce rapport, comme sous les autres. Staline n'est qu'un auxiliaire de Gœbbels.

Cependant, les antagonismes de classes qui ont conduit à la victoire du fascisme poursuivent leur œuvre, même sous la domination du fascisme, et le rongent peu à peu. Les masses sont de plus en plus mécontentes. Des centaines et des milliers d'ouvriers dévoués continuent, malgré tout, à mener un travail prudent de taupes révolutionnaires. De jeunes générations se lèvent, qui n'ont pas vécu directement l'effondrement des grandes traditions et des grands espoirs. La préparation moléculaire de la révolution prolétarienne est en marche, sous la lourde dalle du régime totalitaire. Mais pour que l'énergie cachée se transforme en révolte ouvrière, il faut que l'avant-garde du prolétariat ait trouvé une nouvelle perspective, un nouveau programme, un nouveau drapeau qui soit sans tache.

C'est ici la principale difficulté. Il est extrêmement malaisé pour les ouvriers des pays fascistes de s'orienter dans les nouveaux programmes. La vérification d'un programme se fait par l'expérience. Or c'est précisément l'expérience du mouvement des masses qui manque dans les pays de despotisme totalitaire. Il est fort possible qu'il faille un grand succès du prolétariat dans un des pays « démocratiques » pour donner une impulsion au mouvement révolutionnaire sur le terri-

toire du fascisme. Une catastrophe financière ou militaire peut avoir le même effet. Il faut mener actuellement un travail préparatoire, surtout de propagande, qui ne produira de fruits abondants que dans l'avenir.

Dès maintenant, on peut affirmer en toute certitude : une fois qu'il aura éclaté au grand jour, le mouvement révolutionnaire dans les pays fascistes prendra d'un seul coup une envergure grandiose et, en aucun cas, ne s'arrêtera à des tentatives de faire revivre un quelconque cadavre de Weimar.

C'est sur ce point que commence la divergence irréductible entre la IV^e Internationale et les vieux partis qui survivent physiquement à leur banqueroute. Le « Front populaire » dans l'émigration est l'une des variétés les plus néfastes et les plus traîtresses de tous les Fronts populaires possibles. Il signifie, au fond, la nostalgie impuissante d'une coalition avec une bourgeoisie libérale inexistante. S'il avait quelque succès, il ne ferait que préparer une série de nouvelles faillites du prolétariat, à la manière espagnole. C'est pourquoi la divulgation impitoyable de la théorie et de la pratique du « Front populaire » est la première condition d'une lutte révolutionnaire contre le fascisme.

Cela ne signifie évidemment pas que la IV^e Internationale rejette les mots d'ordre démocratiques. Au contraire, ils peuvent, à certains moments, jouer un rôle énorme. Mais les formules de la démocratie (liberté d'association, de presse, etc.), ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat, et non un nœud coulant démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie (Espagne !). Dès que le mouvement prendra un quelconque caractère de masses, les mots d'ordre transitoires se mêleront aux mots d'ordre démocratiques : les comités d'usine surgiront, il faut le penser, avant que les vieux bonzes se soient mis, de leurs bureaux, à l'édification de syndicats ; les soviets couvriront l'Allemagne avant que se soit réunie à Weimar une nouvelle assemblée constituante. Il en sera de même pour l'Italie et les autres pays totalitaires et semi-totalitaires.

Le fascisme a rejeté ces pays dans la barbarie politique. Mais il n'a pas changé leur caractère social. Le fascisme est un instrument du capital financier, et non de la propriété foncière féodale. Le programme révolutionnaire doit s'appuyer sur la dialectique de la lutte des classes, qui vaut aussi pour les pays fascistes, et non sur la psychologie des banqueroutiers effrayés. La IV^e Internationale rejette avec dégoût les méthodes de mascarade politique auxquelles ont recours les staliniens, anciens héros de la « troisième période », pour apparaître tour à tour avec des masques de catholiques, de protestants, de juifs, de nationalistes allemands, de libéraux — uniquement afin de cacher leur propre visage peu attrayant. La IV^e Internationale apparaît toujours et partout sous son propre drapeau. Elle propose ouvertement son programme au prolétariat des pays fascistes. Dès maintenant, les ouvriers avancés du monde entier sont fermement convaincus que le renversement de Mussolini, de Hitler et de leurs agents et imitateurs se produira sous la direction de la Quatrième Internationale.

l'U.R.S.S. et les tâches de l'époque de transition

L'UNION SOVIETIQUE est sortie de la révolution d'Octobre comme un Etat ouvrier. L'étatisation des moyens de production, condition nécessaire du développement socialiste, a ouvert la possibilité d'une croissance rapide des forces productives. Mais l'appareil d'Etat ouvrier a subi entre-temps une dégénérescence complète, se transformant d'instrument de la classe ouvrière en instrument de violence bureaucratique contre la classe ouvrière et, de plus en plus, en instrument de sabotage de l'économie. La bureaucratisation d'un Etat ouvrier arriéré et isolé et la transformation de la bureaucratie en caste privilégiée toute-puissante sont la réfutation la plus convaincante — non pas seulement théorique, mais pratique — de la théorie du socialisme dans un seul pays.

Ainsi, le régime de l'URSS renferme en soi des contradictions menaçantes. Mais il continue à rester un régime d'ETAT OUVRIER DEGENERÉ. Tel est le diagnostic social.

Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme.

Pour les sections de la IV^e Internationale, les procès de Moscou n'ont pas été une surprise ni le résultat de la démente personnelle du dictateur du Kremlin, mais les produits légitimes de Thermidor. Ils sont nés des frictions intolérables au sein de la bureaucratie soviétique, qui, à leur tour, reflètent les contradictions entre la bureaucratie et le peuple et, aussi, les antagonismes qui s'approfondissent à l'intérieur du « peuple » lui-même. Le « fantastique » sanglant des procès montre quelle est la force de tension des contradictions et annonce ainsi l'approche du dénouement.

Les déclarations publiques d'anciens agents du Kremlin à l'étranger, qui ont refusé de rentrer à Moscou, ont irréfutablement confirmé, à leur manière, qu'au sein de la bureaucratie il y a toutes les nuances de la pensée politique : depuis le véritable bolchevisme (I. Reiss) jusqu'au fascisme achevé (Th. Boutenko). Les éléments révolutionnaires de la bureaucratie, qui constituent une infime minorité, reflètent, passivement il est vrai, les intérêts socialistes du prolétariat. Les éléments fascistes, et en général contre-révolutionnaires, dont le nombre augmente sans cesse, expriment de façon de plus en plus conséquente les intérêts de l'impérialisme mondial. Ces candidats au rôle de *compradores* pensent, non sans raison, que la nouvelle couche dirigeante ne peut assurer ses positions privilégiées qu'en renonçant à la nationalisation, à la collectivisation et au monopole du commerce extérieur, au nom de l'assimilation de la « civilisation occidentale », c'est-à-dire du capitalisme. Entre ces deux pôles, se répartissent des tendances intermédiaires et floues, de caractère menchevique, socialistes-révolutionnaire ou libéral, qui gravitent vers la démocratie bourgeoise.

Dans la société dite « sans classes » elle-même, il y a, sans aucun doute, les mêmes groupements que dans la bureaucratie, mais avec une expression moins claire et dans une proportion inverse : les tendances capitalistes conscientes, propres surtout à la couche prospère des kolkhoziens, ne caractérisent qu'une infime minorité de la population. Mais elles se trouvent une large base dans les tendances petites-bourgeoises à l'accumulation privée qui naissent de la misère générale et que la bureaucratie encourage consciemment.

Sur la base de ce système d'antagonismes croissants, qui détruisent de plus en plus l'équilibre social, se maintient, par des méthodes de terreur, une oligarchie thermidorienne qui, maintenant, se réduit surtout à la clique bonapartiste de Staline.

Les derniers procès ont été un coup contre la gauche. Cela est vrai aussi de la répression contre les chefs de l'opposition de droite, car, du point de vue des intérêts et des tendances de la bureaucratie, le groupe de droite du vieux parti bolchevik représentait un danger *de gauche*. Le fait que la clique bonapartiste, qui craint aussi ses alliés de droite, du genre de Boutenko, se soit trouvée contrainte, pour assurer son maintien, de recourir à l'extermination presque générale de la génération des vieux bolcheviks, est la preuve indiscutable de la vitalité des traditions révolutionnaires dans les masses, comme du mécontentement croissant de ces dernières.

Les démocrates petits-bourgeois de l'Occident, qui acceptaient, hier encore, les procès de Moscou pour argent comptant, répètent aujourd'hui avec insistance qu'« en URSS, il n'y a ni trotskysme ni trotskystes ». Ils n'expliquent cependant pas pourquoi toute l'épuration se fait précisément sous le signe de la lutte contre ce danger. Si l'on prend le « trotskysme » comme une programme achevé, à plus forte raison comme une organisation, le « trotskysme » est sans doute extrêmement faible en URSS. Cependant, sa force invincible est d'exprimer, non seulement la tradition révolutionnaire, mais aussi l'opposition présente de la classe ouvrière elle-même. La haine sociale des ouvriers pour la bureaucratie — c'est précisément cela qui constitue, aux yeux de la clique du Kremlin, le « trotskysme ». Elle craint mortellement, et avec pleine raison, la rencontre de la sourde révolte des ouvriers et de l'organisation de la IV^e Internationale.

L'extermination de la génération des vieux bolcheviks et des représentants révolutionnaires de la génération intermédiaire et de la jeune génération a détruit encore davantage l'équilibre politique en faveur de l'aile droite, bourgeoise, de la bureaucratie et de ses alliés dans le pays. C'est de là, c'est-à-dire de la droite, qu'on peut s'attendre, dans la prochaine période, à des tentatives de plus en plus résolues de réviser le régime social de l'URSS, en le rapprochant de la « civilisation occidentale », avant tout de sa forme fasciste.

Cette perspective rend fort concrète la question de la « défense de l'URSS ». Si demain la tendance bourgeoise-fasciste, bref la « fraction Boutenko », entre en lutte pour la conquête du pouvoir, la « fraction Reiss » prendra inévitablement sa place de l'autre côté de la barricade. Se trouvant momentanément l'alliée de Staline, elle défendra, bien entendu, non pas la clique bonapartiste de celui-ci, mais les bases

sociales de l'URSS, c'est-à-dire la propriété arrachée aux capitalistes et étatisée. Si la « fraction Boutenko » se trouve en alliance militaire avec Hitler, la « fraction Reiss » défendra l'URSS contre l'intervention militaire, à l'intérieur de l'URSS, aussi bien que sur l'arène mondiale. Toute autre conduite serait une trahison.

Ainsi, s'il n'est pas possible de nier par avance la possibilité, dans des cas strictement déterminés, d'un « front unique » avec la partie thermidorienne de la bureaucratie contre l'offensive ouverte de la contre-révolution capitaliste, la principale tâche politique en URSS reste, malgré tout, le RENVERSEMENT DE LA BUREAUCRATIE THERMIDORIENNE ELLE-MEME. Le prolongement de sa domination ébranle chaque jour davantage les éléments socialistes de l'économie et accroît les chances de restauration capitaliste. C'est dans le même sens qu'agit aussi l'Internationale communiste, agent et complice de la clique stalinienne dans l'étranglement de la révolution espagnole et dans la démolition du prolétariat international.

De même que dans les pays fascistes, la principale force de la bureaucratie n'est pas en elle-même, mais dans le découragement des masses, dans leur manque d'une perspective nouvelle. De même que dans les pays fascistes, dont l'appareil *politique* de Staline ne se distingue en rien, sinon par une plus grande frénésie, seul un travail préparatoire de propagande est actuellement possible en URSS. De même que dans les pays fascistes, ce sont les événements extérieurs qui donneront vraisemblablement l'impulsion au mouvement révolutionnaire des ouvriers soviétiques. La lutte contre l'I.C. sur l'arène mondiale est actuellement la plus importante partie de la lutte contre la dictature stalinienne. Bien des choses permettent de croire que la désagrégation de l'I.C., qui n'a pas d'appui *direct dans la Guépéou*, précédera la chute de la clique bonapartiste et de toute la bureaucratie thermidorienne en général.

La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la LUTTE CONTRE L'INEGALITE SOCIALE ET L'OPPRESSION POLITIQUE. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la DEMOCRATIE SOVIETIQUE.

La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Gœbbels. Il faut rendre aux soviets, non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant LA BUREAUCRATIE ET LA NOUVELLE ARISTOCRATIE DOIVENT ETRE CHASSEES DES SOVIETS. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des travailleurs des kolkhozes, des paysans et des soldats rouges.

La démocratisation des soviets est inconcevable sans la LEGALISATION DES PARTIS SOVIETIQUES. Les ouvriers et les paysans eux-

mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.

— REVISION DE L'ECONOMIE PLANIFIEE du haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production. Les coopératives de consommation, démocratiquement organisées, doivent contrôler la qualité des produits et leurs prix.

— REORGANISATION DES KOLKHOZES en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !

La *politique internationale* conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. A BAS LA DIPLOMATIE SECRETE !

Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtement mérité.

Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie, qui se maintient par la violence et la falsification. Seul, le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer sa marche en avant vers le socialisme. Seul, le parti de la IV^e Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection.

A bas la clique bonapartiste de Caïn-Staline !

Vive la démocratie soviétique !

Vive la révolution socialiste internationale !

contre l'opportunisme et et le révisionnisme sans principes

La politique du parti de Léon Blum en France démontre de nouveau que les réformistes sont incapables de rien apprendre des leçons les plus tragiques de l'histoire. La social-démocratie française copie servilement la politique de la social-démocratie allemande et marche à la même catastrophe. Durant des dizaines d'années, la II^e Internationale a grandi dans les cadres de la démocratie bourgeoise, en est devenue une partie inséparable, et pourrit avec elle.

La III^e Internationale est entrée dans la voie du réformisme à l'époque où la crise du capitalisme avait définitivement mis à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. La politique actuelle de l'I.C. en Espagne et en Chine — politique qui consiste à ramper devant la bourgeoisie « démocratique » et « nationale » — démontre que l'I.C., elle non plus, n'est plus capable d'apprendre quelque chose ou de changer. La bureaucratie, qui est devenue une force réactionnaire en URSS, ne peut jouer un rôle révolutionnaire sur l'arène mondiale.

L'anarcho-syndicalisme a connu, dans l'ensemble, une évolution du même genre. En France, la bureaucratie syndicale de Léon Jouhaux est devenue depuis longtemps une agence de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. En Espagne, l'anarcho-syndicalisme s'est débarrassé de son révolutionnarisme de façade dès qu'a commencé la révolution, et est devenue la cinquième roue du char de la démocratie bourgeoise.

Les organisations intermédiaires centristes, qui se groupent autour du Bureau de Londres, ne sont que des accessoires « gauche » de la social-démocratie et de l'I.C. Elles ont montré leur incapacité complète à s'orienter dans une situation historique et à en tirer les conclusions révolutionnaires. Leur point culminant fut atteint par le POUM espagnol qui, dans les conditions de la révolution, s'est trouvé absolument incapable d'avoir une politique révolutionnaire.

Les défaites tragiques subies par le prolétariat mondial durant une longue série d'années ont poussé les organisations officielles à un conservatisme encore plus grand et ont conduit en même temps les « révolutionnaires » petits-bourgeois déçus à rechercher des « voies nouvelles ». Comme toujours, dans les époques de réaction et de déclin, apparaissent de toutes parts les magiciens et les charlatans. Ils veulent réviser toute la marche de la pensée révolutionnaire. Au lieu d'apprendre du passé, ils le « corrigent ».

Les uns découvrent l'inconsistance du marxisme, les autres proclament la faillite du bolchevisme. Les uns font retomber sur la doctrine révolutionnaire la responsabilité des erreurs et des crimes de ceux qui l'ont trahie ; les autres maudissent la médecine, parce qu'elle n'assure pas une guérison immédiate et miraculeuse. Les plus audacieux promettent de découvrir une panacée et, en attendant, recommandent d'arrêter la lutte des classes. De nombreux prophètes de la nouvelle morale se disposent à régénérer le mouvement ouvrier à l'aide d'une homéopathie éthique. La majorité de ces apôtres ont réussi à devenir eux-mêmes des invalides moraux avant même de descendre sur le champ de bataille. Ainsi, sous l'apparence de « nouvelles voies », on ne propose au prolétariat que de vieilles recettes, enterrées depuis longtemps dans les archives du socialisme d'avant Marx.

La IV^e Internationale déclare une guerre implacable aux bureaucraties de la II^e et de la III^e Internationale, de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale anarcho-syndicaliste, de même qu'à leurs satellites centristes ; au réformisme sans réformes, au démocratisme allié de la Guépéou, au pacifisme sans paix, à l'anarchisme au service de la bourgeoisie, aux « révolutionnaires » qui craignent mortellement la révolution. Toutes ces organisations ne sont pas le gage de l'avenir, mais des survivances pourrissantes du passé. L'époque des guerres et des révolutions ne laissera pas d'elles pierre sur pierre.

La IV^e Internationale ne recherche ni n'invente aucune panacée. Elle se tient entièrement sur le terrain du marxisme, seule doctrine révolutionnaire qui permette de comprendre ce qui est, de découvrir les causes des défaites et de préparer consciemment la victoire. La IV^e Internationale continue la tradition du bolchevisme, qui a montré pour la première fois au prolétariat comment conquérir le pouvoir. La

IV^e Internationale écarte les magiciens, les charlatans et les professeurs importuns de morale. Dans une société fondée sur l'exploitation, la morale suprême est la morale de la révolution socialiste. Bons sont les méthodes et moyens qui élèvent la conscience de classe des ouvriers, leur confiance dans leurs propres forces, leurs dispositions à l'abnégation dans la lutte. Inadmissibles sont les méthodes qui inspirent aux opprimés la crainte et la docilité devant les oppresseurs, étouffent l'esprit de protestation et de révolte, ou substituent à la volonté des masses la volonté des chefs, à la persuasion la contrainte, à l'analyse de la réalité, la démagogie et la falsification. Voilà pourquoi la social-démocratie, qui a prostitué le marxisme, tout comme le stalinisme, antithèse du bolchevisme, sont les ennemis mortels de la révolution prolétarienne et de sa morale.

Regarder la réalité en face ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes ; oser, quand vient l'heure de l'action ; telles sont les règles de la IV^e Internationale. Elle a montré qu'elle sait aller contre le courant. La prochaine vague historique la portera à son faite.

contre le sectarisme

Sous l'influence de la trahison et de la dégénérescence des organisations historiques du prolétariat, naissent ou se régénèrent, à la périphérie de la IV^e Internationale, des groupements et des positions sectaires de différents genres. Ils ont à leur base le refus de lutter pour les revendications partielles ou transitoires, c'est-à-dire pour les intérêts et les besoins élémentaires des masses telles qu'elles sont. Se préparer à la révolution signifie, pour les sectaires, se convaincre soi-même des avantages du socialisme. Ils proposent de tourner le dos aux « vieux » syndicats, c'est-à-dire à des dizaines de millions d'ouvriers organisés — comme si les masses pouvaient vivre en dehors des conditions de la lutte de classes réelle ! Ils restent indifférents à la lutte qui se déroule au sein des organisations réformistes — comme si l'on pouvait conquérir les masses sans intervenir dans cette lutte ! Ils se refusent à faire en pratique une différence entre la démocratie bourgeoise et le fascisme — comme si les masses pouvaient ne pas sentir cette différence à chaque pas !

Les sectaires ne sont capables de distinguer que deux couleurs : le blanc et le noir. Pour ne pas s'exposer à la tentation, ils simplifient la réalité. Ils se refusent à faire une différence entre les camps en lutte en Espagne, pour la raison que les deux camps ont un caractère bourgeois. Ils pensent, pour la même raison, qu'il est nécessaire de rester neutre dans la guerre entre le Japon et les pays bourgeois et se refusent, vu la politique réactionnaire de la bureaucratie soviétique, à défendre contre l'impérialisme les formes de propriété créées par la révolution d'Octobre.

Incapables de trouver accès aux masses, ils les accusent volontiers d'être incapables de s'élever jusqu'aux idées révolutionnaires.

Un pont, sous la forme de revendications transitoires, n'est aucunement nécessaire à ces prophètes stériles, car ils ne se disposent nullement à passer sur l'autre rive. Ils piétinent sur place, se contentant de répéter les mêmes abstractions vides. Les événements politiques sont pour eux une occasion de faire des commentaires, mais non d'agir. Comme les sectaires, de même que les confusionnistes et les faiseurs de miracles de toutes sortes, reçoivent à chaque instant des chiquenaudes de la part de la réalité, ils vivent dans un état d'irritation continue, se plaignant sans cesse du « régime » et des « méthodes », et s'adonnent aux petites intrigues. Dans leurs propres milieux, ils exercent d'ordinaire un régime de despotisme. La prostration politique du sectarisme ne fait que compléter, comme son ombre, la prostration de l'opportunisme, sans ouvrir de perspectives révolutionnaires. Dans la politique pratique, les sectaires s'unissent à chaque pas aux opportunistes, surtout aux centristes, pour lutter contre le marxisme.

La majorité des groupes et cliques sectaires de ce genre, qui se nourrissent de miettes tombées de la table de la IV^e Internationale, mènent une existence organisationnelle « indépendante », avec de grandes prétentions, mais sans la moindre chance de succès. Les bolcheviks-léninistes peuvent, sans perdre leur temps, abandonner tranquillement ces groupes à leur propre sort.

Cependant, des tendances sectaires se rencontrent aussi dans nos propres rangs et exercent une influence funeste sur le travail de certaines sections. C'est une chose qu'il est impossible de supporter un seul jour de plus. Une politique juste sur les syndicats est une condition fondamentale de l'appartenance à la IV^e Internationale. Celui qui ne cherche ni ne trouve la voie du mouvement des masses, celui-là n'est pas un combattant, mais un poids mort pour le Parti. Un programme n'est pas créé pour une rédaction, une salle de lecture ou un club de discussion, mais pour l'action révolutionnaire de millions d'hommes. L'épuration des rangs de la IV^e Internationale du sectarisme et des sectaires incorrigibles est la plus importante condition des succès révolutionnaires.

place à la jeunesse ! place aux femmes travailleuses !

La défaite de la révolution espagnole, provoquée par ses « chefs », la banqueroute honteuse du Front populaire en France et la mise en lumière des falsifications des procès de Mcscou, ces trois faits portent, dans leur ensemble, un coup irrémédiable à l'IC et, en passant, de graves blessures à ses alliés, les sociaux-démocrates et les anarcho-syndicalistes. Cela ne signifie pas, bien entendu, que les membres de ces organisations se tourneront d'un seul coup vers la IV^e Internationale. La génération la plus âgée, qui a souffert de terribles défaites, abandonnera en grande partie le combat. D'ailleurs, la IV^e Internationale

ne demande nullement à devenir un refuge pour invalides révolutionnaires, bureaucrates et carriéristes déçus. Au contraire : contre l'afflux, chez nous, des éléments petits-bourgeois qui dominent actuellement dans les appareils des vieilles organisations, de strictes mesures préventives sont nécessaires : une longue épreuve préalable pour les candidats qui ne sont pas ouvriers, surtout si ce sont d'anciens bureaucrates ; l'interdiction pour eux d'occuper dans le Parti des postes responsables durant les trois premières années, etc. Dans la IV^e Internationale, il n'y a pas et il n'y aura pas de place pour le carriérisme, ce cancer des vieilles internationales. Ne trouveront accès à nous que ceux qui veulent vivre pour le mouvement, et non en vivre. Les ouvriers révolutionnaires doivent se sentir les maîtres. A eux, les portes de notre organisation sont largement ouvertes.

Bien entendu, même parmi les ouvriers qui furent autrefois aux premiers rangs, il y en a maintenant un bon nombre qui sont lassés et déçus. Ils resteront, au moins dans la prochaine période, à l'écart. Quand s'use un programme ou une organisation, s'use aussi la génération qui les a portés sur ses épaules. La rénovation du mouvement se fait par la jeunesse, libre de toute responsabilité pour le passé. La IV^e Internationale prête une attention exceptionnelle à la jeune génération du prolétariat. Par toute sa politique, elle s'efforce d'inspirer à la jeunesse confiance dans ses propres forces et dans son avenir. Seuls, l'enthousiasme frais et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer les premiers succès dans la lutte ; seuls, ces succès peuvent faire revenir dans la voie de la révolution les meilleurs éléments de la vieille génération. Il en fut toujours ainsi, il en sera ainsi.

Toutes les organisations opportunistes, par leur nature même, concentrent principalement leur attention sur les couches supérieures de la classe ouvrière, et, par conséquent, ignorent aussi bien la jeunesse que les femmes travailleuses. Or l'époque du déclin capitaliste porte les coups les plus durs à la femme, tant comme salariée que comme ménagère. Les sections de la IV^e Internationale doivent chercher appui dans les couches les plus opprimées de la classe ouvrière, et, par conséquent, chez les femmes travailleuses. Elles y trouveront des sources inépuisables de dévouement, d'abnégation et d'esprit de sacrifice.

A BAS LE BUREAUCRATISME ET LE CARRIERISME ! PLACE A LA JEUNESSE PLACE AUX FEMMES TRAVAILLEUSES !

Ce sont là des mots d'ordre inscrits sur la drapeau de la IV^e Internationale.

sous le drapeau de la iv^e internationale

Des sceptiques demandent : mais le moment est-il venu de créer une nouvelle Internationale ? Il est impossible, disent-ils de créer une Internationale « artificiellement » ; seuls, de grands événements peuvent la faire surgir, etc. Toutes ces objections démontrent seulement que des sceptiques ne sont pas bons à créer une nouvelle Internationale. En général, ils ne sont bons à rien.

La IV^e Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'Histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La Troisième Internationale, après la Deuxième, est morte pour la révolution. Vive la IV^e Internationale !

Mais les sceptiques ne se taisent pas : « Est-ce déjà le moment de la proclamer maintenant ? » « La IV^e Internationale, répondrons-nous, n'a pas besoin d'être « proclamée ». ELLE EXISTE ET ELLE LUTTE. Elle est faible ? Oui, ses rangs sont encore peu nombreux, car elle est encore jeune. Ce sont, jusqu'à maintenant, surtout des cadres. Mais ces cadres sont le seul gage de l'avenir. En dehors de ces cadres, il n'existe pas, sur cette planète, un seul courant révolutionnaire qui mérite réellement ce nom. Si notre Internationale est encore faible en nombre, elle est forte par la doctrine, le programme, la tradition, la trempe incomparable de ses cadres. Que celui qui ne voit pas cela aujourd'hui reste encore à l'écart. Demain, ce sera plus visible. »

La IV^e Internationale jouit dès maintenant de la haine méritée des staliniens, des sociaux-démocrates, des libéraux bourgeois et des fascistes. Elle n'a ni ne peut avoir place dans aucun des Fronts populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche, c'est de renverser la domination du capital. Son but, c'est le socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne.

Sans démocratie intérieure, il n'y a pas d'éducation révolutionnaire. Sans discipline, il n'y a pas d'action révolutionnaire. Le régime intérieur de la IV^e Internationale est fondé sur les principes du *centralisme démocratique* : liberté complète dans la discussion, unité complète dans l'action.

La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat. Les ouvriers avancés réunis au sein de la IV^e Internationale montrent à leur classe la voie pour sortir de la crise. Ils lui proposent un programme fondé sur l'expérience internationale de la lutte émancipatrice du prolétariat et de tous les opprimés du monde. Ils lui proposent un drapeau que ne souille aucune tache.

***Ouvriers et ouvrières de tous
les pays, rangez-vous sous
le drapeau de la Quatrième
Internationale !
C'est le drapeau de votre
victoire prochaine !***

Votre librairie :

LA SELIO

*Tous les ouvrages
politiques indispensables*

*Sur commande,
tous les autres livres
dont vous avez besoin*

La librairie d'*Informations ouvrières*
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.
Pourquoi chercher ailleurs un livre que la SELIO,
la librairie d'*Informations ouvrières*,
peut vous fournir dans les meilleures conditions.
(Pour vos commandes téléphoniques
appelez le 42 46 09 53.)

Exposé de Pierre Lambert
du C.E.M. du 24-1-1969

ACTUALITÉ DU PROGRAMME DE TRANSITION

Exposé de Pierre Lambert au C.E.M. du 24-1 1969

Camarades,

Le 20 août 1940, le coup de piolet de l'assassin du Guépéou Mornard-Mercader écrasait le crâne de Léon Trotsky. Staline exultait au Kremlin, il décorait l'assassin.

20 août 1940 : dans la nuit profonde des victoires remportées par Hitler, le prolétariat européen gît dans la deuxième guerre impérialiste. Les dirigeants du P.C.F. négocient avec la Kommandantur à Paris la parution légale de *L'Humanité* interdite une année auparavant par Daladier.

20 août 1940 : Staline exécute ponctuellement les dispositions du pacte germano-soviétique, expédiant à l'Allemagne matières premières, pétrole notamment, qui renforcent le potentiel offensif des armées hitlériennes.

20 août 1940 : toute une aile de la social-démocratie et du réformisme syndical, avec Belin, secrétaire de la C.G.T. dissoute, appuyé par Giton, secrétaire du Parti Communiste Français, un des anti-trotskyistes les plus notoires, un des agents du Guépéou les plus chevronnés, passe sans arme ni bagage dans le camp de la collaboration avec Pétain. Ce dernier s'apprête à liquider le mouvement syndical indépendant de l'Etat pour poser les bases du corporatisme, de l'association Capital-Travail, dans le but de détruire la cohésion de la classe ouvrière, de livrer le prolétariat pieds et poings liés à l'exploitation. Le doute et le scepticisme s'insinuent partout, y compris dans l'avant-garde. L'objectif de la révolution prolétarienne n'est-il pas devenu une utopie ? L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, ère des guerres et des révolutions, n'a-t-il pas fait place à un nouveau stade du capitalisme, dont le « capitalisme d'Etat » nazi et le « capitalisme d'Etat » bureaucraté stalinien seraient la préfiguration ? L'enseignement de Marx, d'Engels, de Lénine, Rosa Luxembourg et Trotsky n'est-il pas périmé ?

20 août 1940 : avant de sombrer dans l'inconscience et dans la mort, les derniers mots que prononce Léon Trotsky sonnent comme un appel au combat : Dites aux camarades : je suis sûr de la victoire de la IV^e Internationale. En avant !

Cinq années se sont écoulées depuis que Léon Trotsky a écrit dans son journal d'exil :

« Rakovsky était au fond mon dernier lien avec l'ancienne génération révolutionnaire. Après sa capitulation, il n'est resté personne. Bien que ma correspondance avec Rakovsky eût cessé — pour raisons de censure — à partir de mon exil, néanmoins la figure même de Rakovsky était restée un lien en quelque sorte symbolique avec les vieux compagnons de lutte. Maintenant il ne reste personne. Le besoin d'échanger des idées, de débattre ensemble des questions, ne trouve plus, depuis longtemps, de satisfaction ; il ne reste qu'à dialoguer avec les journaux, c'est-à-dire à travers les journaux avec les faits et les opinions.

Et pourtant, je crois que le travail que je fais en ce moment — malgré tout ce qu'il a d'extrêmement insuffisant et fragmentaire — est le travail le plus important de ma vie, plus important que 1917, plus important que l'époque de la guerre civile, etc.

Pour être clair, je dirai ceci. Si je n'avais pas été là en 1917 à Petersbourg, la révolution d'Octobre se serait produite — conditionnée par la présence et la direction de Lénine. S'il n'y avait eu à Petersbourg ni Lénine ni moi, il n'y aurait pas eu non plus de révolution d'Octobre : la direction du parti bolchévik l'aurait empêchée de s'accomplir (cela, pour moi, ne fait pas le moindre doute !) S'il n'y avait pas eu à Petersbourg Lénine, il n'y a guère de chance que je fusse venu à bout de la résistance des hautes sphères bolchévistes. La lutte contre le « trotskysme » (c'est-à-dire contre la révolution prolétarienne) se serait ouverte dès mai 1917, et l'issue de la révolution aurait été un point d'interrogation. Mais je le répète, Lénine présent, la révolution d'Octobre aurait de toute façon abouti à la victoire. On ne peut en dire autant, somme toute, de la guerre civile (bien que dans la première période, surtout au moment de la perte de Simbirsk et de Kazan, Lénine ait eu un moment de défaillance et de doute, mais ce fut très certainement une disposition passagère, qu'il n'a même sûrement avouée à personne, sauf à moi). Ainsi je ne peux pas dire que mon travail ait été « irremplaçable », même en ce qui concerne la période 1917-1921. Tandis que ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot « irremplaçable ». Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par-dessus la tête des chefs de la II^e et de la III^e Internationales, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir. Je suis pleinement d'accord avec Lénine (ou plutôt avec Tourguéniev) que le plus grand vice est d'avoir plus de cinquante-cinq ans. Il me faut encore au moins quelque cinq ans de travail ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage. »

Je m'excuse, camarades, d'avoir fait cette longue citation, mais, dans ce passage de Léon Trotsky, se trouvent posés tous les problèmes que nous avons à résoudre concernant les tâches à accomplir pour la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale. Il les pose dans leur véritable dimension, la dimension

d'une avant-garde vivante, combattant dans l'histoire vivante de la lutte des classes, faite d'hommes et non d'abstractions mortes. Trotsky, en se référant à la capitulation du vieux révolutionnaire Rakovsky, qui a tenu six ans, de 1928 à 1934, dans les camps de Staline, indique clairement que la bureaucratie du Kremlin, dans sa lutte contre la révolution prolétarienne et pour protéger ses privilèges, a cherché à n'importe quel prix à détruire les liens de la continuité. Depuis 1848, depuis la Ligue des Communistes, ces liens ont matérialisé le lent et difficile combat des générations successives de révolutionnaires prolétariens qui ont transmis leur expérience aux jeunes générations.

La Ligue des Communistes, avec Marx et Engels, a transmis cette expérience à l'avant-garde qui constituera l'Association internationale des Travailleurs de la I^{re} Internationale et qui, avec l'aide de Marx et d'Engels construira les partis ouvriers de la II^e Internationale.

Après la mort de Marx, c'est avec l'aide d'Engels que cette expérience sera transmise à l'avant-garde révolutionnaire constituée, dès 1903 par les bolcheviques sous la direction de Lénine et par Rosa Luxembourg, qui éduqueront la jeune génération d'Octobre, celle de la III^e Internationale. Le but conscient de Staline a été de rompre le fil de la continuité. Trotsky, lui, dans tous ses actes, a voulu confondre son destin personnel avec la défense et le combat pour la révolution, pour l'humanité ; en 1935, il demandait cinq ans de vie pour assurer la transmission de l'héritage. Ces cinq années, il les aura et ces cinq années seront les plus dures, les plus poignantes de toute son existence. Il y verra la liquidation de toute la génération d'Octobre, tous les compagnons de Lénine, exterminés, torturés, salis et calomniés par Staline, il supportera, durant ces cinq années, les coups les plus terribles ; de ses deux fils, Léon Sedov sera assassiné par les agents de Staline qui se sont infiltrés dans les rangs de la IV^e Internationale ; Serge Sedov, jeune ingénieur, qui n'a jamais appartenu à une organisation politique, arrêté, disparaîtra, refusant de calomnier son père. Et ces cinq années ont été décisives pour armer d'une méthode révolutionnaire la jeune génération.

En 1936, il publie *La révolution trahie*, monument de la pensée marxiste, qui définit les bases principales et le programme de la révolution politique en U.R.S.S., dont la portée pratique a trouvé sa dimension la plus grande dans la révolution hongroise des Conseils de 1956, et aujourd'hui même en Tchécoslovaquie. Je me souviens, camarades, lorsqu'à 16 ans, j'ai lu pour la première fois *La révolution trahie*, de cette idée que Trotsky développait, je cite de mémoire : **Les rapports sociaux issus de la révolution d'Octobre vivent dans la conscience des masses ; j'avoue qu'avec une expérience insuffisante de la lutte de classe, cette phrase m'est apparue comme un rappel romantique du passé. Et pourtant, camarades, l'expérience a tranché, elle a montré ce que signifie, aujourd'hui : Les rapports sociaux d'Octobre vivent dans la conscience des masses.** Je me souviens qu'en 1947, au cours d'un congrès international à Paris, un vieux militant russe, Babenko, était venu et participait aux séances préparatoires.

Octobre vit dans la conscience des masses

Babenko n'était plus révolutionnaire, n'était plus trotskyste, n'était plus marxiste : Babenko est un homme qui a fait partie du comité central du parti communiste ukrainien pendant la guerre civile, il était membre du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine. En 1923, il avait pris position pour Trotsky, en 1927 il avait capitulé comme bien d'autres ; il était devenu professeur à Kiev. En 1937, il était arrêté, interrogé. Sa chance, si on peut dire, sa chance inouïe a été d'être interrogé par un juge d'instruction qui était nommé à cette époque par Yejov, je crois. Il se trouve que Staline avait désiré la disparition de Yejov, et comme Staline ne faisait rien à moitié, il a liquidé tous les juges d'instruction, y compris celui de Kiev, et l'a emprisonné d'ailleurs aux côtés de Babenko. Le nouveau juge d'instruction, qui ne connaissait rien de l'affaire, a donné 10 ans à Babenko. Celui-ci est parti dans les camps.

En 1941, l'armée rouge, qui avait été décapitée par Staline, dont le rôle néfaste dans ce domaine a été condamné et expliqué dans toute une série de livres et d'articles de la presse soviétique, l'armée rouge recule... Les armées hitlériennes sont devant Moscou... La révolution d'Octobre, le pays d'Octobre est foulé aux pieds par les armées des impérialistes nazis. C'est à ce moment que Staline fait appel dans les camps à ceux qui restaient de la vieille génération, aux bolchéviks, à ceux qui n'avaient pas capitulé, à ceux qui avaient capitulé mais qui n'avaient pas été fusillés : il leur demande de défendre la patrie socialiste, et alors, en sachant tous que Staline allait encore une fois trahir sa parole, cette vieille génération a pris le fusil, s'est engagée et devant Moscou, c'est elle qui a subi les chocs les plus difficiles, les plus décisifs de l'armée allemande super-équipée. Ils ont combattu pour le pays d'Octobre, pour la révolution de 1917, Babenko était ukrainien ; lui aussi s'est engagé dans l'armée rouge, et il m'expliquait :

Quand les armées hitlériennes sont entrées en Ukraine, sans nul doute elles n'ont pas été accueillies comme des ennemies, la collectivisation forcée, qui avait entraîné en Ukraine des centaines de milliers de morts, l'oppression nationale exercée par la bureaucratie soviétique, étaient insupportables à des centaines de milliers de personnes. Les populations d'Ukraine ont accueilli les armées hitlériennes sans cris, sans murmures, sans applaudissements... et, quelques semaines après, c'est en Ukraine que les bandes de partisans sont nées ; pourquoi sont-elles nées en Ukraine ? Parce que l'intervention allemande en Union Soviétique avait pour but le rétablissement de la propriété privée des moyens de production, et des centaines de milliers d'hommes, deux cents millions d'hommes, des dizaines de millions de paysans kolkhoziens, d'ouvriers tirent leur subsistance, leurs possibilités d'existence de ces conquêtes d'Octobre, de la propriété étatique de l'industrie, de l'agriculture kolkhozienne. Réintroduire la propriété privée des moyens de production en Ukraine signifie exterminer physiquement des centaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes, ça signifie, en définitive, exterminer les Ukrainiens. Et c'est la raison pour laquelle les Ukrainiens ont pris les armes.

Les rapports d'Octobre vivent dans la conscience des masses : il

faut comprendre ce que cela signifie ; la conscience des masses est le produit des conditions matérielles d'existence, les conditions d'existence matérielles sont produites par les hommes eux-mêmes. Détruire les rapports de production édifiés par la révolution russe, c'est détruire physiquement les hommes, les travailleurs, les kolkhoziens. Et c'est ainsi que ce qui m'était apparu en 1936 comme quelque chose de beau du point de vue style s'est chargé d'une réalité dès 1947, et c'est cette réalité que nous avons vue se manifester en 1956 en Hongrie, quand la révolution hongroise des Conseils, sans connaître un seul mot du programme de la révolution politique, tel qu'il était défini dans *La révolution trahie* écrite par Trotsky en 1936, 20 ans après, a fait sien point par point, tout le programme de la révolution politique. Oui, les rapports d'Octobre vivent dans la conscience des masses, oui, le programme de la IV^e Internationale qui, en 1938, au cœur des plus profondes défaites du prolétariat, exprimait les tendances fondamentales du développement de l'Humanité, de l'Histoire de la lutte de classe, 20 ans après, au mois d'Octobre 1956, des millions d'hommes ont fait de ce programme une réalité de sang et de chair.

Aujourd'hui, camarades, en Tchécoslovaquie que voyons-nous ? Nous voyons des millions et des millions de prolétaires, des millions et des millions de paysans refuser la bureaucratie, mais, tout en refusant la bureaucratie, manifester de la façon la plus totale leur attachement aux conquêtes socialistes. Oui, le mouvement tchécoslovaque, et aujourd'hui cela est même reconnu par les staliniens, n'est pas un mouvement qui met en cause les conquêtes de la révolution, mais au contraire, c'est la volonté des masses, des masses d'ouvriers et de paysans, de contrôler ces conquêtes, de les faire sortir du guépier, de l'impasse dans lesquels en définitive, la gestion bureaucratique les amène, qui s'exprime dans ce mouvement.. Voilà, camarades, ce que signifie l'enseignement de Léon Trotsky dans le « Programme de transition ». Oui, Léon Trotsky avait raison de faire confiance, jusqu'à l'heure de sa mort, au prolétariat soviétique ; la Hongrie, la Tchécoslovaquie aujourd'hui le démontrent et avec ces mouvements de masse, une nouvelle génération prend place dans le combat, Cette nouvelle génération a déjà des noms, des figures, c'est Pavel Litvinov, c'est Larissa Daniel, c'est l'écrivain Soljesnitsyne, ce sont Kuron et Modzelewsky, c'est le révolutionnaire Michnik, tous vérifient cette affirmation de Trotsky selon laquelle le marxisme est l'expression consciente d'un processus historique inconscient. Tous ces événements montrent que le programme de transition avait prévu, dans ses grandes lignes, le développement de toute la marche historique de l'humanité.

Bien évidemment, le programme de transition n'avait pas donné de dates, parce que le marxisme ne saurait être considéré comme une prophétie ; le marxisme est la science du prolétariat, et j'y reviendrai tout à l'heure. C'est une science de la révolution prolétarienne qui implique des millions et des millions de processus qui sont ordonnés par la lutte des classes, et, dans la lutte des classes le marxisme ne peut trouver son expression que dans une fusion complète entre la théorie et la pratique. Mais cette fusion complète entre la théorie et la pratique a besoin d'une médiation : l'organisation, le parti, l'Internationale. Et dans ce sens, le programme de la IV^e Internationale n'est pas simplement le programme de transition, ce qu'à rédigé Trotsky n'est pas simplement un programme marxiste, c'est LE programme marxiste dans son essence, parce que c'est le programme de l'organisation qu'il faut construire.

De 1933 à la fondation de la Quatrième Internationale

Septembre 1938, il y a 30 ans à peu près, la première Conférence, dite conférence de fondation de la IV^e Internationale, est réunie dans la petite maison de grande banlieue que le vieux révolutionnaire Alfred Rosmer, qui n'est plus marxiste, a prêté à une quinzaine de personnes, je ne dis pas de militants, parce que la plupart ont, depuis, quitté le militantisme. Parmi eux, Zombrowsky, dit Etienne, qui a organisé le meurtre de Léon Sédov, le fils et le collaborateur de Trotsky, un des agents les plus estimés du Guépéou, les plus estimés de Staline et qui organisa l'assassinat de Léon Trotsky, Zombrowsky, qui ensuite passera aux aveux, lorsque, arrêté aux Etats-Unis par le F.B.I. dans les années 50, il abandonnera la bureaucratie et informera l'impérialisme américain de tous les rouages de la N.K.V.D. La IV^e Internationale est déclarée et proclamée. Quinze personnes la proclament, dont un certain nombre vont abandonner moins d'un an après tout combat pour la révolution prolétarienne, et parmi eux figure un provocateur infiltré dans les rangs de la IV^e Internationale. Dérision ? Camarades, il faut regarder ce qu'il y a derrière. Il faut savoir ce que signifie ce petit incident, cet événement apparemment minime qu'a été la fondation de la IV^e Internationale.

En 1933, Léon Trotsky, qui construisait depuis 10 ans l'opposition de gauche en U.R.S.S. et à l'échelle internationale, fait opérer un tournant stratégique fondamental dans la lutte des communistes jusqu'à cette date. La lutte menée par les communistes à l'échelle internationale, et quand je dis les communistes, je veux dire ceux qui étaient opposés à Staline, était une lutte qui avait pour axe le redressement de la III^e Internationale. Mais, en 1933, le prolétariat allemand est défait sans combat. Trahi par Staline et par la social-démocratie le prolétariat allemand perd l'une des plus fortes positions du prolétariat international : pour Trotsky le problème est important, il ne proclamera pas tout de suite qu'il faut rompre avec la III^e Internationale, mais il établira tout de suite le bilan de cette trahison, il en mesurera la portée, et, dans les mois qui vont suivre, après réflexions et discussions, Léon Trotsky avance que la défaite du prolétariat allemand résultant de la capitulation de l'Internationale communiste a la même importance historique que la capitulation de la social-démocratie en 1914. Cette capitulation, les révolutionnaires y ont répondu en disant : la II^e Internationale est morte, vive la III^e Internationale ! Aujourd'hui, rien ni personne ne pourra désormais redresser la III^e Internationale, la bureaucratie stalinienne est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois.

Certes, camarades, il était, à cette époque, difficile d'admettre ces idées de Trotsky. A cette époque, les différents partis communistes continuaient un combat formel pour la révolution. C'était la « troisième période » de l'Internationale communiste, la période ultra-gauche, celle qui voyait les ouvriers sociaux-démocrates accusés de social-facisme, celle qui voyait des batailles menées à l'échelle internationale à des dates fixées d'avance, le 1^{er} août, le 1^{er} septembre, le 18 octobre, parce que, tous les jours de la semaine ou tous les jours de l'année ou tous les jours du mois, la période était telle, expliquaient les bureau-

crates, que les conditions objectives étaient réunies pour la victoire de la révolution prolétarienne. C'est une période où les P.C. se présentaient comme des partis communistes qui luttèrent pour la classe ouvrière, sur le terrain de la lutte de classe, qui condamnaient la politique de collaboration de classe de la social-démocratie. C'étaient des partis qui, formellement, étaient révolutionnaires. Il n'a pas fallu deux ans pour que ces partis, le Parti Communiste Français notamment, abandonnent tout. Il n'a pas fallu deux ans, il a fallu simplement le pacte Laval-Staline.

Laval se rendit à Moscou pour signer un pacte avec Staline et celui-ci lui dit : **Je comprends et j'approuve pleinement les crédits militaires nécessaires pour élever et hisser la défense nationale de la France au niveau de ses besoins.** Et, immédiatement, les députés communistes qui, depuis toujours, votaient contre les crédits de guerre, vont voter les crédits militaires. Et du jour au lendemain, en quelques semaines, ça n'a pas duré longtemps, ils vont devenir les défenseurs de la France éternelle, tendre la main à Jeanne d'Arc, Maurice Barrès, je ne sais plus qui encore, et même aux Jeunesses patriotes, aux Volontaires nationaux qui étaient les organisations fascistes de l'époque. Ils deviennent partisans de l'Union Sacrée, ils sont même plus que pour l'Union Sacrée, ils sont pour l'union de tous les Français, pas seulement les bons Français, mais y compris les mauvais Français. En quelques jours, en quelques semaines, le parti communiste a changé totalement. Il a vérifié par là même, et, à sa suite, tous les partis communistes ont vérifié ce que Léon Trotsky avait expliqué dès 1933 : **l'Internationale communiste et tous ses partis sont passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois.** Il faut donc construire une nouvelle Internationale, il faut donc construire la IV^e Internationale.

Trotsky commence le combat... un combat extrêmement difficile... un combat où il s'efforce de convaincre, où il s'efforce de rassembler partis et courants : pendant cinq ans, une longue, large, ample discussion se développe à l'intérieur du mouvement trotskyste international et on peut dire même plus largement à l'intérieur d'une avant-garde qui ne se proclamait pourtant pas trotskyste. Cette discussion est extrêmement importante ; en 1938, quand Trotsky à la suite de cette discussion, décide de fonder la IV^e Internationale, nous avons immédiatement à l'intérieur des rangs des trotskystes un recul de toute une série de militants : par exemple Pierre Frank, qui est aujourd'hui dirigeant du « Secrétariat unifié », révisionniste, Pierre Frank, à ce moment explique « C'est une erreur de proclamer la IV^e Internationale, il faut continuer le combat pour la construction de la IV^e Internationale. » Ils n'ont pas compris... Pierre Frank n'a pas compris, plus tard non plus d'ailleurs, il ne comprendra pas la signification de la proclamation de la IV^e Internationale. Les idées ne sont pas désincarnées, elles correspondent à des forces matérielles. Un programme n'est pas une succession de mots d'ordre, n'est même pas un mot d'ordre, ce n'est pas une succession d'idées, mais une charte pour un parti révolutionnaire.

Pour le marxisme, un programme est l'incarnation du parti. Sans programme pas de parti, pas d'Internationale. Sans Internationale, sans lutte pour l'Internationale, le programme ne vaut rien ; il est impossible de comprendre le marxisme, sans comprendre que le marxisme n'est pas une idéologie: les marxologues trahissent la pensée marxiste. Le marxisme, c'est Engels qui l'a expliqué, est inséparable de l'action révolutionnaire. Engels qui, à propos de Marx, a dit : **Marx n'était pas seulement un savant, c'était avant tout un lutteur, un combattant de la révolution prolétarienne, et c'est parce qu'il était ce combattant de**

la révolution prolétarienne qui à chaque étape organisait le prolétariat et son avant-garde, c'est pour cela qu'il a pu être Marx et fonder le marxisme. Et, dans ce sens, la proclamation de la IV^e Internationale, ou plutôt le refus de la proclamation de la IV^e Internationale, ne signifiait pas autre chose que la crainte d'affronter les appareils bourgeois qui dominent la classe ouvrière : les appareils du stalinisme et de la social-démocratie.

Ainsi, c'est dans ce sens que la proclamation de la IV^e Internationale, sur laquelle Trotsky eut la majorité au sein du Comité exécutif du « Mouvement pour la IV^e Internationale », était quelque chose de juste. Je vous avoue pour ma part, que, personnellement à cette époque, j'étais d'accord avec Frank. Il y en avait d'autres, et je veux au moins en signaler un qui a rompu avec Trotsky à cette époque : il s'appelait Isaac Deutscher, il a, comme vous savez, écrit beaucoup de livres, il était considéré de son vivant comme un « kremlinologue » distingué.

Il écrivait dans la *Manchester Guardian* des choses qui d'ailleurs n'étaient pas toujours inintéressantes ; il a écrit une « monumentale » biographie de Léon Trotsky, et dans cette biographie il y a des choses intéressantes... Il y a des choses intéressantes, mais il y a le récit des dernières années de Trotsky, dans lequel Isaac Deutscher est quand même obligé de parler de la IV^e Internationale. Il règle ce problème-là en quelques pages ; au fond, il trouve ridicule que Trotsky ait gaspillé son intelligence, ses capacités, son génie historique, ses forces à construire une IV^e Internationale qui, selon lui, n'avait pas d'avenir. Il trouve cela ridicule ; il est clair que c'était sa position en 1938, puisque, en 1938, Deutscher a décidé de quitter la IV^e Internationale. Après tout, Deutscher est parfaitement en droit d'être en désaccord avec Trotsky. Personne ne lui reprochera. Mais là se pose un problème : Deutscher se veut historien, il veut faire l'histoire, la biographie de Léon Trotsky. C'est donc de cette biographie qu'il s'agit, ce n'est pas de Deutscher, il s'agit d'une vie précise, celle d'un homme précis qui s'appelait Léon Trotsky. On a le droit de polémiquer avec L. Trotsky mais au moins il eût été, je ne dis pas bienséant, je dis normal, de présenter les positions de Léon Trotsky telles qu'elles étaient, parce que, pour Léon Trotsky, ce n'était pas une sucette de vieillard, c'était le sens de sa vie, c'était le sens d'une vie qu'il a sacrifiée pour la IV^e Internationale. On présente Trotsky comme le Chevalier de la légende, le fondateur de l'armée rouge qui, dans son train, parcourt tous les fronts de la guerre civile ; et on travestit, on ridiculise son combat pour la IV^e Internationale, pour interdire à la jeune génération d'avancer dans la voie de l'assimilation de l'œuvre et de la vie de Léon Trotsky.

J'ai parlé d'Isaac Deutscher, mais je pourrais donner beaucoup d'autres exemples parce que chacun sait qu'il est très facile de trahir le marxisme au nom du marxisme, la révolution socialiste au nom de la révolution socialiste, les soviets au nom des soviets, Trotsky au nom de Trotsky et cela, c'est une longue histoire qui n'est pas encore terminée.

Certes, il serait présomptueux pour nous, militants trotskystes, qui avons adhéré à cette époque à la IV^e Internationale, de considérer que dans nos jeunes années, nous avons assimilé son programme. Car si, effectivement, comme j'ai essayé de l'établir, le fil de la continuité n'a pas été totalement rompu et que Trotsky a pu léguer aux jeunes générations l'héritage de trois révolutions, l'héritage du marxisme ; si effec-

tivement ce travail a pu être fait, il reste que Staline en écrasant, en assassinant tous les militants de la génération d'Octobre, avait réussi dans une large mesure à rompre cette continuité révolutionnaire qui est indispensable pour que les jeunes générations puissent assimiler par leur propre expérience les leçons de l'histoire. Il faut comprendre ce qu'ont signifié pour les jeunes militants que nous étions, les procès de Moscou. En août 1936, exactement le 6 août 1936, je me souviens que, dans un parc de ma ville natale, Montreuil, je lisais *L'Humanité* : c'était août 1936, et, pour la vieille génération, août 1936 signifie quelque chose... Juin 1936 venait de déferler — la révolution espagnole avait commencé, c'était la certitude de la victoire, le prolétariat européen reprenait l'assaut, bientôt des grèves éclataient dans la Ruhr et la Rhénanie aux mains des nazis. Et, dans *L'Humanité*, on lisait que Zinoviev compagnon de Lénine, déclarait : « Je suis un traître, je suis un hitlérien, je suis un vendu à l'Allemagne. » Zinoviev, Kamenev, tous les vieux bolchéviks, tous se salissent, tous seront tués d'une balle dans la nuque.

Il faut comprendre ce qu'a pu signifier pour des militants qui venaient à la révolution prolétarienne, qui venaient au trotskysme, cette chape de plomb, qui d'un seul coup, dans le ciel bleu de l'été 1936, tombait sur leurs épaules. Cette vieille génération, il lui a fallu comprendre, assimiler que pendant des années elle resterait comme exilée dans sa propre classe. Le stalinisme nous coupait les voies de la classe ouvrière, ce programme révolutionnaire de l'histoire, ce programme dont la vie allait démontrer qu'il correspondait à la vérité du développement historique, ce programme, camarades, les jeunes militants révolutionnaires — et les vieux qui étaient avec eux à cette époque — ont dû, en définitive, en discuter en vase clos. Ils étaient bloqués par la force contraignante du stalinisme. Les résultats étaient inéluctables : une partie des vieux militants trotskystes céda et capitula, tel fut le cas de Naville, et je ne jetterai pas la pierre à Naville... Naville a été l'un de ceux qui ont répondu à l'appel de Léon Trotsky en 1924-1925 à un moment où il était plus facile de rester membre du parti communiste. Naville, de 1924 à 1940, a tenté d'être trotskyste ; il a cherché les voies et les moyens de construire une organisation. La force contraignante du stalinisme a été telle qu'elle a rejeté Naville sur des positions purement intellectuelles. Les défaites du prolétariat ont fait le reste. Naville usé et affaibli a capitulé en 1940. Le reproche qu'on peut faire à Naville, ce n'est pas tellement d'avoir capitulé, c'est d'avoir, pendant des années, défendu une cause pour, après 1945, justifier en fait le stalinisme ; d'autres militants ont fait comme lui.

Après l'assassinat de Léon Trotsky

En 1940, quand nous apprenons la mort de Léon Trotsky, nous sommes une poignée de jeunes, ces jeunes qui n'ont aucune expérience, qui n'ont pas pu acquérir cette expérience, et il est bien normal qu'en l'acquérant nous ayons fait toutes sortes d'erreurs : il nous a fallu assimiler le programme dans la chair et dans le sang, il nous a fallu, en définitive, payer très cher pour cela parce qu'il n'est pas possible de faire autrement... parce qu'est dure l'assimilation de la révolution prolétarienne, dans la lutte des classes, en apprenant ce que signifie la lutte des classes ; non pas comme des curés rouges qui vont apporter la

vérité aux travailleurs, mais comme des militants qui participent à la lutte des classes, armés d'une stratégie, d'un programme, d'une tactique... comme des militants qui sont capables de comprendre comment, à chaque étape, construire un parti révolutionnaire. Oh ! ça n'a pas été facile !... et les erreurs n'ont pas manqué ; la principale, nous l'avons commise à la fin de la guerre.

Nous n'avions pas compris que la première étape de la radicalisation des masses dans cette période révolutionnaire passait obligatoirement et nécessairement à travers les grandes organisations. Nous nous étions éduqués pendant quatre ans sur une perspective juste : la deuxième guerre impérialiste se transformera en guerre civile, les soviets devront naître de cette guerre impérialiste qui sera transformée en guerre civile ; il suffit de voir ce qui s'est passé en France pour comprendre que, dans une série de domaines, dans les milices patriotiques, dans les comités de libération —, dans certains cas, dans les comités d'usines qui s'étaient créés, on avait effectivement affaire à des embryons de soviets.

Mais la force contraignante du stalinisme, à nouveau, a liquidé toutes ces possibilités révolutionnaires. Ce que nous n'avions pas compris c'est que, même si elles se développaient, à la première étape, le mouvement des masses ne pouvait pas ne pas aller dans le sens, en définitive, du soutien à des organisations qu'elles connaissent et qu'elles chargent, avec leurs illusions, d'un contenu révolutionnaire que ces organisations n'ont plus. Nous n'avions pas compris, nous étions persuadés qu'en 1944 cette guerre impérialiste qui se transformait en guerre civile allait immédiatement reproduire le schéma d'Octobre : le parti bolchévik, d'abord minoritaire dans les soviets et qui, au bout de neuf mois allait prendre le pouvoir, ce parti bolchévik étant le Parti Communiste Internationaliste, section française de la IV^e Internationale. Il nous a fallu l'apprendre par l'expérience, et pourtant, camarades, toutes ces choses, toutes ces idées qui sont si simples, elles sont écrites chez Marx, chez Lénine, chez Trotsky. Elles sont la substance même de la stratégie léniniste de la construction du parti révolutionnaire et de la lutte pour la révolution prolétarienne. Il ne suffit pas de les lire... il faut les vivre, il ne suffit pas de les lire... il faut avoir ce programme et agir avec ce programme. Il nous a fallu apprendre à combattre, et cela coûte très cher quand on ne voit pas clair, et ça se paye toujours par des crises, par des scissions, par le désarroi, par des départs, par le scepticisme, par le doute... Oui, tout le monde, et vous le savez camarades, se plaint à se gausser des scissions, et des crises qui ont sévi dans les rangs de la IV^e Internationale. A tous ceux-là, au dernier d'entre eux qui s'appelle Valière, j'ai demandé dans *Informations Ouvrières* : « Et ton bilan à toi ? » — parce que tous ces gens-là eux aussi, ont un bilan, eux qui ne font pas de scissions, eux qui ne subissent pas de crises. Ils ont été au P.S.O.P. (Parti Socialiste Ouvrier et Paysan) d'avant-guerre. Qu'est devenu le P.S.O.P. ? Au premier coup de canon de la guerre impérialiste, il n'en est rien resté. Après la guerre ils sont entrés dans une organisation qui s'est appelée l'**Action Socialiste Révolutionnaire** — l'A.S.R. — elle a duré trois ou quatre mois et elle s'est volatilisée ; ils sont rentrés au P.S.U. : Qu'est-ce qui se passe au P.S.U. ? Vous le savez aussi bien que moi.

En fait, à tous ceux-là, nous pouvons dire : apprenez aujourd'hui, y compris avec nos erreurs, le bilan qui a été le nôtre, à nous trotskystes, qui, depuis 1936, combattons pour la IV^e Internationale en France. Oui, nous avons fait des erreurs, mais il n'y a aucune tendance en France

et dans le monde qui a été capable de rendre compte comme nous avons rendu compte, même avec toutes nos erreurs, des événements qui se déroulaient, des événements qui allaient venir. Et sur ce plan, nous pouvons en définitive discuter de ce bilan.

Il reste que les difficultés ont toujours des conséquences : des hommes cherchent, même quand ils sont militants, des voies plus faciles, des raccourcis pour construire le parti révolutionnaire, pour vaincre. Ils prétendent trouver dans les conditions objectives des motifs pour abandonner le combat — comme si ces conditions objectives étaient autre chose que le produit de l'activité consciente ou inconsciente des hommes, à travers la lutte des classes. Les conditions objectives ne sont pas nées de Dieu ou du diable ! Ils ont cherché, ils cherchent, les uns du côté de la social-démocratie, les autres du côté du stalinisme, une issue vers la désertion. On cherche, et d'une manière naturelle, quand le doute, le scepticisme, la volonté de trouver des voies de traverse, des voies plus rapides pour la victoire s'insinuent dans la conscience des militants, d'une manière toute naturelle ces militants sont conduits vers la social-démocratie, vers le stalinisme.

En 1947, toute une série de militants valeureux, qui avaient combattu dans les rangs de la IV^e Internationale durant la guerre — et il n'était pas facile pendant la guerre de lutter pour la fraternisation avec les soldats allemands et en même temps contre l'hitlérisme, il n'était pas facile de dire : il faut la révolution prolétarienne, et de refuser l'Union Sacrée avec la bourgeoisie — toute une série de ces militants sont passés à « l'Action Socialiste Révolutionnaire », puis ont traversé un mouvement éphémère qui s'appelait le « Rassemblement Démocratique Révolutionnaire », avant de disparaître. En 1951 enfin, la plus grande crise que le trotskysme international ait connue, a commencé dans les rangs de la IV^e Internationale. Je ne m'étendrai pas sur cette crise, ce serait trop long pour moi de l'expliquer, je dirai simplement ceci : la lutte a commencé sur des problèmes en apparence mineurs. Au départ, des militants disaient : la guerre va éclater dans les deux à trois ans qui viennent ; nous étions un certain nombre à dire : peut-être que oui, peut-être que non, on verra bien. De toute façon, cela ne nous semblait pas un problème extrêmement important. Mais, quelques semaines après, les vrais problèmes se trouvaient posés.

Si la guerre éclate, disaient Pablo, Frank, Germain, si elle doit éclater dans les deux ou trois ans qui viennent, il est impossible, dans ce court délai, de construire le parti révolutionnaire et la IV^e Internationale. Dans ces conditions, dans les conditions de la guerre froide d'aujourd'hui et de la guerre chaude qui va éclater demain, la bureaucratie stalinienne, placée dans les conditions de la guerre froide, sera contrainte de réaliser le socialisme à sa manière. Camarades, nous touchions là au programme, au nœud des problèmes, au centre des questions, nous touchions en définitive à la signification d'un programme, comme l'expression d'une lutte consciente de militants conscients, construisant une organisation en intervenant dans la lutte des classes. Parce que s'ils avaient raison, le programme était alors faux, puisque le programme dit : la bureaucratie stalinienne est passé définitivement du côté de l'ordre bourgeois. Si celle-ci peut réaliser le socialisme à sa manière, alors il faut dire que la voie de l'histoire vers le socialisme est celle de la bureaucratie, même avec les crimes sans nom de Staline, il faut dire que les ossements des vieux bolchéviks qui, avec Lénine et Trotsky avaient dirigé la révolution d'Octobre et ont été massacrés par Staline, ont pavé le chemin vers une société qui mène, en définitive, au

développement des forces productives, c'est-à-dire à un essor, à une avance de l'humanité — alors il faut dire que Staline avait raison, non seulement contre Trotsky, mais même contre Lénine qui, dès 1923, voulait engager le combat contre Staline.

Il faut d'ailleurs aller plus loin. Si cela est vrai, cela voudrait dire que ce que Marx a établi à travers l'ensemble de son travail théorique, est faux, à savoir qu'après le capitalisme, le seul système social qui peut naître au sein du régime capitaliste est le socialisme : cela voudrait dire qu'il s'est inséré entre le capitalisme et le socialisme, entre l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, et le socialisme, une formation sociale intermédiaire qui s'appelle le régime bureaucratique. Alors Marx s'est trompé, alors la théorie de la valeur est erronée. Voilà les implications d'une telle bataille, et vous admettez avec moi, camarades, que nous aurions trahi notre cause si nous avions abandonné le combat et refusé la scission avec ceux qui, dans la IV^e Internationale, Pablo, Frank, Germain, voulaient nous imposer cette capitulation dans le stalinisme, qui n'était, en fait, pas autre chose qu'une capitulation devant la bourgeoisie.

Nous avons dit non... et nous avons payé cher, parce qu'il est bien évident que cette scission s'est produite au sommet de la IV^e Internationale. Nous sommes des bolchéviks et nous savons quelle importance représente la direction dans la construction d'un parti révolutionnaire, bâti sur les règles du centralisme démocratique. Si la crise s'est développée à ce niveau, cela veut dire que les forces et les pressions qui s'exerçaient sur nous ont été telles, que les faiblesses qui étaient les nôtres ont été telles qu'il nous a fallu entrer dans un processus de longue durée de reconstruction de la IV^e Internationale. Ce processus, nous l'avons mis en route dès 1952-53 avec nos camarades anglais et d'autres sections, nous le poursuivons aujourd'hui... il n'est pas encore terminé. Voilà, camarades, ce que je désirais souligner dans la première partie de mon exposé.

Camarades, dans ces derniers jours, lorsque, face à ma table de travail, je préparais cette conférence, j'ai été saisi, très sérieusement, d'une profonde angoisse... je me demandais comment j'allais en une heure et demie dégager l'extraordinaire richesse de principes d'un programme qui concerne l'expérience historique plus que séculaire du prolétariat international. Dès le départ, il me fut clair qu'il me serait impossible de prétendre exposer l'ensemble des problèmes de principe qui sont concentrés dans le programme de la IV^e Internationale. J'avais donc primitivement décidé de choisir six questions : la place de la IV^e Internationale dans l'histoire, que je viens d'exposer ; une discussion sur les fondements théoriques et les principes de la IV^e Internationale et le marxisme de notre époque, à savoir la portée de la thèse selon laquelle les forces productives ont cessé de croître ; la question du gouvernement ouvrier et paysan ; le programme de la révolution politique en U.R.S.S. et la défense de l'Union Soviétique ; enfin le caractère transitoire des mots d'ordre et la méthode de construction du parti. Vous admettez avec moi qu'il m'est impossible de traiter ces six thèmes et j'ai donc d'abord choisi de traiter les trois ou quatre premiers. Finalement, je suis obligé de me borner à traiter d'un seul problème, la thèse de base du programme de transition, selon laquelle les forces productives ont cessé de croître, me réservant si M. le président le permet, de consacrer une partie de ma réponse à la dernière question : la méthode de construction du parti révolutionnaire.

« Les forces productives ont cessé de croître »

Dans le programme de transition, il est dit :

La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle...

Il est clair que nous avons là un problème qu'il est nécessaire de débattre, car il n'y a que Trotsky et les trotskystes qui soutiennent que cette thèse est vérifiée par les faits. Toutes les autres tendances du mouvement ouvrier disent le contraire, et je ne parle évidemment pas ici des idéologues de la bourgeoisie qui, bien évidemment, sont obligés d'affirmer que leur système a un avenir et, par conséquent, que les forces productives poursuivent leur ascension. La social-démocratie estime que les forces productives continuent de croître, les staliniens de même et également les pablistes, Mandel, toutes les tendances qui se disent révolutionnaires : Rouge, le Mouvement du 22 mars, les anarchistes ; si l'on prend une par une ces tendances, sur cette question-là il y a un accord total, global entre elles ; cet accord n'esquisse pas « l'unité des révolutionnaires », mais l'unité de ceux qui se proclament révolutionnaires avec les penseurs de la bureaucratie stalinienne et du réformisme.

Le marxisme procède du développement des forces productives comme le moteur de la marche en avant de l'humanité. La notion marxiste de forces productives n'en fait pas une catégorie abstraite de la réalité sociale. Les forces productives et le mode de production qui leur correspond sont des rapports sociaux ; dans la société capitaliste ces rapports sociaux sont l'expression des rapports entre la bourgeoisie et le prolétariat. Marx écrit en 1859, dans la préface à la « Contribution à la critique de l'économie politique » : **Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. C'est la place des hommes dans la production sociale qui détermine leur conscience ; en régime capitaliste, les rapports de propriété dans lesquels se meuvent les forces productives sont ceux qui résultent de la propriété privée des moyens de production, possédés par le capital. Le prolétariat, lui, met en œuvre ces moyens de production et n'a pour toute propriété que sa force de travail.**

Marx poursuit : **A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale... les rapports de production bourgeois sont les rapports de production existants ou, ce qui n'en est que l'expression non dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus ; cependant, les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre**

cette contradiction. Je m'excuse de cette longue citation, mais je crois qu'elle est absolument indispensable pour l'intelligence de la question. Elle est absolument indispensable parce que de deux choses l'une : ou Marx a raison ou Marx a tort. Je conçois parfaitement qu'on puisse polémiquer avec Marx et expliquer qu'il s'est trompé dans telle ou telle partie de son raisonnement ou dans tout son raisonnement ; mais ce qu'il est impossible d'accepter, je ne dirai pas au nom des intérêts de la lutte pour la révolution prolétarienne, mais simplement au nom de la vérité, c'est que des gens se proclament marxistes et, en fait, remettent en question cette thèse fondamentale de Marx, à savoir qu'un mode de production déterminé est considéré par lui comme progressif quand il permet le développement des forces productives et comme réactionnaire, comme régressif à partir du moment où il ne permet plus le développement des forces productives. Mais il faut être conséquent ; si, aujourd'hui, les forces productives continuent à croître, cela veut dire que le pronostic de la révolution prolétarienne a été réfuté par l'Histoire, cela veut dire que nous avons devant nous une longue période de montée du capitalisme, cela veut dire qu'aujourd'hui il s'agit, non pas de la lutte pour la révolution socialiste, mais de l'adaptation au système capitaliste, de la capitulation devant lui, et c'est bien ce que font tous ces gens. Il faut comprendre, que si on abandonne cette thèse selon laquelle les forces productives ont cessé de croître, on justifie, par là même, la position des staliniens qui expliquent, et qui expliquaient en mai-juin 1968 : les conditions ne sont pas réunies pour la révolution prolétarienne. Il est d'ailleurs évident dans la mesure où les staliniens, en baptisant la phase actuelle de l'histoire de **capitalisme monopoliste d'Etat**, en en faisant une étape distincte de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, et en attribuant à ce nouveau système social, le **Capitalisme-Monopoliste d'Etat**, la faculté de développer les forces productives, prétendent par là justifier leur politique de capitulation devant la bourgeoisie.

Si les forces productives continuent leur ascension dans ce système capitaliste-monopoliste d'Etat, dans ces conditions, les mesures que prend ce système pour assurer la progression des forces productives sont en partie progressives, et c'est ainsi qu'ils nous expliquent non seulement que les forces productives matérielles se développent, mais que le prolétariat croît (et non seulement le prolétariat, mais les étudiants, les intellectuels, les ingénieurs, les cadres ; j'y reviendrai tout à l'heure) : c'est dire qu'à partir de là on s'intègre dans la réforme Fouchet. Vous voyez donc, camarades, toute l'importance de ce débat ; il est au cœur de tous les problèmes ; il est tellement au cœur de tous les problèmes que ceux qui, aujourd'hui, critiquent les staliniens comme n'étant pas révolutionnaires, par exemple les dirigeants anarchistes, les pablistes, Rouge, Lutte Ouvrière, appuient eux-mêmes toute leur politique sur l'affirmation que le capitalisme continue son ascension (c'est ainsi que le célèbre théoricien Mandel professe la théorie du néo-capitalisme comme une phase qui s'est insérée, après l'impérialisme, entre le capitalisme et le socialisme et est caractérisée par un nouveau développement des forces productives). On comprend alors qu'ils ne cessent d'osciller, que d'un côté ils boycottent et de l'autre côté ils acceptent la réforme Fouchet-Faure, pour ensuite, refuser de participer aux organismes mis en place par cette réforme. Ces oscillations sont rendues inévitables par la base théorique qui est la leur, car elle est en contradiction avec le marxisme.

Ces problèmes ont une importance décisive, car, si les aspirations

au bonheur, à la liberté, à la justice ont toujours existé dans le cœur des hommes, depuis qu'il y a des exploités et des exploités, le problème à résoudre, c'est de créer les conditions matérielles qui pourront assurer ce bonheur, cette liberté et cette justice. Les esclaves crucifiés après la défaite de Spartacus exprimaient cette tendance irrépressible qui existe dans le cœur des exploités, mais ils devaient être battus... ils ne pouvaient pas ne pas être battus. Il faut comprendre, de même, que toutes les horreurs de la période de l'accumulation primitive du capital, cette période qu'a connue, entre 1820 et 1840 l'Angleterre, un peu plus tard la France, où l'on a vu des générations entières, des enfants de 10 ans, même de 8 ou 6 ans travailler pendant 14, 16 ou 18 heures par jour sur les machines parce qu'ils avaient les doigts très fins pour saisir les fils de soie, étaient inéluctables. Le Capital, qui s'est nourri de la destruction physique de milliers, de centaines de milliers d'enfants de prolétaires —, ce Capital avait un avenir historique, parce qu'il assurait effectivement alors le développement des forces productives.

Il est bien évident que les révolutionnaires de cette époque devaient combattre les conséquences du mode de production capitaliste, mais ils devaient constater, il leur fallait constater que le capitalisme était facteur de progrès et de civilisation. Mais aujourd'hui, comme Marx l'avait prévu, comme Marx l'avait analysé, les conditions matérielles de la satisfaction des besoins de l'humanité sont réunies, et c'est cela qui peut, aujourd'hui, donner au prolétariat l'assurance que ses buts révolutionnaires ne sont pas utopiques. Ces conditions matérielles, elles sont réalisées, non seulement parce que les forces productives ont atteint le seuil de la socialisation des moyens de production, mais parce qu'elles étouffent dans le cadre de la propriété privée des moyens de production et du carcan de l'Etat national, qu'elles tendent à briser ce cadre et ce carcan. C'est parce que ce qu'a établi Marx comme un pronostic, ce que Lénine, en 1914, a exprimé en termes scientifiques, dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, se trouve réalisé, c'est pour cela qu'aujourd'hui, nous pouvons dire que la révolution prolétarienne est une perspective correcte. Autrement il n'y aurait là pour nous qu'une vague aspiration qui ne pourrait en fait trouver les moyens de sa réalisation.

Alors, camarades, il faut maintenant, à partir des définitions que je viens de donner, qui sont celles mêmes de Marx, celles mêmes de Lénine, qui définissait l'impérialisme comme la réaction sur toute la ligne, quel que fût le régime politique, comme un capitalisme parasitaire, pourrissant, un capitalisme agonisant, il faut maintenant considérer ce problème des forces productives pour voir si Lénine avait raison, si Trotsky, qui a repris les positions de Lénine dans le *Programme de transition* avait raison et si, par là même Marx avait raison.

Ce problème est suffisamment ample pour qu'il soit maintenant nécessaire d'y accorder quelques minutes. Les forces productives sont une catégorie qu'il est nécessaire de caractériser. Qu'est-ce que les forces productives ? Pas autre chose que le produit de l'activité des hommes ; la catégorie des forces productives est une catégorie sociale, donc humaine. Elle ne vient ni de Dieu, ni du diable, elle est une réalité de l'histoire humaine. Les forces productives ont différentes composantes : il y a, d'une part, effectivement la technique, et sans nul doute, la technique a fait des bonds en avant, ce que d'ailleurs le *Programme de transition* ne contestait absolument pas puisque, tout de suite après la thèse sur les forces productives, on y lit : *Les nouvelles inventions et*

nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Il est donc clair que, lorsque Trotsky affirmait que les forces productives ont cessé de croître, il ne contestait absolument pas que la technique continuerait à se développer ; il disait que le progrès des techniques n'engendrerait plus un développement des forces productives, mais aboutirait, au contraire, à la transformation de ces forces de production en force de destruction. Car la notion de forces productives n'est évidemment pas indépendante de la finalité de ces forces productives ; les forces productives ascendantes, dans la phase ascendante du capitalisme, étaient un facteur de culture, et si, par exemple, un certain Jules Ferry, qui avait une grande barbe, qui était la plus fiéffée canaille qui existe sur cette terre, qui enfumait Tunisiens et Indochinois, ce Jules Ferry, s'il a fait passer les lois sur l'école laïque, gratuite et obligatoire, ce n'est pas qu'il avait un quelconque amour pour les enfants des prolétaires, c'est que les forces productrices exigeaient que des ouvriers qualifiés sachent lire et écrire, ajusteurs, tourneurs, il fallait leur apprendre leur métier qualifié.

Aujourd'hui, tout le phénomène de la décadence, de la déchéance de la classe ouvrière est justement lié au fait que les nouvelles techniques, telles que l'automation, ne mènent pas dans le cadre du régime capitaliste, à une élévation du niveau technique et culturel des masses d'ouvriers et d'intellectuels, mais au contraire à leur déchéance, en fait à une déqualification généralisée.

La destination des forces productives, disions-nous, est capitale, et il est nécessaire, ce que ne font jamais les publications du Parti Communiste Français, ni les publications pablistes, de discuter de cette destination ; car, aujourd'hui, le moteur de l'économie capitaliste en déclin, ce sont les crédits militaires, une injection grandissante de crédits militaires dans l'économie.

Les forces productives se transforment en forces destructives

Je vais vous donner quelques exemples : le budget américain s'élevait en 1968 à 83 milliards de dollars, et vous savez l'importance de l'Amérique dans l'économie mondiale ; je pourrais prendre d'ailleurs le cas de l'Angleterre ou de la France, et j'aboutirais aux mêmes conclusions. J'ai pris volontairement les Etats-Unis parce que le poids de l'impérialisme américain dans les domaines de la politique, de l'économie, du commerce, des finances mondiaux est tel que ce qui se passe aux Etats-Unis a immédiatement une répercussion sur ce qui se passe dans tous les autres pays du monde. 83 milliards de dollars, de crédits militaires ; pour comprendre ce que cela signifie, mentionnons qu'en 1934 le pourcentage des crédits militaires dans le budget des Etats-Unis était de 10 %. En 1968, ce pourcentage est de 54 %. En 1929, toujours aux Etats-Unis, le pourcentage des crédits militaires par rapport au revenu national était de 1 %. En 1968, il dépasse 10 %. En 1913, le budget militaire des Etats-Unis s'élevait à 335 millions de dollars, en 1929 à 838 millions de dollars, en 1938 à un milliard 221 millions de dollars et en 1968 à 83 milliards, 66 fois le montant de 1936, et il s'agit là d'un minimum, d'un minimum parce qu'il faut ajouter à ces 83 milliards officiellement avoués, 10 milliards et demi pour les intérêts d'une dette publique qui est

essentiellement l'héritage des guerres passées, et encore 7 milliards de dollars pour les pensions des anciens combattants ; en fait, les dépenses militaires directes s'élèvent ainsi aujourd'hui, aux Etats-Unis, à 100 milliards de dollars.

Et indirectement ? Mon camarade Chenet a établi, dans une revue syndicale, que les dépenses militaires sont à l'origine de l'emploi de plus de 20 pour cent de la population active travaillant dans l'industrie, auxquels s'ajoutent les 2 millions et demi d'hommes engagés ou conscrits. Depuis 1952, les dépenses militaires sont d'un montant au moins égal à l'investissement industriel en machines et constructions ; et, certaines années, elles ont été supérieures au chiffre global de la formation de capital fixe, y compris les constructions. Cette affirmation est confirmée par *Business Week*, qui conclut un article en expliquant que le montant des crédits militaires en 1968 équivaut à l'ensemble des profits nets d'impôts de toutes les sociétés américaines. Le moteur de l'économie de profit est donc bien l'injection grandissante de crédits militaires, le plus immense gaspillage de travail humain. Ainsi les forces productives n'ont pas aujourd'hui pour finalité d'accroître la richesse matérielle de l'humanité, mais se transforment sous nos yeux en leur contraire, en forces de destruction. Le capitalisme, naguère progressif, est devenu, avec l'impérialisme, la réaction sur toute la ligne ; autrefois les forces de production, à l'intérieur du régime de la propriété privée des moyens de production, poursuivaient leur marche en avant ; aujourd'hui un changement qualitatif est intervenu, elles se transforment en leur contraire, elles préparent la plus grande des catastrophes de l'humanité. Et l'on nous dira que le programme de la IV^e Internationale n'est pas vérifié par les faits, que les forces productives continuent à croître !

Camarades, je voudrais encore ajouter ceci : par leurs effets directs ou indirects, les dépenses militaires contribuent à la formation de près de 30 pour cent du produit national brut aux Etats-Unis. Pour se faire une idée précise de l'importance de la défense nationale dans l'économie des U.S.A., il faut rappeler que les forces armées de ce pays emploient un pourcentage de diplômés de l'enseignement du secondaire plus élevé et un pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur aussi élevé que n'importe quelle entreprise civile. En second lieu, elles dépensent directement 8 milliards et demi de dollars pour la recherche et le développement, et indirectement, une telle somme que le tout représente la moitié du total des dépenses faites pour la recherche et le développement par le gouvernement, l'industrie et les universités tous ensemble. Et la plus grande partie des dépenses de recherche et de développement, dans l'industrie et les universités, est directement affectée par le gouvernement à des recherches militaires. En troisième lieu, le Pentagone adjuge directement chaque année pour 45 milliards de contrats à 22 000 entreprises qui, à leur tour, sous-traitent des contrats à plus de 100 000 entreprises. Quatrièmement, le même Pentagone a sous contrat 20 pour cent de tous les ingénieurs et électriciens du pays, 40 pour cent de tous les physiciens, 60 pour cent de tous les ingénieurs en électronique. Cinquièmement, il exerce une pression considérable sur toutes les branches des services transports, entreprises et commerce de détail. Sixièmement, enfin, il maintient l'économie de cinq Etats dans une dépendance étroite des emplois militaires. Il est donc évident que les dépenses militaires exercent une influence puissante, aussi bien sur la structure que sur le fonctionnement de l'économie. Et le poids

du complexe militaro-industriel se fait sentir tout aussi lourdement dans toute la vie politique du pays.

Voilà les bases de ce que le monde entier, des libéraux bourgeois aux bourgeois moins libéraux, des sociaux-démocrates, des stalinien, des centristes, des pablistes, des rédacteurs de *Rouge* aux rédacteurs de *Lutte Ouvrière* et d'autres, appellent la capacité du capitalisme de surmonter en partie ses contradictions.

Près de 55 000 milliards d'AF avoués ont été officiellement affectés en 1968 dans le monde libre aux crédits de guerre, ce qui ne comprend pas les milliers de milliards qui, indirectement, sont dévolus à la préparation de la 3^e guerre mondiale. Le journaliste allemand qui a établi ce chiffre estime que, bientôt, le montant des dépenses militaires, à l'échelle du « monde libre », s'élèvera à 95 000 milliards d'anciens francs. Car ce qu'un ignorant intéressé comme M. Jean-Jacques Servan-Schreiber appelle le miracle américain, n'est pas autre chose que l'application des mesures qu'un homme qui, en son temps, a été, lui aussi, qualifié de miraculeux, le Dr Schacht, avait réalisé pour l'Allemagne. En effet en 1933-1936, en Allemagne, des millions et des millions de chômeurs ont retrouvé du travail, d'une part parce que la crise cyclique s'était quelque peu atténuée, mais d'autre part et surtout parce que l'Allemagne est passée à une économie d'armement. Cette économie d'armement a exigé de plus en plus d'injections de crédits militaires dans l'économie allemande.

Il faut bien comprendre la signification de l'économie d'armement : les crédits militaires soustraient, momentanément, au marché une part des forces productives pour les affecter à une destination improductive ; mais la fraction correspondante du capital social continue son mouvement, elle distribue salaires, profits, etc., c'est-à-dire qu'elle doit s'insérer à nouveau dans l'économie et, par là même, la transformation de l'économie dite de paix en économie d'armement trouve rapidement ses limites. En 1937, exactement au mois de septembre 1937, le docteur Schacht, qui était ministre de l'Économie Nationale sous Hitler, a été voir son Führer pour lui dire que cela ne pouvait pas durer, parce que si cela continuait, il était clair que nous allions à la guerre. Hitler lui rétorque qu'il le savait. « Mais nous allons la perdre... », a répliqué Schacht. « Que proposez-vous d'autre ? », a demandé Hitler. Schacht a démissionné car il n'avait rien d'autre à proposer, car, d'une manière automatique, logique, implacable, l'économie d'armement doit se transformer en économie de guerre et si mon camarade Chenet a raison dans les chiffres qu'il donne, si ce qu'il dit correspond à la réalité et je crois que cela correspond à la réalité d'après les chiffres que fournissent les journalistes américains eux-mêmes, si, aujourd'hui, aux États-Unis, 30 pour cent du produit national brut sont « créés » par les crédits militaires, cela signifie que l'économie américaine commence à basculer de l'économie d'armement vers l'économie de guerre.

La principale force productive

Il faut le comprendre, ces problèmes ont une importance décisive. Mais, dans la catégorie des forces productives, il n'y a pas simplement la production et la destination de cette production. La principale des forces productives, pour un marxiste, c'est la classe ouvrière, c'est-à-dire la classe qui met en œuvre le capital, celle qui, en fait, est la

source, par son travail, par sa force de travail, du développement de toute la civilisation.

Camarades, à tous ceux qui nous parlent des miracles que serait capable de réaliser aujourd'hui l'impérialisme mondial, susceptible de surmonter ses contradictions dans le cadre d'un nouveau régime, baptisé capitalisme monopoliste d'Etat ou néo-capitalisme, il faut poser, de ce point de vue, quelques questions de plus. Certes, avec l'injection toujours grandissante de crédits militaires, dont je viens de définir la signification immédiate et historique, le capitalisme a pu surmonter dans une certaine mesure les effets des crises, effets qui n'auraient pas manqué d'être beaucoup plus amples à différentes périodes. Mais, camarades, indépendamment du fait que cette capacité géniale de capitalistes génaux, de passer, par leur mouvement conscient, à un nouveau stade qui s'appelle le néo-capitalisme, nous prépare la troisième guerre mondiale atomique, il est bien évident qu'il faut aussi examiner à une échelle historique la signification de cette toute petite période qui, en fait, ne dure pas plus que 10 à 12 ans. Grosso modo, on peut dire que c'est au tournant du siècle que le capitalisme s'est transformé en impérialisme. La manifestation la plus éloquente, si je puis dire, en a été la première guerre impérialiste mondiale, celle de 1914 à 1918, avec ses 30 millions de morts, dont 10 à 12 millions de victimes de ce qu'on a baptisé la grippe espagnole et qui n'était pas autre chose que le choléra et la famine, auxquelles il faut ajouter plus de 7 millions de blessés graves. Pour la guerre de 1940-1945, ces chiffres peuvent être multipliés par trois. En l'espace d'une génération, de 120 à 150 millions d'hommes sont morts sur les champs de bataille au nom d'un système qui, paraît-il, est encore progressif. Et, si nous y regardons de plus près, il est bien évident qu'en 1913, et cela nul n'en peut douter, l'Europe et le monde étaient à la veille d'une nouvelle crise économique, et que cette crise économique n'a été surmontée que par les moyens que l'on sait, c'est-à-dire par la guerre impérialiste. En 1919, à la fin de la guerre, il y a une nouvelle crise, une crise de retransformation de l'économie de guerre en économie dite de paix. En 1920-1922, il y a eu une phase ascensionnelle de l'économie; en 23-24, nouvelle crise, en 24-28, période de ce qu'on a appelé la « prospérité d'après-guerre ». 1929-1934, c'est la grande crise, la destruction massive de richesses, le gaspillage effréné du travail humain; et cette crise de 1929 ne sera surmontée que par la préparation à la guerre, qui commence dès cette période. 1937, c'est l'économie d'armement qui se développe dans le monde entier; 1940-1945, la crise est conjurée comme en 1913. 1945-1950 (1955 pour l'Europe, principalement pour la France), c'est la période de reconstruction et c'est seulement en 1955 qu'on atteint, en France, le niveau de production de 1938. Mais en 1949, aux Etats-Unis, la « récession » s'avance, et ne sera surmontée que grâce à la guerre de Corée (1951); c'est évidemment une manière progressive, comme chacun sait, d'exprimer la montée des forces productives que de faire la guerre. Puis, à partir de 1955, nous avons effectivement, soutenue par une injection grandissante de crédits de guerre, une période de prospérité.

Ainsi, de 1918 à 1969, nous avons, sur 65 années, 18 à 20 ans au maximum qui correspondent à des périodes de prospérité, et cela sur les bases que j'ai définies tout à l'heure. Camarades, il faut comprendre ce que signifie aujourd'hui la survie du Capital, avec, comme seule perspective, la destruction physique pour des millions et millions d'hommes, aujourd'hui où les problèmes des marchés, où les problèmes de

STATUTS

l'exportation des capitaux se posent avec l'ampleur que nous avons vue au mois de novembre 1969. Aujourd'hui réintégrer l'U.R.S.S., la Chine, les pays de démocratie populaire au sein du circuit de l'impérialisme mondial, est une nécessité vitale pour le Capital, mais cela signifie préparer une troisième guerre mondiale, c'est-à-dire préparer la boucherie la plus sanglante que l'humanité ait connue, dans laquelle les bases mêmes de la civilisation humaine pourraient, en fait, être anéanties. C'est cela la perspective, la perspective c'est que, d'ores et déjà, cette civilisation tout entière, cette culture tout entière, toutes ces connaissances, tout le travail des intellectuels, des savants, des étudiants sont orientés, non pas vers le développement des forces productives, mais vers la destruction. De la recherche, aux Etats-Unis, ce ne sont, comme on dit, que des « retombées » qui atteignent l'industrie de consommation.

Mais cela même, aujourd'hui, n'est qu'un aspect du problème ; le capitalisme reste le capitalisme, y compris dans sa période de décadence, y compris dans sa période d'agonie. Le capitalisme, les lois du capital restent les mêmes et continuent à fonctionner, la concurrence entre les capitalistes continue à jouer, et il suffit de savoir ce qui se passe aujourd'hui entre B.S.N. et Saint-Gobain pour comprendre ce qu'est la loi immanente du capital, la concurrence, qui implique la bataille de tous les capitalistes, et de chaque capitaliste en particulier, pour étendre son marché au détriment des autres ; cela signifie abaisser ses prix de revient pour prendre des marchés aux autres, et cela se fait dans deux directions : d'une part, la surexploitation du travail par l'intensification de la productivité dans les cadres existants, d'autre part, la substitution de la machine au travail humain. On parle aujourd'hui de deuxième révolution industrielle, celle de l'automatisation, mais ce terme est faux, il n'y a pas de deuxième révolution industrielle, car la première révolution industrielle était source de main-d'œuvre, elle était source de travail pour la classe ouvrière, tandis que ce que l'on appelle la deuxième révolution industrielle, dans le cadre du régime capitaliste, c'est, en fait, l'expulsion des travailleurs de leur travail. J'aurais voulu vous expliquer un certain nombre de choses sur l'automatisation ; je vous citerai simplement les paroles du président d'un trust américain de fabrication d'ordinateurs. Selon ce monsieur, les optimistes comparent volontiers ce phénomène de l'automatisation à la révolution industrielle, mais c'est une erreur. En dernière analyse, cette dernière révolution créait des emplois, mais la nouvelle technologie rend démodés, non seulement nos machines classiques, mais aussi les hommes dits modernes. Maintenant, dit-il, nous utilisons des machines d'une subtilité telle qu'elles suppriment des emplois ; et il poursuit, en disant : je réfute ce mythe selon lequel les victimes de l'automatisation peuvent être reclassées et trouver un nouvel emploi, exigeant une meilleure formation, et mieux rémunéré ; beaucoup d'ouvriers ne peuvent être reclassés, beaucoup de cadres ne seront pas reclassés à cause de leur âge, ou même de leur déformation professionnelle ; on ne peut pas plus reclasser les gens contre leur gré, qu'on ne peut créer des emplois par un tour de passe-passe. Mais, camarades, toutes les organisations syndicales d'aujourd'hui sont pour le recyclage dont les conséquences ne peuvent être que ce qui vient d'être dit ; non seulement les organisations syndicales, mais tous les bavards, mais tous ceux qui n'étaient pas des bavards, mais pleins d'illusions, qui voulaient réformer l'Université en mai et en juin, que nous disaient-ils ? Ils nous disaient qu'il faut une Université du soir, ouverte aux travailleurs qui travaillent, pour quoi faire ? pour se recycler. Quand on

refait le monde dans sa tête, il ne correspond jamais au monde réel, il ne correspond jamais à la réalité sociale.

Le même auteur continue : il faudrait créer pour les Etats-Unis, d'ici 1970, et cela a été écrit en 1966, 36,5 millions de nouveaux emplois ; l'accroissement démographique fournira 12 millions et demi de jeunes en état de travailler, tandis que l'augmentation de la productivité des ouvriers éliminera, principalement à cause de l'automatisation, 24 millions d'emplois. Voilà ce que signifie l'application des nouvelles méthodes de cette « deuxième révolution technologique ». Aucune catégorie n'en est exempte, aucune ne pourra passer au travers ; par exemple aux Etats-Unis aujourd'hui, il y a un ordinateur qui est construit, qui fonctionne, il permet d'accélérer le processus de l'éducation et de remédier au manque d'enseignants. Cet ordinateur s'occupe individuellement de chaque élève, il lui fournit tous les éléments de connaissance nécessaires, l'interroge, enregistre ses réponses et le mène pas à pas à son propre rythme, à travers le programme complet du cours. Il fait en même temps un rapport détaillé sur le comportement de l'élève... vous avez compris, camarades ! Les enseignants, qui étaient, jusqu'à maintenant, une catégorie privilégiée comme chacun le sait, ces enseignants, aujourd'hui, qui doivent prodiguer leur enseignement à une jeunesse vouée au chômage et à la déqualification, il existe désormais des ordinateurs qui peuvent faire leur travail mieux qu'eux. Voilà ce qu'est aujourd'hui la mise en place de l'automatisation.

Certes, la mise en place de l'automatisation, dans un régime qui serait libéré de la propriété privée des moyens de production, réintégrerait effectivement le travail humain dans sa signification réelle, abolirait la division entre le travail manuel et le travail intellectuel. Certes, l'automatisation est la preuve palpable que les forces productives sont arrivées à un tel degré de développement, qu'il leur faut le socialisme, qu'il leur faut la révolution prolétarienne. Et l'obstacle qui empêche les travailleurs de prendre pleinement conscience de cette nécessité, une nécessité qu'ils ressentent et qui est ressentie par des millions de jeunes, qui l'était par les 10 millions de grévistes de mai-juin 1968, qui sentaient instinctivement que tout était possible, c'est un obstacle interne au mouvement ouvrier. Je n'ai pas la possibilité, camarades, et je m'en excuse, de vous lire ce que les staliniens écrivent concernant le développement des forces productives, ce que Mandel écrit concernant le développement des forces productives, ce que Rouge écrit concernant le développement des forces productives. Ils ont tous la même position, cette position de principe qui est la leur et qui veut que le capitalisme ait un avenir. Aujourd'hui, c'est cet obstacle interne qu'il faut lever. Toutes les conditions objectives sont mûres pour le socialisme, elles commencent à pourrir, a dit Léon Trotsky dans le **Programme de transition**. Il faut lever cet obstacle, et lever cet obstacle, c'est construire le parti révolutionnaire, c'est défendre le programme marxiste, c'est reconstruire la IV^e Internationale, c'est ne pas accepter que l'on touche à ce programme, sans apporter faits, documents, éléments, analyses. Lever cet obstacle, c'est refuser à ceux qui d'ailleurs n'usurperont plus tellement longtemps la qualification de trotskystes, le droit de s'affirmer tels, alors qu'elles remettent en question les fondements programmatiques de la IV^e Internationale, les fondements du marxisme.

STATUTS

En décembre 1981, le XXVI^e Congrès de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) a décidé de proclamer le Parti communiste internationaliste (PCI).

I

L'O.C.I. est une association volontaire de militants ouvriers rassemblés sur la base du Programme de transition de la IV^e Internationale. Elle lutte pour la construction du parti révolutionnaire du prolétariat français et pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

II

1^o Est membre de l'O.C.I. celui qui participe régulièrement à un organisme de base (cellule) de l'organisation, qui défend dans son activité publique le programme de l'O.C.I. et la ligne définie par son congrès ou qui accomplit les tâches qui lui sont dévolues par l'organisation, qui assure une activité régulière et disciplinée pour la construction de l'O.C.I. et paie les cotisations qui lui sont fixées.

2^o La qualité de membre de l'O.C.I. s'acquiert par cooptation.

III

Les organismes essentiels de l'organisation sont le congrès, la direction nationale (Comité Central), les cellules.

IV. — Le congrès

1^o Le congrès est l'instance suprême de l'organisation. Il est l'organisation comme il en est la direction. Le Comité Central est dissous à l'ouverture du congrès.

2^o Le congrès décide souverainement de son ordre du jour et organise à son gré ses travaux. Le Comité Central sortant lui soumet des propositions d'ordre du jour.

3^o Le congrès définit souverainement la ligne politique de l'organisation par l'adoption de documents politiques.

4° Le congrès élit le Comité Central de l'organisation. Il décide souverainement des modalités de cette élection, des conditions requises des militants de l'organisation pour faire acte de candidature, du nombre de membres du C.C.

5° Le congrès est composé de délégués qui ont seuls droit au vote, élus directement ou indirectement par les cellules. Les membres du C.C. sortant qui ne sont pas délégués participent de plein droit au congrès avec voix consultative, ainsi que les membres de la Commission de contrôle.

Les délégués sont élus sur la base de documents politiques et résolutions présentés au congrès et sur lesquels un vote a lieu dans les cellules.

6° En aucun cas les délégués ne peuvent avoir de mandat impératif. En dehors du congrès lui-même, les délégués ne sont responsables de leur mandat de délégué que devant l'instance qui les a élus.

7° Le congrès est convoqué annuellement.

8° Le congrès se réunit sur convocation du Comité Central qui en fixe la date, dans les limites déterminées par le point 7 des statuts, lui propose un ordre du jour et déclare ouverte la discussion en vue du congrès dans l'organisation sur la base des textes qu'il soumet à la discussion. La date du congrès est fixée au moins trois mois avant son ouverture.

9° Pendant la période de discussion préparatoire au congrès, le bulletin intérieur de l'organisation doit publier tous les documents ou résolutions émanant de militants ou d'organismes de l'organisation.

10° Le Comité Central a le pouvoir, à la majorité simple, de convoquer un congrès extraordinaire. Un militant, une cellule ont le droit de demander un tel congrès. La publication de cette demande, dans un délai de quinze jours, dans le bulletin intérieur est une obligation pour la direction nationale. La tenue d'un congrès extraordinaire est obligatoire si cette demande est approuvée par un tiers des cellules composant l'organisation.

11° Le Comité Central a le pouvoir, à la majorité simple, de convoquer une Conférence Nationale dont il fixe l'ordre du jour.

12° Les délégués aux C.N. sont élus selon les mêmes règles que les délégués aux Congrès.

La C.N. décide souverainement de l'orientation politique sur la ou les questions figurant à son ordre du jour.

La C.N. n'a pas pouvoir d'inscrire à son ordre du jour d'autres questions que celles décidées par le Comité Central.

La C.N. n'a pas pouvoir d'élire ou de modifier la direction élue par le Congrès.

V. — *Le Comité Central*

1° Le Comité Central est l'expression centralisée de la totalité de l'organisation. Il est une délégation du congrès et dispose, dans le cadre des décisions du congrès, de tous ses pouvoirs.

2° Entre deux congrès, c'est donc le Comité Central qui a charge de mettre en pratique l'orientation définie par le congrès. Dans l'accomplissement de cette tâche dont il rendra compte au prochain congrès et dans le respect des présents statuts, le Comité Central prend toutes les décisions politiques et d'organisation qui lui paraissent nécessaires. Ces décisions sont la traduction concrète de l'orientation du congrès et ont force de loi pour toute l'organisation.

3° Expression suprême du caractère politiquement centralisé de l'organisation, le Comité Central l'emporte sur tous les autres organismes de l'organisation. En cas de conflit, c'est toujours la position du Comité Central qui a valeur de décision.

4° Le Comité Central organise à son gré son travail. Il peut créer, pour les besoins du fonctionnement de l'organisation, des organismes qu'il estime nécessaires à l'application de la politique qu'il définit. Ces organismes sont directement placés sous son contrôle. Le Comité Central contrôle toutes les publications extérieures et intérieures de l'organisation et désigne leurs comités de rédaction sous la responsabilité de l'un de ses membres, ainsi que la participation de tout membre de l'organisation à une publication quelconque.

5° Le Comité Central peut déléguer ses pouvoirs, entre deux de ses sessions, à un organisme et à un seul, qu'il désigne en son sein.

6° C'est au Comité Central que revient la charge d'organiser et d'impulser la discussion politique dans l'organisation.

7° Le Comité Central a le droit de cooptation.

8° Le Comité Central a pouvoir de sanction, y compris d'exclusion.

VI. — *Les cellules*

1° Chaque membre de l'organisation est affecté à une cellule. C'est la cellule qui organise et contrôle son militantisme. Organisme de base de l'organisation, la cellule est l'instrument essentiel de mise en pratique des décisions du congrès, de construction de l'organisation. Unité de travail, d'intervention dans la lutte des classes, associant et contrôlant l'activité des militants dans leur milieu, elle exprime la centralisation de l'organisation. Unité de discussion, elle est à la base de l'élaboration et de la vie politique de l'organisation.

2° En ce sens, les cellules expriment la totalité de l'organisation à travers l'application des décisions et de l'orientation du congrès, des décisions de la direction nationale, par les initiatives qu'elles prennent pour traduire cette orientation et ces décisions. Elles l'expriment par le fait que ce sont elles qui prennent position à l'occasion du congrès, par les documents et résolutions présentés, et qui désignent directement ou indirectement les délégués au congrès.

3° Les cellules sont des organismes politiques majeurs, ayant pouvoir de décision et de prise de position sur l'orientation politique du moment dans tous les domaines de l'activité de l'organisation, sans que pour autant elles puissent contrecarrer l'application de la politique définie par le congrès et par la direction nationale. Les cellules sont subordonnées aux décisions du C.C. comme ce dernier l'est aux décisions du congrès.

4° Les cellules ont pouvoir de sanctions. Celles-ci doivent être soumises au Comité Central.

VII. — *Bulletin intérieur*

1° Le C.C. a la charge d'éditer un bulletin intérieur destiné à assurer les conditions d'une expression politique totale à tous les militants à l'échelle de toute l'organisation.

2° Le Comité Central, les cellules en tant que telles, les militants peuvent s'exprimer dans le bulletin intérieur.

VIII. — *Droit de tendance - Droit de fraction*

1° L'O.C.I. reconnaît le droit de tendance, c'est-à-dire le droit pour des militants de l'organisation de se regrouper sur la base d'une orientation politique ouvertement défendue au sein de l'organisation, droit qui se situe dans le cadre de l'action centralisée de l'organisation.

2° Une tendance ne peut se constituer que sur la base d'un document présenté à un congrès ou adressé à la direction nationale et publié dans le bulletin intérieur : l'O.C.I. condamne formellement les cliques.

3° Le droit de tendance s'exprime par la possibilité d'expression d'une — ou de plusieurs — tendance minoritaire dans les réunions intérieures de l'organisation et par leur représentation proportionnelle à la direction nationale.

Au cas où plus de deux tendances se manifesteraient dans l'organisation, la tendance ayant la majorité relative serait représentée à la majorité absolue à la direction nationale.

4° La discussion et la lutte politiques au sein de l'organisation peuvent aboutir à la constitution de fractions lorsque les membres d'une tendance estiment que les divergences touchent aux principes mêmes du programme.

La fraction se distingue de la tendance en ce qu'elle tend à instaurer une discipline en son sein, par exemple une discipline générale de vote.

La reconnaissance du droit de fraction se légitime par l'ultime tentative de préserver l'unité de l'organisation à travers une clarification complète des divergences sans qu'on puisse opposer au développement de la discussion des mesures d'organisation. En tout état de cause, la fraction doit être proclamée publiquement dans l'organisation sur la base de documents politiques.

Le droit de fraction se situe dans le cadre d'une organisation basée sur les principes du centralisme démocratique et ne peut remettre en cause les décisions du congrès et du Comité Central.

IX. — Sanctions

1° La non-application, dans l'activité extérieure et intérieure de l'organisation, des principes du centralisme démocratique sur lesquels sont basés les présents statuts, entraîne des sanctions qui doivent toujours être politiquement fondées.

2° Ces sanctions sont : le blâme, la suspension, la radiation, l'exclusion.

Le *blâme* constitue une caractérisation politique d'actes contraires à la discipline communiste.

La *mesure de suspension* signifie que l'organisation ne peut accepter, en fonction même du centralisme démocratique, qu'un militant qui remet en cause ces principes puisse bénéficier des droits du militant. Le militant frappé de cette sanction reste membre de l'organisation. Il est placé sous le contrôle du Comité Central. Le délai de suspension ne saurait excéder un an.

La *radiation* a comme signification que le militant frappé par cette mesure n'est pas à même — quels qu'en soient les motifs — d'assurer les responsabilités de membre de l'O.C.I., sans que pour autant il devienne un adversaire de l'organisation.

L'*exclusion* est une mesure politique qui caractérise celui qui en est frappé comme un ennemi de l'organisation.

3° Le congrès, le C.C. et les cellules ont, seuls, le droit de sanction.

4° Toute sanction peut faire l'objet d'un appel devant la cellule, le Comité Central, le congrès et d'une demande d'investigation de la commission de contrôle.

X. — *Commission de contrôle*

1° Le congrès élit une Commission de contrôle.

2° Il y a incompatibilité entre l'appartenance à la Commission de contrôle et l'appartenance au Comité Central.

3° La Commission de contrôle est garante de l'application du centralisme démocratique par tous les organismes, y compris le Comité Central. Elue par le congrès, elle rend compte de son activité devant le congrès suivant.

4° Tout membre de l'organisation peut s'adresser à la Commission de contrôle, soit pour lui demander d'intervenir dans un cas de non-application des principes du centralisme démocratique par un militant ou un organisme, soit pour faire appel d'une sanction.

5° Par rapport aux cas dont elle est saisie, la Commission de contrôle se prononce sur la matérialité des faits et le respect des principes du centralisme démocratique.

6° La Commission de contrôle n'est pas une cour de jugement. Ses pouvoirs d'investigation sont illimités et tout militant doit se rendre à ses convocations, mais elle n'a pas pouvoir de décision.

7° La Commission de contrôle soumet ses conclusions au Comité Central. En aucun cas, ces conclusions ne suspendent l'application d'une sanction ou ne remettent en cause une décision du Comité Central.

8° Dans le cas où les conclusions de la Commission de contrôle s'opposeraient à celles du Comité Central, la question serait tranchée au congrès sur la base de deux rapports, l'un de la Commission de contrôle, l'autre du Comité Central, portés à la connaissance de l'organisation.

9° La Commission de contrôle participe aux réunions du Comité Central avec voix consultative.

XI. — *Révision des statuts*

Les présents statuts ne peuvent être révisés que par un congrès.

ANNEXE

Sur la situation en URSS

Notes sur la situation en URSS élaborées après la réunion du Secrétariat international élargi qui s'est tenue des 15 au 17 novembre 1987, et qui sont soumises à la discussion préparatoire de la Conférence internationale des sections de IV^e Internationale (CIR).

Dans le projet de rapport (1) qui est proposé, il y a quelques développements sur l'URSS, d'autres ont été publiés dans *Tribune internationale*. Mais cela reste insuffisant. Un texte d'ensemble est indispensable. Nous devons donc proposer à la conférence mondiale des sections un texte plus complet sur les événements qui se déroulent en Union soviétique. Tous les ingrédients de la révolution politique se réunissent, sans que l'on puisse néanmoins déterminer le rythme de ses développements en URSS, dans les pays de l'Est, en Chine. A la lumière des problèmes soulevés en Pologne, constatons que la marche de la révolution politique se poursuit suivant un cours chaotique, avec des avancées et des reculs, sans que la bureaucratie puisse réellement défaire le mouvement engagé en Pologne depuis 1980.

Quel est donc le tableau de la situation en URSS ?

Il y a d'une part les contradictions les plus fondamentales entre la bureaucratie dans son ensemble et la couche isolée qui est au pouvoir autour de Gorbatchev. D'autre part, les contradictions entre les mesures — limitées — prises par l'équipe Gorbatchev et la classe ouvrière, qui se manifestent dans des mouvements de grève dont la bureaucratie doit faire état, grèves qui remettent en cause le système bureaucratique dans son ensemble. Enfin, il y a le mouvement profond des nationalités opprimées. Ces trois éléments se conjuguent pour forger une situation dont les traits fondamentaux ont été indiqués dans notre programme, et que Trotsky a magistralement analysée dans « *La Révolution trahie* ».

L'impasse du système que la bureaucratie elle-même doit admettre est provoquée d'une part par ses méthodes de gestion — dont elle tire ses privilèges — contradictoires à la nature des conquêtes d'Octobre, et d'autre part par la pression de l'impérialisme qui refuse de lever et même d'atténuer le blocus, y compris depuis l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir.

C'est ainsi que pour apprécier correctement la situation, il faut partir des instruments d'analyse que constituent les principes du programme. La bureaucratie tire ses privilèges de la gestion des conquêtes de la classe ouvrière, des conquêtes de la révolution d'Octobre. Les mesures qui sont prises par Gorbatchev remettent en cause la situation de la bureaucratie comme telle. L'introduction de ce que Gorbatchev et son équipe proposent, la volonté d'introduire le marché (les lois économiques) comme seul critère sont directement opposées aux intérêts de la bureaucratie comme telle et nourrissent sa crise.

En effet, la fonction des conquêtes d'Octobre : nationalisation des moyens de production et du crédit, monopole du commerce extérieur, collectivisation de l'agriculture, impliquent des limites au libre jeu du marché. Et c'est précisément, répétons-le, la gestion des conquêtes d'Octobre qui est à la base des intérêts de la caste privilégiée. D'où la résistance de la bureaucratie comme telle à la politique préconisée par l'équipe Gorbatchev qui apparaît comme une couche minoritaire dans la bureaucratie. Mais la « force » de Gorbatchev au sein de la bureaucratie résulte de la situation d'impasse dans laquelle elle a conduit l'Union soviétique. La bureaucratie n'a rien à proposer que la perpétuation de ce qui est, et ce qui est conduit, répétons-le, à l'impasse.

Cela est le premier élément. Le deuxième c'est que la bureaucratie, comme couche parasitaire, a la terreur de la classe ouvrière. Les réactions de la bureaucratie face aux grèves qui se sont multipliées contre les premières conséquences des mesures prises par Gorbatchev sont extrêmement révélatrices. Ces grèves conduisent la bureaucratie à considérer que c'est précisément la politique de Gorbatchev qui entraîne aux grèves, ces réactions renforcent le fait que la couche qui soutient Gorbatchev est isolée, dans des conditions contradictoires que nous précisons plus loin. Quoi qu'il en soit, isolée des couches profondes de la bureaucratie, elle est bien évidemment isolée de la classe ouvrière et de la masse des kolkhoziens auxquels elle promet d'ici le 1^{er} janvier des hausses massives des prix de tous les produits, et plus particulièrement des prix des objets de consommation. En même temps, Gorbatchev cherche néanmoins à se créer une base sociale et il cherche à se la constituer dans le développement de la propriété privée. Mais les « conseillers » académiciens et autres de Gorbatchev déplorent que ce développement de la propriété privée ne trouve pas de soutien suffisant à l'intérieur des relations sociales édifiées sur la base de la propriété d'Etat. Ou donc Gorbatchev trouve-t-il son principal « appui social » ? La réponse est évidente. C'est l'impérialisme qui constitue son appui social. Néanmoins, sauf contre les masses et les couches inférieures de la bureaucratie, aucune mesure concrète n'est encore prise — Gorbatchev ne cesse de s'en plaindre — concernant la liaison directe entre les entreprises d'Etat et les trusts impérialistes. Et comme toujours, c'est le monopole du commerce extérieur qui est de tout temps la cible des « rénovateurs ». Tel est le contenu de la pérestroïka, qui n'a cependant pas encore trouvé de base sociale significative en URSS même.

Une nouvelle falsification

Avant de poursuivre, il nous faut dénoncer cette nouvelle falsification qui consiste à assimiler la pérestroïka et la NEP (Nouvelle politique économique) adoptée par le Parti bolchevique à la fin de la guerre civile.

Bien entendu, si avec ce parallèle on entend la nécessité pour l'Etat ouvrier de recourir à des concessions tant dans le marché intérieur que sur le marché mondial, il n'y a là que la double reconnaissance du caractère international de la révolution, et de la faillite de la politique stalinienne du « socialisme dans un seul pays » (le socialisme serait réalisé en URSS !), politique qui est celle de Gorbatchev. On ne peut apprécier sérieusement les événements qui se déroulent en URSS que par rapport à la politique. La politique de Lénine et de la direction du Parti bolchevique en URSS en 1921 était entièrement fondée sur les intérêts de la classe ouvrière. A la fin de la guerre civile victorieuse, « tout doit être subordonné » à aider « nos principales forces productives, les paysans et les ouvriers... tellement appauvris, ruinés, surmenés et exténués » (Lénine). Lénine ajoutait : avec la NEP, par les con-

cessions, nous cherchons à « améliorer le sort des ouvriers »... Nous devons accomplir « les tâches de satisfaire les nécessités économiques sans léser les intérêts du prolétariat ».

On retrouve dans tous les discours de Lénine le leitmotiv : il faut soutenir, aider à tout prix les travailleurs « pour édifier notre économie d'Etat ».

Le problème de la NEP est exactement à l'opposé de la pérestroïka. Indépendamment du fait qu'il est impossible de comparer la situation du pays ruiné, affamé après la guerre civile, et l'URSS aujourd'hui, la politique de Gorbatchev est dirigée contre les masses avec les hausses de prix, les suppressions d'emplois, la flexibilité. La politique de Gorbatchev tend à ouvrir « l'économie d'Etat » ou tout moins des secteurs décisifs à la pénétration du capital financier (négociations pour l'entrée de l'URSS dans le FMI) mais ce qui est encore plus décisif réside en ce que Lénine, tout en appréciant clairement la NEP comme un recul, considère cette politique indispensable afin de reconstituer la classe ouvrière décimée, affamée par sept années de guerre impérialiste et de guerre civile, et ainsi permettre aux ouvriers de redonner vie aux soviets, aux conseils. Il suffit de signaler qu'au moment même où la discussion sur la NEP se déroulait, dans la discussion sur les syndicats, Lénine parlait de la position de principe que « les syndicats ne sont pas une organisation d'Etat », et affirmait que « les ouvriers ont besoin de syndicats pour défendre leurs intérêts matériels et moraux contre leur Etat (ouvrier) ».

En un mot, la NEP prenait en compte les intérêts de la classe ouvrière, la pérestroïka prend en compte les intérêts de la caste parasitaire qui a conduit par ses méthodes de gestion bureaucratique le pays à l'impasse.

Reprenons : la situation a un caractère explosif. La bureaucratie doit chercher à sortir de l'impasse, comme bureaucratie dont les intérêts parasitaires sont liés à la gestion des conquêtes d'Octobre dont elle a exproprié les masses. Elle ne peut sortir de l'impasse, et en même temps ce que propose Gorbatchev pour sortir de l'impasse remet en cause la position de la bureaucratie. Nous rejoignons là la loi fondamentale de toute révolution : l'impulsion qui va déclencher la révolution est toujours venue du « haut ». Valable pour toutes les révolutions dans l'histoire, cette loi l'est pour la révolution politique qui mûrit en URSS et dans les pays où le capital a été exproprié.

Le mouvement des nationalités opprimées

La troisième question qu'il faut soulever est celle des nationalités opprimées. Nous assistons en URSS à un mouvement des nationalités opprimées qui tend à devenir un mouvement général, mouvement dont la bureaucratie oppresseuse des nationalités opprimées a conscience du caractère explosif mais qu'elle est incapable de contenir. Malgré la répression contre les Tatars déportés en Asie centrale par Staline, et qui exigent leur retour en Crimée, en dépit de la répression dans les pays Baltes, en Azerbaïdjan, etc., les manifestations de la résistance des nationalités opprimées ne cessent de se développer.

Nous ajouterons : bien que ce mouvement des nationalités opprimées ait un caractère contradictoire, l'existence surtout dans les pays Baltes d'un mouvement de caractère nationaliste bourgeois n'est pourtant pas l'essentiel. L'essentiel réside en ce que le mouvement des nationalités opprimées se développe dans la marche de la révolution politique.

La question des Tatars de Crimée le démontre clairement : ils revendiquent la reconstitution de la République autonome des Tatars fondée en 1921, revendica-

tion qui renoue avec la révolution d'Octobre, matérialisant un de ses mots d'ordre essentiel, à savoir la satisfaction de la revendication du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Laissons de côté la sympathie générale des cercles impérialistes mondiaux pour Gorbatchev, sympathie néanmoins tempérée par la crainte des conséquences qu'entraîne la pérestroïka et le glasnost. Cependant, signalons que l'impérialisme ne lâche rien sans contrepartie. Si la pression qui s'exerce sur Gorbatchev ne se relâche pas, l'impérialisme reste très dubitatif quant à ce qui se passe en URSS. Répétons-le, dans toute révolution, l'impulsion vient toujours du « haut ». Gorbatchev est en train d'attaquer les deux « piliers » qui constituent l'Union soviétique d'aujourd'hui : d'une part la bureaucratie dont les privilèges sont structurés sur la gestion des conquêtes d'Octobre dont elle a exproprié politiquement les masses et qui est dans l'impasse, et d'autre part la classe ouvrière extrêmement puissante, structurée sur les conquêtes d'Octobre. Face à ces deux « piliers », répétons-le, l'appui social pour la politique gorbatchevienne de réformes est extrêmement mince. Gorbatchev et son équipe sont contraints d'avouer eux-mêmes que la bureaucratie comme telle ne suit pas, pas plus évidemment que la classe ouvrière. C'est ainsi que l'appui social que trouve Gorbatchev est essentiellement fourni « à l'extérieur », dans l'impérialisme.

Gorbatchev et l'impérialisme

Cette recherche, Gorbatchev l'effectue en soutenant directement et quasi ouvertement la politique contre-révolutionnaire de l'impérialisme, en utilisant les agences nationales de la bureaucratie, au Nicaragua, en Palestine, au Proche et Moyen-Orient, en Afrique du Sud, etc.

Pour ce qui est de cet aspect il n'existe aucune contradiction entre la politique extérieure contre-révolutionnaire de Gorbatchev et celle de la bureaucratie dans son ensemble ; laquelle néanmoins ne peut accepter de voir la base de ses privilèges remise en question par l'impérialisme. C'est ainsi que dans le même mouvement, en cherchant à se constituer une base, Gorbatchev cherche à desserrer l'étreinte des contradictions jaillissant de l'impasse même dans laquelle la bureaucratie, dont il est l'émanation, plonge l'URSS. La politique de Gorbatchev aboutit à la constitution de forces qui sont contradictoires et à la bureaucratie dans son ensemble et à sa politique. Sous cet angle, bien qu'il existe un courant authentiquement, on pourrait dire sincèrement « réformateur » en URSS, particulièrement chez les intellectuels et dans certaines couches de la bureaucratie, ce courant n'a aucun avenir. Pour la raison essentielle que la bureaucratie est impuissante à se « réformer » elle-même, et réformer ses institutions. Pour atteindre ce résultat, il lui faudrait abandonner, détruire elle-même les « institutions » qui lui garantissent ses privilèges. L'histoire enseigne que toute classe, toute caste privilégiée n'acceptera jamais comme telle d'abandonner les positions assurant ses privilèges. Mais l'histoire enseigne également que cherchant à se tirer de l'impasse, toute classe ou caste privilégiée ouvre elle-même les vannes à la révolution. Cela dit, ce serait une erreur d'en déduire que Gorbatchev veut le rétablissement de la propriété privée au profit de l'impérialisme, sans conditions.

Mutatis mutandis, on peut comparer ce qui se passe aujourd'hui en URSS au système de « despotisme éclairé ». Evidemment dans d'autres conditions sociales et historiques.

Pour conclure, provisoirement, répétons-le, il y a accord entre toutes les couches de la bureaucratie, entre la bureaucratie comme telle, et l'équipe bureaucratique autour de Gorbatchev sur la politique internationale. Sur ce terrain l'abjecte servilité de la bureaucratie face à l'impérialisme est totale. Que ce soit pour l'Iran, pour les pays arabes dont la Palestine, le Nicaragua, l'Afrique du Sud, etc., l'adaptation aux besoins de l'impérialisme exprime une même et totale servitude. Trotsky l'avait analysé il y a plus d'un demi-siècle. Ce qui se développe en URSS comme expression du processus de la révolution mondiale met en jeu les questions vitales de la révolution.

Trotsky, dont l'analyse a totalement été vérifiée, signalait avant la guerre la contradiction entre ce que représente le programme de la IV^e Internationale et son expression organisée. Ce qui se déroule en URSS, comme expression du processus révolutionnaire mondial, constitue la démonstration vivante de ce que la condition indispensable pour des solutions positives à la question fondamentale qui se pose à l'humanité, à savoir la solution de la crise historique de la direction du prolétariat, le mouvement des masses soviétiques intégré à la crise révolutionnaire mondiale est engagé.

La marche à la révolution politique

Sur cette base, divers groupements politiques se constituent en Union soviétique, comme expressions plus ou moins claires, ou confuses, de la recherche organisée d'une politique indépendante de la bureaucratie. Ces groupements constituent les premiers éléments organisés de ce qui constituera dans les développements de la lutte politique des organisations politiques indépendantes de la bureaucratie. Dans cette situation, notre organisation trotskyste en URSS affiliée à la IV^e Internationale-CIR a un rôle capital à jouer. Le mouvement engagé en URSS comme à l'échelle internationale connaîtra des avancées et des reculs. Mais c'est pour nous une source de confiance très grande de constater que l'analyse lucide confirme le programme de la IV^e Internationale. D'ores et déjà, les principes du programme s'inscrivent dans les « résultats » de la marche de la révolution politique. Mais pour garantir la victoire, en URSS et dans tous les pays, il ne suffit pas des idées, il faut l'action révolutionnaire qui vient des masses, et cette action est en cours en URSS et pas seulement en URSS. Cela dit, ces deux conditions sont néanmoins insuffisantes, il faut construire l'expression organisée des « idées » (le programme) et du mouvement des masses. Il faut reconstruire la IV^e Internationale et ses partis.

Répétons-le, les mouvements en cours en Union soviétique sont contradictoires, ils n'ont pas encore atteint une forme organisée : les masses réfléchissent, attendent. Il y a des illusions.

Mais les bases de la « réforme » en URSS n'existent pas. Cependant, un courant, principalement chez les intellectuels, croit honnêtement à la « réforme ». Que représentent les « 47 clubs » qui existent en URSS. Sans doute, certains d'entre eux sont liés à la bureaucratie gouvernante, certes des éléments manipulés par la police politique se trouvent en leur sein, mais c'est secondaire. Le mouvement qui produit pour une partie ces « 47 clubs » est un mouvement qui confusément recherche une issue organisée aux questions vitales en cause. En témoigne la discussion qui se mène en URSS concernant la réhabilitation des vieux bolcheviks assassinés par Staline. Bien que Gorbatchev n'aille pas aussi loin que Khrouchtchev, il suit une voie identique. Tout à la fois Gorbatchev dénonce les « crime du culte de la personnalité », et il justifie la politique que Staline a conduite depuis la mort de Lénine, pour consolider la bureaucratie comme caste parasitaire et privilégiée. Gorbatchev indique

par là que quelles que soient les divergences au sein de la bureaucratie, il y a unité de volonté contre la volonté des masses soviétiques de se réappropriier les conquêtes d'Octobre (2).

Le « dossier » de la réhabilitation n'est pas un dossier littéraire, juridique ou relevant des « traits personnels » et psychologiques de Staline. Ce dossier est celui de la marche de la révolution politique qui expropriera la bureaucratie en reconstituant les soviets, la République des conseils de 1917. Sous cet angle, Boukharine n'a pas été assassiné par Staline en raison de ses positions « droitières ». Il a été fusillé comme vieux bolchevik. De même Zinoviev, ou Kamenev, ont été exterminés bien qu'ayant capitulé en 1927, les vieux bolcheviks par dizaines et dizaines de milliers ont été exterminés parce que c'était nécessaire à Staline pour consolider les intérêts parasites de la bureaucratie. C'est ainsi que le « dossier » de la réhabilitation est celui même de la recherche passionnée d'intellectuels et des masses soviétiques des racines historiques qui ont constitué les conquêtes d'Octobre, la recherche des raisons pour lesquelles Staline, comme incarnation de la bureaucratie, a détruit le vieux Parti bolchevique de Lénine-Trotsky-Boukharine-Zinoviev-Kamenev, le parti qui a conduit à la victoire la première révolution expropriatrice.

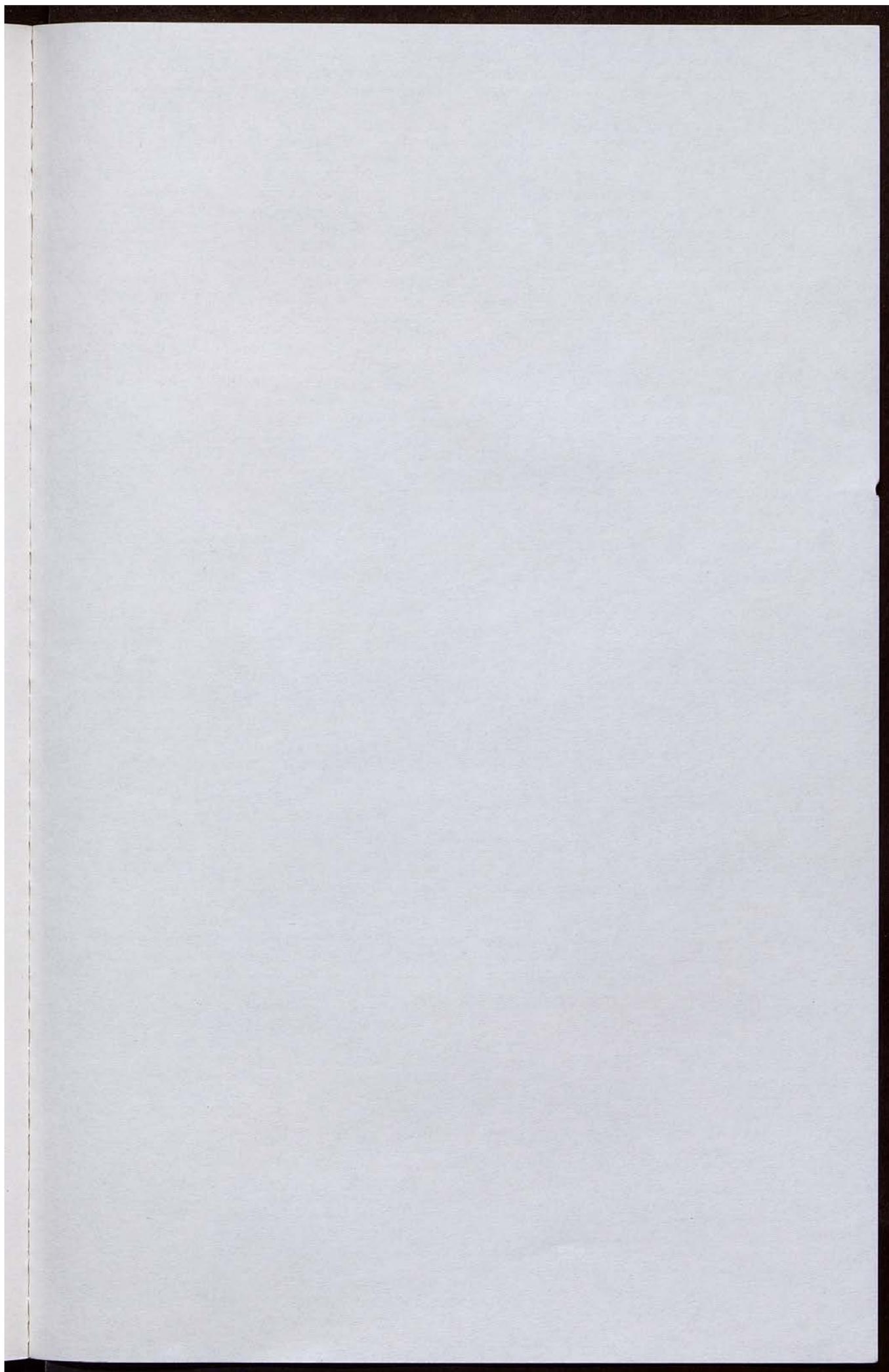
Sous cet aspect, il y a un lien évident entre la destruction en cours des archives des monstrueux procès de Moscou et la recherche des explications à la question que des dizaines de millions de Soviétiques se posent : « Pourquoi cela est-il arrivé ? Pourquoi l'extermination des vieux bolcheviks ? » Et ces questions en soulèvent d'autres : « Quelle relation entre le stalinisme et la collectivisation forcée et les famines qui ont suivi dans lesquelles ont péri des millions de Soviétiques ? » Et bien d'autres : concernant l'attaque de Hitler en juin 1941, l'extermination de l'état-major soviétique en 1937, pourquoi la déportation des prisonniers de guerre, etc.

Et ces questions sont déjà devenues des questions qui confrontent les masses avec les questions les plus brûlantes de la vie quotidienne. C'est ainsi que le « dossier » de la réhabilitation qui s'insère dans le « dossier » de la destruction des archives du Guépéou rejoint la politique de Gorbatchev. C'est ainsi que nous rejoignons dans l'analyse de ces questions le lien avec le bolchevisme, avec la révolution d'Octobre, avec la marche de la révolution politique, et tout le processus de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, et le combat de Trotsky. Trotsky que la bureaucratie usurpatrice et Gorbatchev poursuivent de leur vindicte.

L'URSS ne va-t-elle pas ébranler une nouvelle fois le monde ? Il n'est pas de réponse à cette question sauf celle-ci : si l'URSS ébranle une nouvelle fois le monde, ce sera dans un processus mondial d'une montée révolutionnaire englobant tous les pays, avec toutes ses contradictions. Mais après tout le problème n'est pas qui va commencer, mais : toutes les conditions sont réunies pour reconstruire la IV^e Internationale et pour la construction de ses partis dans chaque pays.

(1) Projet de rapport à la conférence mondiale. Bulletin n° 5 du conseil général.

(2) Dans son rapport au XX^e Congrès, en 1956, Khrouchtchev est allé plus loin dans la dénonciation des crimes de Staline.



par là que quelle que soient les divergences de vues de la bureaucratie, il y a eu une détermination à briser la volonté des masses révolutionnaires et à vaporifier les conquêtes d'Octobre (2).

Le « dossier » de la rééducation n'est pas un dossier juridique ou médical, mais des « notes personnelles » et psychologiques de Staline. Ce dossier est celui de la machine de la révolution soviétique qui explose la bureaucratie en révolte dans les années de la révolution politique de 1917. Sous cet angle, Boukharine n'a pas été accusé par Staline en raison de ses positions « droitiers ». Il a été brûlé comme un ennemi révolutionnaire. De même, Litvinov, ou Kamenev, ont été exécutés sans être accusés de rien en 1921, les deux boukharine par dizaines et dizaines de milliers ont été exécutés sans que n'était nécessaire à Staline pour contrôler les machines partielles de la bureaucratie. C'est ainsi que le « dossier » de la révolution soviétique est celui de la recherche permanente d'intellectuels et des masses révolutionnaires des années littéraires qui ont constitué les conquêtes d'Octobre, recherche des raisons pour lesquelles Staline, comme incarnation de la bureaucratie, a détruit le vieux Parti révolutionnaire de Lénine, Trotsky, Boukharine, Zinoviev, Kamenev, le parti qui a constitué la victoire la première révolutions expropriation.

Sous cet angle, il y a eu une détermination à la destruction en cours des archives révolutionnaires, des archives de la révolution des expéditions à la question des documents de l'histoire de l'Union soviétique et surtout le pourquoi cela est-il arrivé. Pourquoi la destruction des archives révolutionnaires ? Et ces questions en soulèvent d'autres : « Quelle était la machine révolutionnaire et la collectivisation forcée et les autres ? » « Pourquoi cette détermination à détruire les archives de Semichov ? » Et c'est ainsi que nous arrivons à la question de la destruction de l'état révolutionnaire de 1917, pourquoi et pourquoi des prisonniers de guerre, etc.

Il est évident que ces archives des questions qui confrontent les masses révolutionnaires, les archives de la révolution, c'est ainsi que le « dossier » de la révolution soviétique est celui de la « question » de la destruction des archives de l'histoire révolutionnaire de la révolution. C'est ainsi que nous rejoignons dans l'analyse de ces questions la lutte avec le stalinisme, avec la révolution d'Octobre, avec le succès de la révolution politique, et tout le processus de la lutte pour la reconnaissance de la IV^e Internationale, et le combat de Trotsky, Trotsky et la bureaucratie contre le stalinisme et Comintern pour leur victoire.

L'URSS de 1917 est-elle pas devenue une nouvelle fois le monde ? Il n'est pas de doute que cette question est celle-ci : « L'URSS est-elle une nouvelle fois le monde ou sera-t-elle un prétexte essentiel d'une nouvelle révolutionnaire révolutionnaire dans les pays, avec toutes ses contradictions. Mais après 1917 le problème n'est pas de la construction, mais de toutes les conditions pour reconstruire la IV^e Internationale et pour la construction de ses partis dans chaque pays.

(1) Projet de loi sur le mariage civil, Bulletin n° 1 de l'Union soviétique.

(2) Dans son rapport au XIV^e Congrès, en 1926, Staline dit que 30% des gens dans le Comité central ont été exécutés.

Rédaction et administration :
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT
Rédacteur en chef : François FORGUE
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Christian FOSTIER

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926